



HAL
open science

**Interpréter et aménager. Éléments d'une géographie de
la relation au monde. Volume 1 ("Synthèse") du
Mémoire d'HDR**

Jérôme Monnet

► **To cite this version:**

Jérôme Monnet. Interpréter et aménager. Éléments d'une géographie de la relation au monde. Volume 1 ("Synthèse") du Mémoire d'HDR. Géographie. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 1999. halshs-00006770

HAL Id: halshs-00006770

<https://theses.hal.science/halshs-00006770>

Submitted on 6 Dec 2005

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Interpréter et aménager.

Eléments d'une géographie de la relation au monde

Dossier de candidature à

l'Habilitation à diriger les recherches

présenté par :

Jérôme Monnet

Maître de conférences à l'Université de Toulouse-Le Mirail
Membre de l'Institut universitaire de France

1999

Volume 1 : Synthèse

JURY :

Mme Denise PUMAIN

M. Augustin BERQUE

M. Jean-Paul DELER

M. Romain GAINARD

M. Daniel LATOUCHE

M. Alain LEFEBVRE

Professeur, Université de Paris-1

Directeur d'études, École des hautes
études en sciences sociales (Paris)

Directeur de recherche, Centre national
de la recherche scientifique (Bordeaux)

Professeur, Université de Toulouse-2

Professeur, Institut national de la
recherche scientifique (Montréal)

Professeur, Université de Toulouse-2



Sommaire du Volume 1 (Synthèse)

PROLOGUE	4
Les terrains de parcours d'un géographe.....	6
INTRODUCTION DE LA PREMIERE PARTIE	7
CHAPITRE 1. HISTOIRE EVENEMENTIELLE D'UNE RECHERCHE	8
<i>Un tournant, un commencement ?</i>	8
<i>Les conditions de l'insertion dans un milieu scientifique</i>	10
<i>Images et lieux communs</i>	11
<i>Géographie culturelle, latino-américanisme et études urbaines</i>	13
<i>Comparaison, théorisation et dialogue interdisciplinaire</i>	14
<i>Los Angeles et Mexico</i>	15
<i>Les cercles d'évaluation</i>	16
CHAPITRE 2. ANIMATION SCIENTIFIQUE ET ENCADREMENT DOCTORAL	19
<i>Colloque Lieux du pouvoir et pouvoirs du lieu dans les Amériques</i>	19
<i>Contribution à l'organisation d'autres manifestations scientifiques</i>	23
<i>Processus d'identification socio-spatiale dans les métropoles des Amériques (PRISMA)</i>	24
<i>Encadrement doctoral</i>	26
<i>L'Institut d'études doctorales (IED)</i>	27
<i>Activités d'édition ou de coordination éditoriale</i>	28
CHAPITRE 3. TRAVAUX ET PUBLICATIONS.....	30
<i>Les ouvrages</i>	30
<i>Les communications</i>	31
<i>Les contributions à publications périodiques</i>	34
<i>Le patrimoine. L'aménagement du passé et les intérêts du présent</i>	35
<i>Le partage de l'espace. Centralité, espace public, commerce</i>	36
<i>La grande ville. Discours médiatiques et attitudes politiques</i>	37
<i>Modernité et américanité. La construction géographique du Nouveau Monde</i>	38
<i>Pour une géographie relativiste. Les conditions de la connaissance</i>	40
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE	42
Réflexions sur les rapports entre représentation et réalité en géographie	43
INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE	44
<i>L'aventure des références</i>	45
CHAPITRE 4. ÉLÉMENTS D'UNE GENEALOGIE	49
<i>L'origine des représentations</i>	49
<i>L'impact des signes : sémiologie et anthropologie de l'espace</i>	51
<i>L'idée et la perception</i>	55
<i>L'expérience du vécu</i>	57
<i>Les fantômes de Ledrut</i>	61
<i>Le carrefour des pratiques et des représentations</i>	63
CHAPITRE 5. LA GEOGRAPHIE ET LES REPRESENTATIONS	68
<i>Pratiques sociales et géographie culturelle</i>	68
<i>De la phénoménologie à la cognition</i>	71
<i>Les divergences sur la nature et la fonction des représentations</i>	73
<i>L'ambiguïté de l'image et de l'imaginaire</i>	76
<i>Le pouvoir du discours sur le monde</i>	81

CHAPITRE 6. REPRESENTATION, REALITE ET RELATIVITE	85
<i>Les rapports troubles de la réalité et de la vérité</i>	85
<i>Le dualisme absolutiste moderne</i>	88
<i>L'absolutisme inverse</i>	91
<i>Les conceptions relativistes de la réalité</i>	92
<i>La représentation : acte et objet</i>	95
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE	96
Les modalités de la relation au monde	98
INTRODUCTION DE LA TROISIEME PARTIE	99
CHAPITRE 7. LA PROBLEMATIQUE DU VERNACULAIRE	100
<i>Modèles de ville et modes de vie</i>	100
<i>Les urbanités</i>	101
<i>Le sujet géographique et son milieu</i>	106
<i>Qu'est-ce que la géographie vernaculaire ?</i>	107
<i>L'unité de lieu</i>	110
CHAPITRE 8. COGNITION ET PERFORMANCE GEOGRAPHIQUE.....	112
<i>L'échelle humaine</i>	112
<i>Le tabou de l'individu</i>	115
<i>Le corps et l'esprit</i>	117
<i>La conscience géographique</i>	119
<i>Perspectives cognitivistes</i>	121
<i>De palmiers et d'autoroutes : point de vue sur Los Angeles ?</i>	123
CHAPITRE 9. POUR UNE THEORIE DE L'INTERPRETATION DU MILIEU	126
<i>Comment s'établit notre relation au monde ? (processus, permanence et sujet)</i>	126
<i>Interprétation et aménagement : les deux directions de la relation</i>	133
<i>La réalisation unifiée du milieu géographique</i>	134
CONCLUSION GENERALE	137
Références et index.....	138
LISTE DES TRAVAUX ET PUBLICATIONS DE L'AUTEUR	139
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	147
INDEX DES AUTEURS ET DES INSTITUTIONS CITES DANS LE TEXTE.....	155

PROLOGUE

Ce dossier présente les éléments d'une candidature à l'habilitation à diriger les recherches. Dans le Volume 1, on trouvera la « synthèse de l'activité scientifique du candidat permettant de faire apparaître son expérience dans l'animation d'une recherche » (Article 4 de l'arrêté ministériel du 23 novembre 1988). Le Volume 2 constitue le « dossier de travaux » prévu par le même arrêté et rassemble la matière accumulée au fil de recherches entreprises il y a plus de dix ans, lors de mon expatriation au Mexique ; l'essentiel de ma production publiée ou en cours de publication, une quarantaine de références au total, y est organisée selon cinq axes de réflexion. Le volume de synthèse, quant à lui, présente l'analyse que je fais *aujourd'hui* de mon parcours, de mon corpus de références conceptuelles et de mes orientations théoriques. Ainsi, les « Travaux » représentent une certaine masse de sédiments ; la « Synthèse » en propose un traitement qui est, lui, discutable et destiné à être discuté, dans la mesure où ce travail d'introspection, cette petite « épistémologie » individuelle, cette tentative de « théorisation » ne sont que les ébauches d'un travail à poursuivre. Cette synthèse ne doit donc pas être comprise comme un aboutissement, mais bien comme une étape dans une entreprise de longue haleine et comme le cadre provisoire de recherches en cours.

Le sous-titre du dossier, « Eléments d'une géographie de la relation au monde » renvoie à deux interprétations, qui correspondent aux grands objectifs poursuivis durant mon parcours professionnel. L'un de ces objectifs est d'ordre pragmatique : il faut parvenir à comprendre et à expliquer comment les représentations du monde informent et influencent les actions sur le monde ; c'est là une tâche qui me semble essentielle pour un géographe, dans la mesure où il doit expliquer l'organisation matérielle du monde, c'est-à-dire sa géographie. L'autre objectif est plus théorique : il s'agit d'analyser comment la notion de représentation et la boucle d'interdétermination « représentation-action » en sont venues à occuper leur place dans mon corpus de références, géographiques ou provenant d'autres disciplines qui se préoccupent des espaces ou milieux de vie humaine. Cette réflexion m'amène finalement à proposer de conceptualiser la notion de représentation-action comme une « interprétation » (au double sens) dont la dimension concrète serait l'aménagement (qui construit matériellement le territoire, l'espace, le milieu ou le monde), d'où le titre général donné au dossier : « Interpréter et aménager ».

Cette double ambition est présente dans l'ensemble du dossier. Dans la Synthèse (volume 1), la première partie explique dans quelles conditions l'objectif pragmatique et l'objectif théorique ont été progressivement définis et ont guidé la réalisation des travaux. Cette partie cherche aussi à montrer que ces travaux furent produits au sein de collectivités, dont l'influence est souvent trop diffuse pour qu'on puisse même identifier tout ce qui leur est dû. La deuxième partie propose une analyse de certaines des notions-clés de la problématique générale dans un corpus de références (surtout géographiques, mais aussi sociologiques, historiques et anthropologiques) dont les caractéristiques tiennent aux causes et aux raisons pour lesquelles il a été constitué. Ces œuvres constituent également une collectivité, dont l'importance n'est pas moindre que celle des collectivités de chair et d'os dont il est question dans la première partie. Dans la troisième partie, enfin, j'identifie quelques pistes qu'il me semble nécessaire d'explorer dans l'avenir, et vers lesquelles je souhaiterais orienter des recherches. Cette dernière partie est « pionnière » en ce qu'elle avance des idées et des hypothèses qui ne reposent pour le moment que sur un nombre limité de références et de vérifications de terrain.

Soumettre ce dossier à évaluation signifie donc formaliser : 1) un processus d'interaction avec des lecteurs dont les réactions m'aideront à identifier les pistes de recherche les plus pertinentes et les plus utiles ; 2) une procédure de validation des recherches déjà accomplies. Dans ce processus d'interaction et cette procédure de validation, j'ai bénéficié des commentaires instructifs et des questions constructives des personnalités sollicitées pour faire partie du jury ; ces personnalités ont été des interlocuteurs précieux pour faire avancer mes recherches de terrain et ma réflexion sur certains thèmes (milieu, modélisation, modernité, cosmopolitisme, société, pouvoir). Au-delà de ce premier cercle formellement réuni pour évaluer le dossier, ma reconnaissance s'étend également au grand cercle constitué par tous ceux dont les questions et les observations m'ont accompagné et stimulé ; la confiance et l'affection mutuelles ont ainsi composé une trame invisible, sous-jacente à ce dossier, qui donne une partie de sa réalité et de sa cohésion à mon parcours.

Première partie :

LES TERRAINS DE PARCOURS D'UN GEOGRAPHE

Il est très commun de dire que tous les hommes ont le désir naturel de savoir, et pour acquérir ce savoir, ils passent de nombreuses années à parcourir les livres, les yeux brûlants de fatigue, et à courir à travers de nombreuses provinces, faisant des lieues et des lieues pour en savoir davantage.

Prologue, *Relation de Michoacan*, vers 1548

(traduit par J.M.G. Le Clézio, 1984)

[...] j'appris que cet ange du malheur dont je ferai notre Christ préparait une thèse d'urbanisme à l'institut de géographie de Paris IV, sous la direction du professeur Paul Claval, que pour l'instant il travaillait au service créé par la mairie moderniste afin de rationaliser son espace, penser son extension et conquérir les poches d'insalubrité qui le coiffaient d'une couronne d'épines.

Patrick Chamoiseau, *Texaco*. 1992, p.37

INTRODUCTION DE LA PREMIERE PARTIE

La recherche scientifique est souvent présentée, de façon abstraite, comme l'élaboration d'hypothèses, la mise en œuvre d'un plan de vérification de celles-ci, la collecte ou la production d'informations pertinentes et la mise en ordre et à disposition d'autrui des résultats obtenus. Tous ceux qui ont fait de la recherche en sciences humaines et sociales savent bien, pourtant, que le chercheur ne communique pas tous ses résultats, tout simplement parce qu'il sous-estime ou ignore certains d'entre eux ; qu'il subsiste toujours une part irréductible de désordre dans ces résultats ; que le corpus sur lequel le chercheur travaille est largement constitué d'informations dont il ne sait établir ni la pertinence, ni la provenance ; enfin, que le plan de vérification des hypothèses et celles-ci mêmes sont largement élaborés *a posteriori*, lorsqu'il est temps de donner une cohérence à toutes les connaissances et idées accumulées.

C'est pourquoi je crois nécessaire de détailler les contingences de mon parcours scientifique. Non pas que cette « histoire » soit plus exemplaire qu'une autre ; au contraire, elle a la trivialité de toutes les histoires individuelles. Mais sa trivialité même, le fait qu'elle ait été soumise aux circonstances et au hasard, rendent utile d'exposer ces circonstances et de restituer d'une certaine façon la part de l'événementiel dans la détermination de ce parcours de recherche, à l'opposé de toute rationalité scientifique.

J'invite aussi le lecteur à faire la part des choses, car mon entreprise d'autocritique et de déconstruction systématique peut sembler aboutir à l'inverse, c'est-à-dire à la reconstruction monolithique et autosatisfaite d'un parcours, imposée d'une certaine façon par l'exercice demandé pour l'habilitation à diriger les recherches. L'erreur, le doute et le pari ont peu de place dans les pages qui suivent, mais il faudra se souvenir en lisant celles-ci qu'ils ont toujours été, et demeurent, des compagnons de route.

CHAPITRE 1. HISTOIRE EVENEMENTIELLE D'UNE RECHERCHE

Un tournant, un commencement ?

En février 1988, il a fallu que je me mette en selle pour une chevauchée particulière, qui ne s'est jamais arrêtée depuis. Je me suis alors retrouvé « à cheval », non seulement entre deux villes, deux pays, deux continents et plusieurs langues (de février 1988 à février 1998, j'ai traversé 28 fois l'Atlantique et passé, au total, environ cinq ans de chaque côté), mais aussi entre deux courants de la géographie d'une part, et entre la discipline et la pluridisciplinarité, d'autre part.

Le vol avait suivi une ligne très septentrionale, et nous avions survolé le Groenland éclatant de blancheur sous l'azur. A l'arrivée à Mexico, tombait un petit crachin comme il arrive parfois au milieu de la saison sèche. Une sensible odeur d'ozone brûlé régnait sur la ville. J'ai choisi comme point de départ ce 11 février 1988, que j'identifie comme un *parteaguas*, une ligne de partage des eaux dans ma vie, parce qu'il a fait coïncider le début de ma carrière de chercheur avec l'aventure de l'expatriation, ce qui a orienté jusqu'à aujourd'hui ma trajectoire professionnelle et personnelle. C'est au Mexique que j'ai fondé une famille ; ce n'est pas le lieu d'en dire plus sur l'importance extraordinaire de ce tournant en termes intimes, et je ne parlerai ici que de ses conséquences sur mon travail.

Bien sûr, il y a une pré-histoire à ce tournant : d'abord, la réalisation de mon mémoire de maîtrise de géographie en 1984-1985, qui résulte d'un choix disciplinaire tardif au détriment de l'histoire (et, plus anciennement, de l'archéologie) ; ensuite, la préparation et l'obtention de l'agrégation de géographie en 1986, qui correspondent au choix d'exercer un métier au service de la collectivité. Ces deux épisodes ne sont pas sans conséquence sur la suite, puisque, d'une part, la maîtrise sur les avalanches dans les Pyrénées de l'Est m'a fait découvrir que la relation des êtres humains à leur milieu était surdéterminée par la représentation qu'ils se faisaient de l'espace et du temps ; d'autre part, la nomination dans l'enseignement secondaire m'a appris que j'aimais expliquer les choses et faire ressentir à autrui les jouissances de la découverte. Enfin, l'Amérique ne m'était pas tout à fait étrangère : j'avais déjà visité le Canada d'est en ouest (1984) et le Mexique du sud et le Guatemala (1987).

Mais, si je choisis février 1988 comme point de départ, c'est parce que m'ont alors été donnés, d'un seul coup et jusqu'à maintenant, le statut de chercheur, des objets de recherche (la ville, Mexico, le Mexique, les Amériques, etc.), les dialogues interdisciplinaires qui m'intéressent (avec l'histoire, l'anthropologie, la sociologie, la sémiologie etc.) et des langues de travail (l'espagnol puis l'anglais). Après moult péripéties qui m'ont fait rêver de participer à la création d'un musée de la montagne à Pokhara (Népal) et ont failli me faire devenir professeur de français au Lycée de La Marsa (Tunisie), j'ai été nommé coopérant du Service National auprès du Centre d'études mexicaines et centraméricaines (CEMCA) dépendant de l'Ambassade de France au Mexique. Ce premier événement, sur lequel j'ai eu le sentiment d'avoir peu de prise, a été immédiatement suivi d'un autre, sur lequel je n'en ai pas eu plus : à mon arrivée j'ai été mis à disposition du ministère mexicain de l'urbanisme et de l'environnement (SEDUE), comme chargé de mission dans la cellule de réflexion du ministre Manuel Camacho Solís.

Les circonstances ont voulu que la directrice de cette cellule, Alejandra Moreno Toscano, soit une historienne fameuse dans son pays, ancienne élève de Fernand Braudel et coordinatrice d'une « Histoire de Mexico » qui a fait date (1978). Elle était entourée de chercheurs de diverses disciplines, sociologues, architectes, historiens et économistes, dont certains étaient des opposants au régime. Autre hasard : la campagne pour les élections présidentielles battait alors son plein ; cela fut d'autant plus intéressant à observer depuis l'intérieur d'un cabinet ministériel que le candidat gouvernemental avait fait de la décentralisation et de l'environnement, compétences de ce ministère, des thèmes de sa campagne. J'ai bénéficié alors d'un regard privilégié sur des aspects particuliers du fonctionnement du système politique mexicain, et d'un accès à certains représentants du monde académique local.

Cette expérience à la SEDUE dura six mois. Comme il est de coutume au Mexique, tous les fonctionnaires à partir d'un certain rang changèrent de poste à la suite de l'élection du nouveau président, qui nomma finalement le ministre Camacho Solís à la tête de l'administration fédérale de la capitale (Departamento del Distrito Federal – DDF), au sein de laquelle toute l'équipe d'Alejandra Moreno Toscano retrouva de nouvelles responsabilités. De mon côté, je retournais occuper mon poste de chercheur au CEMCA. A la SEDUE, on m'avait d'abord demandé de petits rapports ponctuels sur la politique de décentralisation, avant de me confier un rapport plus conséquent sur la politique de protection du patrimoine à Mexico. Ce dernier me fournit la matière de mon mémoire de DEA (Université de Paris-10,

1988). Quand vint l'heure de se décider à préparer le doctorat, mes recherches commençantes étaient orientées vers le centre historique de la capitale, qui devint le premier objet de ma thèse.

Les conditions de l'insertion dans un milieu scientifique

Je suis resté à Mexico jusqu'à la fin de cette thèse, soutenue en janvier 1992 à l'Université de Paris-4 Sorbonne. En effet, à la fin des 18 mois du contrat de coopérant, j'obtins pour deux ans un poste de chercheur pensionnaire du Ministère des Affaires étrangères au CEMCA. Au bout du compte, de février 1988 à septembre 1991, j'ai pu rester trois ans et demi au Mexique. Au cours de cette période, j'ai été relativement coupé de la géographie française, tandis que j'établissais plutôt des contacts avec des spécialistes d'autres disciplines travaillant à Mexico. Au fur et à mesure de l'évolution de ma recherche, je me suis lié à différents milieux académiques.

Le premier fut celui des spécialistes du patrimoine, milieu d'historiens de l'art et d'architectes organisé autour de deux institutions, l'une nationale, l'INAH (*Instituto Nacional de Antropología e Historia*), l'autre internationale, l'ICOMOS (*International Council for Monuments and Sites*). Grâce à ces contacts, en 1988 je donnais ma première communication lors du 9^{ème} Symposium International de Conservation du Patrimoine Monumental organisé par la section mexicaine de l'ICOMOS (voir C1988), et je publiais mon premier article scientifique dans *Culture*, la revue de la Société canadienne d'ethnologie (A1988). L'insertion dans ce milieu me valut ensuite, en 1989, d'être invité au « Premier séminaire sur les critères de restauration du patrimoine culturel » à Guatemala (C1989b) et de placer un article dans le supplément culturel du quotidien mexicain *Unomásuno* (A1989). Le thème fondamental que j'ai toujours développé devant ces audiences, c'est que la protection du patrimoine est une politique urbanistique qui ne se présente pas comme telle. A partir de l'étude de la législation mexicaine et de ses effets sur l'espace urbain, j'ai essayé de montrer que la protection du patrimoine est de l'urbanisme et qu'elle correspond à des stratégies politiques : cela va à l'encontre des conceptions courantes qui la « dépolitisent » et la « déspatialisent » en la cantonnant au domaine consensuel de l'action « culturelle » (voir C1990c, O1993 / O1995, A1996a, C1998).

Dans le même temps, je me suis renseigné sur un éventuel directeur de thèse par l'intermédiaire de mon ami Louis Marrou puis inscrit avec son propre directeur, le professeur Paul Claval. C'est ainsi que j'ai été informé de colloques organisés en France par l'entourage

de P. Claval et le Laboratoire *Espace et culture*, et où j'ai d'abord fait état de développements marginaux de mes recherches (C1989a, C1990b).

Images et lieux communs

A partir de 1990, j'ai commencé à me préoccuper des discours, images et représentations de la ville. Cet intérêt m'est venu du constat d'un double décalage. Le premier était le décalage entre les images positives de Mexico telles qu'elles m'apparaissaient à la lecture des historiens et des chroniqueurs du passé urbain, et les images négatives dont étaient chargés les discours sur la ville contemporaine, qu'ils soient littéraires, journalistiques ou scientifiques ; le second décalage apparaissait entre mon expérience heureuse de la ville et les discours catastrophistes de mes amis *chilangos* ou des quelques étudiants auxquels j'ai donné des cours à l'Institut de Géographie de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM). Certains des Français venus me rendre visite me signalaient eux-mêmes le décalage, en s'émerveillant de l'inadéquation de leurs images de bidonville, de séisme, de pollution et de corruption associées à Mexico, avec la « réalité » de mes conditions de vie dans un joli quartier bohème de classe moyenne proche du centre-ville (la *Colonia Condesa*).

A partir du constat de ces décalages, s'est imposée l'hypothèse que le discours sur la ville n'est pas l'exact reflet de la situation concrète de la ville et que ce discours a sa propre histoire ; c'est-à-dire qu'il évolue lui-même d'une façon relativement autonome par rapport à la ville concrète dont il rend compte. D'une part, cela m'a poussé à reconstituer la généalogie de l'image catastrophiste contemporaine de Mexico, et m'a entraîné jusqu'au 16^{ème} siècle et à la fondation de la capitale de la Nouvelle-Espagne. D'autre part, l'analyse des conditions de la production d'une image a amené une interrogation sur les raisons de ceux qui la produisent et une étude des discours comme moyens de connaître les visées de leurs auteurs et d'en identifier les enjeux territoriaux.

C'est à cette tâche que je me suis attelé avec une communication lors d'un colloque à Montréal (C1990a), puis avec le texte (A1990c) élaboré à partir de cette recherche, qui a été publié simultanément dans deux revues. Du côté mexicain, cet article a été reçu dans le milieu d'historiens de la ville avec lesquels j'étais en contact (*Historia Mexicana*) ; du côté français, il a été retenu par Jean-Robert Pitte, membre du laboratoire *Espace et culture*, pour *Acta Geographica*. Or, l'influence déterminante ici, c'est celle de l'histoire des mentalités et de l'imaginaire, bien implantée au Mexique ; c'est parce que j'ai voulu faire un travail

d'historien que j'ai fini par faire un travail de « géographie des représentations » ou de « géographie culturelle », courants qui m'étaient alors inconnus.

A partir de ce moment, et à cause de la logique interne de mes interrogations sur Mexico, l'étude des fondements et des conséquences des représentations de l'espace est devenue une de mes préoccupations principales. Dans cette perspective, j'ai critiqué les affirmations devenues mythiques (c'est-à-dire n'ayant plus besoin de la moindre validation factuelle) que Mexico était la « plus grande ville du monde » (A1990d) et une « monstruopole » (L1994b), à l'instar d'autres mégapoles de la planète (A1994b, A1996b, A1997). L'intérêt pour les modalités de la représentation a attiré mon attention sur la chorématique (A1990c) et la sémiologie (C1991a/c). La préoccupation pour l'image, le paysage et la communication a amené à considérer d'une autre façon la centralité, en constatant que les « clichés » jouaient un rôle dans la façon dont les gens s'approprient l'espace. C'est pourquoi j'ai essayé de développer l'axiome que le centre est doublement un « lieu commun », au sens où un espace ne peut être physiquement partagé que dans la mesure où l'on partage aussi et en même temps une même représentation de cet espace. Finalement, le titre choisi pour la thèse fut : « La société des lieux communs : usages et images du centre historique de Mexico » (T1992).

La concentration commerciale a été un autre aspect de la centralité qui m'a intéressé, sous l'angle des pratiques de l'espace. Le thème apparaît dans la législation et les discours sur la protection du patrimoine, dans la mesure où « l'esprit de lucre » est généralement présenté comme une menace pour la conservation des témoignages historiques. Il apparaît aussi dans le discours catastrophiste sur la ville, dans lesquels le commerce ambulante est accusé d'être responsable de la pollution et de la corruption. En outre, il a paru nécessaire de s'engager dans une étude particulière du commerce dans le centre historique de Mexico pour la simple raison qu'il existait très peu d'informations fiables sur lui, le recensement économique détaillant beaucoup moins les activités de distribution que les activités de production (A1990f). Une fois encore, les conseils et l'aide de Louis Marrou, qui faisait alors sa thèse sur le commerce à Lisbonne, ont été appréciables et nous ont permis de présenter une communication sur le thème au Congrès des Américanistes à la Nouvelle-Orléans (C1991b).

Géographie culturelle, latino-américanisme et études urbaines

Il a fallu attendre le retour en France en 1991, suivi de la soutenance de thèse puis du recrutement à l'Université de Toulouse-Le Mirail (ci-après UTM) en 1992, pour que j'intègre concrètement le milieu géographique français, essentiellement par l'intermédiaire de deux courants : la géographie culturelle d'un côté et le latino-américanisme de l'autre. Ces courants sont structurés par l'existence de formations doctorales, d'équipes de recherche, de réseaux d'information et de filières de publications qui leur sont propres, et dans lesquels j'ai été incorporé grâce à la volonté de quelques individus.

Par l'intermédiaire de mon directeur de thèse, j'ai été intégré au Laboratoire Espace et Culture. Le professeur Claval m'a alors confié une tâche extrêmement instructive, celle du secrétariat de rédaction de la revue qu'il était en train de lancer, *Géographie et cultures* (Paris : L'Harmattan) ; deux autres membres du comité éditorial ont participé à mon jury de soutenance : Augustin Berque et Jean-Robert Pitte. Ce dernier, directeur de collection aux éditions Nathan, a d'abord fait publier une adaptation de ma thèse (O1993), avant de me passer commande d'un manuel sur le Mexique (O1994). On mesurera l'avantage professionnel immense que représente pour un jeune géographe d'avoir deux livres publiés deux ans après son doctorat, alors que l'intégralité de la thèse tardera quatre années complètes avant d'être publiée en espagnol par le DDF à Mexico (O1995). Entre autres, la publication de *La ville et son double* me vaudra quatre invitations pour donner une conférence ou participer à un débat (I1994a/c/d, I1995b).

Le latino-américanisme a constitué une autre filière d'intégration professionnelle en France. C'est à cette filière que je dois d'avoir été recruté à l'UTM, où Claude Bataillon, qui faisait partie de mon jury de thèse, m'a très vite confié des responsabilités dans le laboratoire qu'il dirigeait alors, le *Groupe de recherche sur l'Amérique latine* (GRAL). J'ai ainsi coordonné les activités de l'axe « Études urbaines » pendant près de trois ans et j'ai été intégré au comité éditorial de la revue *L'ordinaire latino-américain* (D1994). Claude Bataillon a aussi fait en sorte que je publie des articles généraux sur les villes ou les centres-villes latino-américains (A1994a, P1996a). Enfin, le soutien du GRAL a été total dans l'organisation du colloque que j'ai coordonné en septembre 1995 sur *Lieux du pouvoir et pouvoir du lieu dans les Amériques* (nous y reviendrons).

Enfin, l'influence la plus récente qui a pu se faire sentir est celle de... Toulouse ; je ne dispose évidemment pas du recul nécessaire pour en dire autant que sur les autres influences. Cependant, je peux identifier que des échanges avec des collègues de l'UTM (et

particulièrement du Pôle Ville toulousain et du Centre interdisciplinaire d'études urbaines) m'ont amené à des références de sociologie (Ledrut, etc.) ou à des réflexions sur les politiques d'aménagement du territoire, les nouvelles technologies, les savoirs, les identités etc. (Alain Lefebvre, Emmanuel Eveno, Corinne Siino, Guy Jalabert, Michel Grossetti, Jean-Michel Berthelot, Françoise Morin, pour n'en citer que quelques-uns). Ces échanges ne sont pas près de prendre fin, et leur influence ne cessera de croître sur mon travail ; à l'avenir, j'envisage en outre de m'informer spécialement sur les recherches menées par les psychologues de notre université, en particulier dans les domaines de l'ergonomie et de la cognition dans lesquels il apparaît possible et souhaitable de mettre sur pied, sinon des collaborations, au moins des discussions.

Comparaison, théorisation et dialogue interdisciplinaire

Dans le contexte général qui vient d'être décrit, j'ai progressivement donné de nouvelles dimensions à mes recherches, d'une part en cherchant à poser les bases d'études comparatives, d'autre part en tentant de poser les bases d'une réflexion théorique sur la relation de l'être humain à son milieu. Nous avons vu que l'étude des représentations de Mexico était venue d'une comparaison d'images provenant de sources diverses et portant sur des lieux variés. Dans la perspective d'une comparaison des « lieux communs » de différentes villes, depuis Mexico j'avais pris contact avec plusieurs instituts de recherche du Ministère des Affaires étrangères. Grâce aux interlocuteurs auxquels j'ai finalement abouti (en France pour l'essentiel), la correspondance m'a fourni des éléments de comparaison avec Bogota (Vincent Gouëset, Institut français d'études andines), Le Caire (Pierre Signolles, Urbanisation dans le monde arabe à Tours), Téhéran (Bernard Hourcade, Institut français de recherches en Iran du CNRS) et Tokyo (Augustin Berque, Centre Japon de l'EHESS).

Les échanges avec A. Berque ont introduit une nouvelle dimension, celle d'une théorisation des relations de l'être humain à son milieu. Depuis lors, je n'ai cessé de m'intéresser à l'interaction représentation-action sur l'élaboration du milieu urbain dans le contexte américain et sur celle de l'américanité en contexte urbain. Des réflexions plus théoriques s'attachent depuis à certains des thèmes qui concernent mes recherches concrètes : le fonctionnement de la symbolique (A1998), la nature de la proximité (C1996b), les processus d'identification de la ville et la relation entre urbanité, centralité et définition de l'espace public (C1997, C1998a), le conditionnement langagier des représentations (N1996b/c), etc. Ce sont ces préoccupations qui ont orienté récemment mes lectures vers la

psychologie de la perception (Jimenez 1997), la théorie des représentations sociales (Jodelet 1991), la sociologie de la connaissance (Bouvier 1998), l'histoire de la science (Toulmin 1990 ; Ethington 1997) ou les sciences cognitives (Bagot 1998 ; Houdé *et alii* 1998).

L'ensemble des Amériques me semble désormais l'échelle la plus pertinente pour étudier certains phénomènes, comme l'impact de la modernité occidentale dans l'organisation de l'espace (C1994, D1996 / P1996b, C1998c), les modalités de définition de la centralité, de l'urbanité et de l'espace public (A1996e), la relation entre ville et pouvoir (I1997b) ou la nature d'une région frontière (D1994 / A1994c). C'est dans ces perspectives que je développe actuellement une recherche sur Los Angeles (A1996b, C1996a, C1998b/c).

Los Angeles et Mexico.

Dès la fin de mon séjour à Mexico, il était apparu que Los Angeles constituait un problème scientifique intéressant, à la fois en ce qui concernait les questions de centralité, spatialité et sociabilité et la production de l'image de la ville. C'est pourquoi j'ai exploré les possibilités de mettre en œuvre un nouveau projet de recherche, lors de missions sur place en 1993, 1994 et 1995. Les deux dernières, en compagnie de mes collègues de Toulouse, Emmanuel Eveno et Corinne Siino, correspondaient d'ailleurs à la volonté de constituer un groupe de travail qui a abouti à la tenue d'un séminaire à USC (University of Southern California) en janvier 1997 (voir plus loin).

C'est dans ces circonstances que j'ai élaboré progressivement le programme « Urbanité et centralité dans les Amériques », en vue de postuler à un détachement au CNRS et à une délégation à l'Institut universitaire de France (IUF). Ma candidature ayant été retenue dans les deux institutions, j'ai choisi la délégation à l'IUF car elle permettait de se consacrer à la recherche sur une période plus longue (décharge des deux tiers du service d'enseignement sur cinq ans) et s'accompagnait d'une dotation qui permettait de mettre sur pied un véritable programme collectif (cf. PRISMA, chapitre 2). Au printemps 1996, une rencontre avec Thomas Reese, un des responsables du *Getty Research Institute* de Los Angeles, a débouché sur une invitation d'une année académique comme chercheur pensionnaire (Getty Scholar, 1996-1997) que je n'ai pu accepter *in extremis* que grâce au détachement CNRS (puis à la délégation IUF) et grâce à l'aide du président de l'université, Romain Gaignard.

Le Getty Research Institute forme partie d'une importante fondation (The Getty Trust), célèbre à Los Angeles pour son musée. Le programme d'invitation de l'institut s'organise autour d'un thème différent chaque année. Pour 1996-1997, le thème était

« *Perspectives on Los Angeles : Narratives, Images, History* ». 15 personnes ont été invitées pour l'année et un nombre équivalent pour des périodes inférieures à deux mois. Aux côtés d'une majorité de chercheurs confirmés, se trouvaient également des « post-doc » et des doctorants. Les disciplines représentées étaient l'histoire, l'anthropologie, la sociologie, l'architecture, la critique littéraire ou cinématographique, la muséographie, la poésie, la photographie, la littérature ; j'étais le seul géographe. Le but du programme étant de promouvoir de nouvelles perspectives sur la ville par la confrontation des approches, 25 séances de séminaire ont été organisées, offrant à chaque invité l'occasion de présenter ses travaux et de solliciter la discussion. Un certain nombre de contributions ont finalement été réunies pour former un volume collectif (en préparation).

Cette expérience à Los Angeles a été marquante sur plusieurs points. Tout d'abord, elle m'a permis de renouer avec une recherche de terrain de longue haleine, et a de ce fait modifié mon programme de recherche initial en faveur d'une étude plus poussée de Los Angeles. Ensuite, elle a été l'occasion d'établir un solide réseau d'interlocuteurs dans différentes universités de Los Angeles et du reste des États-Unis (voir plus loin les opérations engageant USC et UCLA). Enfin, elle m'a amené à considérer de nouvelles questions, en particulier relatives à l'identité ethnique (grâce aux discussions avec Philip Ethington, Josephine Ramirez, Eulogio Guzman, William Deverell et Pierrette Hondagneu-Sotelo) et à la dimension visuelle et graphique de la relation à la ville (suite aux échanges avec Robbert Flick, Robert Carringer, David James, Paolo Gasparini). J'estime qu'il me faudra deux ans pour exploiter les matériaux ramenés de Los Angeles et publier la plupart des résultats. Dans le même temps, je prévois de programmer de nouvelles enquêtes à Mexico, pour compléter les éléments de la comparaison qui reste mon objectif final et qui est devenue l'objet d'une collaboration à long terme avec Ph. Ethington, professeur d'histoire urbaine à USC (préparation d'un ouvrage collectif en cours).

Les cercles d'évaluation

Ce que j'appelle les « cercles d'évaluation », ce sont ces instances collectives qui donnent l'accès à un titre et à une fonction et qui, ce faisant, permettent d'entrer à son tour dans un nouveau cercle. Ces cercles ont contribué à maintenir ma carrière « à cheval », pour continuer avec cette image, dans la mesure où les évaluations auxquelles je me suis soumis ont plus ou moins alterné entre France et Amériques d'une part, discipline géographique et pluridisciplinarité d'autre part.

L'agrégation, titre accordé en France par des géographes à des géographes (dont, secondairement, des historiens évaluent les qualités d'historiens), constitua le premier cercle (1986). Le second, ce fut le CEMCA à Mexico, où les postes sont accordés par un conseil scientifique pluridisciplinaire du ministère des Affaires étrangères ; mon premier recrutement (comme coopérant, en 1988) fut l'œuvre d'un directeur archéologue, Dominique Michelet ; le second (comme pensionnaire, en 1989), celle d'un historien, Jean Meyer. Le troisième cercle, en France, fut de nouveau disciplinaire, avec l'enchaînement de la soutenance du doctorat (la participation de l'historien Serge Gruzinski ouvrit une brèche dans la mono-disciplinarité), de la qualification par les sections 23 et 24 du Comité National des Universités (CNU) puis du recrutement sur un poste de maître de conférences de géographie à l'UTM (1992). Le quatrième cercle fut américain et pluridisciplinaire, avec la sélection par les jurys du Getty Research Institute d'un côté et l'Institut universitaire de France de l'autre (1996). On a vu à quel point le recrutement au Getty était pluridisciplinaire ; de même, les 220 membres de l'IUF sont issus de presque toutes les disciplines représentées au CNU ; on compte 4 géographes (inscrits dans la section 23 ; il n'y a pas de représentant de la section 24) sur 83 membres relevant des sciences sociales, des humanités et des lettres.

Aujourd'hui, je me présente devant un cinquième cercle d'évaluation, national et disciplinaire cette fois, composé par différents jurys qui devront décider s'ils m'accordent l'habilitation à diriger des recherches (comme pour le doctorat, au moins une autre discipline sera représentée) puis, le cas échéant, la qualification aux fonctions de professeur d'université, et enfin un éventuel poste de Professeur des universités.

En réfléchissant à ces alternances, il apparaît que tout ce qui touche à ma reconnaissance professionnelle comme enseignant (agrégé, maître de conférences, éventuellement habilité et professeur) relève de la responsabilité quasi exclusive de géographes français, alors que la reconnaissance institutionnelle de mes fonctions de chercheur est plus systématiquement pluridisciplinaire et internationale ; cela n'est guère étonnant, puisque l'enseignement est généralement organisé et évalué en France suivant des filières mono-disciplinaires, alors que la recherche prend plus couramment part à un dialogue entre pays et disciplines.

Tout cela n'est évidemment pas sans conséquences. Pour n'en signaler qu'une, citons la bibliographie. Les spécialistes s'attendent généralement et légitimement à ce que l'on ait fait le tour bibliographique d'une question qui se pose dans leur champ disciplinaire, avant de la traiter. Se référer à plusieurs disciplines ou à plusieurs courants de la même discipline et

puiser à des sources éparpillées sur plusieurs continents tend à multiplier de façon insoluble ces exigences. Il n'est pas question de mettre en doute l'intérêt intrinsèque d'appuyer une démonstration sur la plus grande exhaustivité possible de références dans un champ bien délimité. Ce que je souhaite défendre ici, c'est une stratégie différente d'appui sur les références, qui me semble nécessaire dès lors qu'on aborde des champs aux contours flous et aux bornes encore inconnues (et donc aux dimensions qui ne se révèlent finalement trop grandes qu'une fois qu'on a commencé à les baliser). Cette stratégie ne s'oppose pas à l'exigence d'exhaustivité mais la complète, en correspondant à d'autres phases de la réflexion. Idéalement, il faudrait être capable de mener les deux opérations de front : d'un côté, faire le tour bibliographique d'une question, ce qui amène à la réduire suffisamment pour en « faire le tour » (stratégie de couverture) ; de l'autre, poursuivre des explorations bibliographiques en suivant des chemins dont on ne sait jamais à l'avance s'ils ne mènent pas nulle part, tout en sachant qu'ils ne permettent en aucune façon de « faire le tour » (stratégie de commando).

Comme on le voit, la position « à cheval » qui a été décrite ici sous différents aspects est parfois inconfortable, parce qu'à multiplier les références tous azimuts (dans mon cas, des références provenant de plusieurs disciplines dans trois aires culturelles) on prend au moins deux risques : ne pas atteindre les objectifs qu'on s'assigne à soi-même, et ne pas convaincre son environnement scientifique. Mais cette position est aussi, souvent, extrêmement enrichissante : il est à souhaiter que cet enrichissement ressenti personnellement apparaisse pertinent et productif du point de vue collectif ; c'est l'un des objectifs du dossier présenté ici.

Je tâcherai donc de maintenir cette position tendue entre un enracinement dans la géographie française et une ouverture vers d'autres milieux scientifiques. D'ailleurs, nombre d'institutions françaises ont été créées de manière à permettre ce type de chevauchée et de chevauchement, à commencer par mon équipe d'accueil, le Groupe de recherche sur l'Amérique latine, et son pendant universitaire pour l'enseignement, l'Institut pluridisciplinaire d'études sur l'Amérique latine à Toulouse (IPEALT). Je participe également à des institutions pluridisciplinaires plus récentes, telles que l'Institut universitaire de France déjà évoqué ou l'Institut d'études doctorales de l'Université de Toulouse-Le Mirail, dont je parlerai dans le chapitre suivant en évoquant les responsabilités d'activités collectives et d'animation scientifique

CHAPITRE 2. ANIMATION SCIENTIFIQUE ET ENCADREMENT DOCTORAL

Pour l'essentiel, mes activités ont eu pour cadre le Groupe de recherche sur l'Amérique latine (GRAL), que j'ai intégré à mon arrivée au Mirail en 1992. J'ai eu la responsabilité de l'axe « Etudes urbaines » jusqu'à mon départ à Los Angeles en 1996 ; en 1995, j'ai été élu au conseil de laboratoire. A ce cadre d'activité s'ajoutent principalement l'Institut d'études doctorales (IED), les formations doctorales « Territoire, environnement, aménagement » et « Études sur l'Amérique latine » et le Pôle Ville de l'université. Les diverses instances seront présentées au fur et à mesure de la description des activités de dimension collective dans lesquelles j'ai eu une responsabilité.

Colloque Lieux du pouvoir et pouvoirs du lieu dans les Amériques

C'est grâce à la dimension pluridisciplinaire du GRAL (où l'on trouve, outre des géographes, historiens, sociologues, anthropologues, économistes, archéologues et hispanistes) que j'ai pu concevoir ce colloque et constituer l'équipe qui l'a organisé à Toulouse du 27 au 29 septembre 1995. Le colloque a été préparé par un conseil scientifique de 13 personnes, dont une moitié de membres du GRAL :

- Marie-Charlotte ARNAULD, archéologue (GRAL, CNRS Toulouse)
- Catherine AUBERTIN, économiste (ORSTOM Paris)
- Claude BATAILLON, géographe (GRAL, CNRS Toulouse)
- Georges BAUDOT, ethno-historien (GRAL, UTM)
- Bartolomé BENNASSAR, historien (GRAL, UTM)
- Marie-Danielle DEMELAS, historienne (Univ. Paris-3),
- Philippe FAUCHER, politologue (Univ. Montréal),
- Claude MANZAGOL, géographe (Univ. Montréal),
- Richard MARIN, historien (GRAL, IUFM Toulouse),
- Jérôme MONNET, géographe (GRAL, UTM),
- Daniel PECAUT, sociologue (EHESS Paris),
- Corinne SIINO, géographe (UTM),
- Paul TOLSTOY, archéologue (Univ. Montréal)

Comme le disait le texte d'appel à communication, le premier enjeu de cette rencontre internationale était de créer les conditions d'un véritable échange entre spécialistes de

différentes disciplines travaillant dans le Nouveau Monde. A cette occasion, nous posons des questions sur les relations entre l'espace et le pouvoir, auxquelles peuvent s'intéresser toutes les sciences sociales.

Nous avons considéré comme « lieux du pouvoir » des *espaces ponctuels concrets* abritant une autorité de toute nature, quels que soient l'époque, le contexte culturel ou la fonction. A l'échelle des édifices, il s'agit aussi bien de « palais » que de « temples » ou de « marchés ». Les gratte-ciel, les musées, les centres commerciaux peuvent-ils et doivent-ils être traités comme les citadelles, les pyramides ou les grand-places ? La variété des lieux du pouvoir se mesure aussi en changeant d'échelle. Depuis la demeure du notable qui forme le nœud principal d'un réseau local d'alliances et de dépendances, d'obligations matérielles et de relations symboliques jusqu'au centre-ville ou la capitale d'un pays, nous voulions étudier les rapports étroits qu'entretiennent la centralité et l'autorité. Mais les périphéries nous intéressaient aussi : quartiers urbains marginalisés ou campagnes profondes ; espaces « vierges » à conquérir ou nature « hostile » peuvent servir de point d'appui ou de soupape de sécurité pour les gouvernements, de repoussoirs ou de refuges pour les contestataires.

Les questions à débattre portaient essentiellement sur les relations entre exercice du pouvoir et aménagement de l'espace. En quoi des lieux particuliers servent-ils les fins des pouvoirs qui les définissent ou s'en emparent ? Comment une organisation spatiale agit-elle pour assurer la reproduction de l'autorité ? Que nous dit-elle des systèmes politiques et du contrôle social, depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'actualité la plus immédiate ? Ces interrogations trouvent un écho particulier dans les Amériques. L'histoire a fait du Nouveau Monde un espace d'affrontement brutal, emblématique du projet occidental moderne et de ses conséquences, du 15^{ème} au 20^{ème} siècle. Du nord au sud, tous les pays sont d'anciennes colonies européennes, confrontées à l'existence de groupes humains définis en partie par des valeurs et des pratiques d'origine précoloniale, alors que depuis le XIX^e siècle les immigrants proviennent désormais de toute la planète. Ici, la distance culturelle entre les protagonistes et l'intensité des rapports de force dessinent avec une extraordinaire netteté l'opposition des organisations spatiales et sociales. Entre la tentation de la fragmentation (ghettos, réserves, castes) et le rêve panaméricain (utopie coloniale, bolivariisme, doctrine Monroe et ses avatars), différentes logiques de pouvoir s'expriment dans des modes distincts d'appropriation des territoires.

Les réflexions ont été organisées autour de six thèmes, débattus chacun dans une session encadrée par un président de séance et un rapporteur :

1) *Les architectures du pouvoir : l'art et la manière d'en imposer.* Quels sont les modes concrets d'expression d'un ordre ou d'une autorité à l'échelle du bâtiment ou de l'ensemble d'édifices ? Quelles réponses trouve-t-on dans les sociétés antiques qui n'ont laissé que des témoignages matériels comme dans les formes contemporaines des relations de pouvoir ?

2) *Processus de monumentalisation et (re)production de l'autorité.* Aménagement des espaces publics, protection des monuments historiques, règlements d'urbanisme : ces processus de hiérarchisation des lieux et de magnification des pouvoirs (religieux, politiques ou économiques) sont ici analysés suivant différentes approches des systèmes de réification de l'autorité.

3) *La place capitale de la centralité et la définition du territoire.* Grand'places et grand'ruelles témoignent des relations entre centralité et autorité dans une ville, tandis que les métropoles matérialisent à la fois la centralisation effective d'une contrée et l'ordre idéal d'une société. Mais des analyses du rôle des frontières et de l'instabilité des capitales nuancent l'évidence que la centralité produit du pouvoir, et réciproquement.

4) *Non-lieux, contre-pouvoirs et utopies du Nouveau Monde.* Les structures politiques ou économiques globales doivent s'organiser en fonction de « non-lieux », périphéries sous-intégrées (Grand Nord, Pampa, forêts et montagnes) ou quartiers marginalisés des villes, qui sont les matrices ou les refuges de contre-pouvoirs : utopies religieuses ou politiques, communautés indigènes qui survivent ou se réinventent, Q.G. de guérillas ou bien réseaux de narcotraficants.

5) *Identités collectives et instruments de contrôle socio-spatial.* Musées, bibliothèques, monuments ou quartiers constituent des lieux producteurs d'une mémoire et d'une identité collective, dont la définition et le contrôle peuvent paraître nécessaires à l'exercice de l'autorité « nationale ». Mais d'autres types de patrimoine sont perceptibles dans les usages de l'espace public ou les images de lieux mythiques.

6) *Conflits et temporalités.* Comment se passent les relais dans le temps et dans l'espace, selon quelles modalités et à quels rythmes ? Ces questions se posent aussi bien face à la continuité des lieux du pouvoir sur de très longues périodes que lors de bouleversements des systèmes socio-spatiaux.

Au total, 51 personnes (en comptant, outre les exposants, les 12 présidents et rapporteurs) sont intervenues lors du colloque : 13 étaient historiens, 13 géographes, 7 architectes et historiens de l'art, 7 archéologues, 7 anthropologues, ethnologues ou sociologues, auxquels s'ajoutent 4 littéraires et 1 économiste. Ils étaient venus du Nouveau

Monde (Canada, États-Unis, Mexique, Colombie, Uruguay, Brésil, Argentine) comme de l'Ancien (Grande-Bretagne, France, Espagne, Tunisie, Israël).

Bien que l'échelle panaméricaine constitue l'un des défis proposés à la réflexion, pas une seule des communications ne s'y consacra, pas plus qu'à l'ensemble latino-américain. Les objets des études de cas varièrent de l'État-Nation (la Colombie) ou d'une région transnationale (les territoires inuits) à l'échelle du bâtiment (logement ou monument). L'échelon régional fut rarement choisi (la zone du café en Colombie, la Pampa argentine, les Andes péruviennes). En revanche, 27 communications (sur 39 au total) portèrent sur l'espace urbain :

- édifices (sites archéologiques des Andes ou de Més-Amérique, Buenos Aires, Rio, Asunción, Quito, Guadalajara)
- quartiers (Buenos Aires, Rio)
- espaces publics (Mar del Plata, Mexico)
- attraction urbaine (Teotihuacan, Montréal et Québec)
- choix de la capitale (Brasilia, Californie)
- fonctions de commandement (Sao Paulo, les métropoles des États-Unis)
- acteurs de l'urbanisme (Brésil, États-Unis)

Il n'est pas nouveau que la ville soit identifiée comme le lieu du pouvoir par excellence. Ce qui est apparu propre aux Amériques, du nord au sud, est que les villes n'y ont généralement pas été implantées et développées comme les produits du hasard ou de la nécessité, mais bien plutôt comme les instruments d'un projet, d'un rêve d'ordre, d'une cosmogonie. Fonder une ville, c'est (re)créer le monde et (re)produire la société, depuis Teotihuacan, qui fut l'image et la condition de l'équilibre du monde, jusqu'à Brasilia, élément d'une stratégie de contrôle du territoire et de construction de l'État. En particulier, depuis la Conquête, une relation spéciale a été établie entre le Nouveau Monde, l'utopie et la violence. Il apparut lors du colloque que l'un des principaux problèmes auxquels se sont toujours affrontées les autorités en place dans les Amériques coloniales et post-coloniales fut celui du temps : comment le créer, le répéter, l'accélérer ou le ralentir, afin de créer une légitimité historique à l'exercice du pouvoir ? L'aménagement de l'espace semble alors avoir été un substitut au déficit de profondeur historique des autorités.

C'est en fonction de certaines de ces conclusions qu'ont été élaborés trois projets de publication, évoqués en fin de ce chapitre.

Contribution à l'organisation d'autres manifestations scientifiques

1) Séminaire *Understanding our Cities / Comprendre nos villes* (Los Angeles, 1997)

Durant mon séjour dans la métropole californienne, j'ai aidé Corinne Siino (UTM) et Eric Heikkila (USC) à organiser à Los Angeles les 9 et 10 janvier 1997 ce séminaire destiné à l'identification de problématiques communes et à la définition de thèmes de recherche à développer conjointement par les membres du Pôle Ville (UTM) et ceux de la *School of Urban and Regional Planning* (USC).

Programme du séminaire *Understanding our Cities / Comprendre nos villes*

Session I : Metropolitan and regional development (co-chairs : Edward Blakely & Eric Schockman, USC)

- Guy Jalabert (UTM) : « Reflections on recent economic transformations of metropolitan territories »
- Corinne Siino (UTM) : « Employment crises and urban actors in the development of dynamic cities : the example of Toulouse »
- Harry Richardson (USC) : « Metropolitan and non-metropolitan employment trends in the U.S. : recent evidence and implications »
- Discussant : Allen Scott (University of California, Los Angeles –UCLA)

Session II : The Japanese real estate bubble (Chair : Richard Drobnick, USC)

- Natacha Aveline (CNRS, Toulouse) : « Examining the possibility of bubble phenomena in property markets »
- Koichi Mera (USC) : « The myth of the recent Japanese property market price bubble »
- Discussant : G.U. Krueger (California Association of Realtors)

Session III : Urban fragmentation (Chair : Philip Ethington, USC)

- Jérôme Monnet (UTM) : « The processes of (un)identification of the city » [C1997]
- Eric Heikkila (USC) : « Charles Tiebout visits the L.A. club scene »
- Discussant : Edward Soja (UCLA)

2) California Studies Conference X (Los Angeles, 1998)

Pendant l'année passée au Getty, j'ai été intégré au Comité de programme du dixième Congrès de l'Association d'études californiennes (*California Studies Association*). Le congrès s'est tenu à Los Angeles du 5 au 7 février 1998 sur le thème : « California 1848-1998 : 150 Years Since the Discovery of Gold and the U.S.-Mexican War ». J'ai conçu deux manifestations, co-organisées avec le président du Comité de programme, Ph. Ethington (USC) :

- le dîner d'ouverture du congrès (5 février), au cours duquel le chef du restaurant *Lavande* (LOEWS Santa Monica Beach Hotel), Alain Giraud, a invité de grandes toques à décliner le thème du cosmopolitisme de la Californie contemporaine (Josiah Citron et Raphael Lunetta, *JiRaffe*, Santa Monica ; Ken Frank, *La Toque*, Napa ; Akira Hirose, *The Tower*, Los Angeles) ;
- le symposium « Los Angeles and Mexico City : Transnational Experiences » (6 février), auquel contribuèrent le poète *angeleno* Rubén Martínez (*The Other Side*), le cinéaste britannique Alex Cox (*Repo Man, Death and the Compass*) et le photographe vénézuélien Paolo Gasparini (première de son audiovisuel *Ciudad de México-Los Angeles : un viaje jodido*), et que j'ai introduit avec un exposé sur « Modernism, cosmopolitanism and catastrophism in Los Angeles and Mexico City » (C1998b).

3) Colloque *Espace(s)* (Toulouse, mai 1999)

Dans la perspective de la prochaine assemblée générale de l'Institut universitaire de France, qui se tiendra à Toulouse en mai 1999, le comité d'organisation, dont je fais partie, a choisi d'organiser un colloque sur le thème *Espace(s)*. La pluridisciplinarité sera la règle, car toutes les disciplines sont représentées à l'IUF, des mathématiques à la philosophie en passant par la médecine. A l'heure où j'écris, nous lançons l'appel à communications.

Processus d'identification socio-spatiale dans les métropoles des Amériques (PRISMA)

La mise en place et l'animation de ce programme de recherche correspond au volet collectif du programme de recherche que j'ai présenté à l'IUF en 1996. En effet, la délégation à l'Institut a vocation à favoriser le développement d'activités collectives et de l'encadrement doctoral sous la responsabilité de jeunes universitaires (moins de quarante ans pour les

membres juniors). Au printemps 1997, j'ai donc lancé un projet de recherche en collaboration et un appel d'offre pour des missions qui s'inséreraient dans un cadre comparatif et interdisciplinaire. Suite à cet appel, s'est progressivement constitué un réseau d'échanges auquel participent aujourd'hui environ quarante interlocuteurs, dont une bonne moitié de doctorants ou de jeunes docteurs, situés tant en France (Aix, Bordeaux, Montpellier, Paris, Rennes) que dans les Amériques (Canada, États-Unis, Mexique, Colombie, Brésil). La tête de réseau est au GRAL ; une douzaine des interlocuteurs du réseau se trouve à l'Université de Toulouse-Le Mirail.

Le but général du programme est à la fois de fournir les bases d'une réflexion sur l'ensemble des Amériques et de reprendre la question des relations entre identité et territoire urbain sous l'angle des processus, c'est-à-dire avec le postulat que les identités, les territoires et leurs relations sont fondamentalement floues et changeantes. Les objectifs pratiques sont d'offrir des contacts qui permettraient aux participants d'introduire une démarche comparative dans leur recherche, et de fournir un cadre à des échanges méthodologiques ou théoriques entre disciplines (géographie, sociologie, anthropologie, science politique et histoire).

Le réseau commence à fonctionner en ce qui concerne l'introduction de problématiques comparatives, entre Montréal et Los Angeles ; Los Angeles et Mexico ; Mexico et Buenos Aires. En ce qui concerne les échanges interdisciplinaires, le fonctionnement en réseau invite chacun à communiquer ou à demander directement aux intéressés ce qui lui semble utile ; pour concrétiser les échanges, nous avons choisi d'organiser une rencontre annuelle, au cours de laquelle sont discutés des textes préalablement distribués. La première rencontre, le 06 janvier 1998, s'est inscrite dans le cadre des séminaires du GRAL et du Pôle Ville de l'UTM. Huit communications ont été présentées par des chercheurs de Toulouse (A.L. Amilhat-Szary, V. Baby, G. Capron, J.Y. Deler, J. Monnet [C1998a], C. Siino) et d'ailleurs (P.J. García Sánchez, EHESS, Paris ; M. Lins de Barros, Université Fédérale de Rio de Janeiro ; M. Jourdenais (Université de Montréal). Ces textes ont fait l'objet de rapports de la part d'intervenants invités, extérieurs (J.P. Deler, Bordeaux ; H. de Gortari, Mexico) ou toulousains (C. Bataillon, M. Grossetti, J.F. Pérouse).

Avec Guénola Capron, nous préparons actuellement la publication des textes qui ont été discutés, suite à l'avis favorable des rapporteurs (NP1998c). La préparation de la deuxième rencontre PRISMA a également débuté, sous la responsabilité d'Anne-Laure Amilhat-Szary et de Laurent Faret (GRAL/UTM) ; pour cette rencontre, prévue les 25 et 26

février 1999 à Toulouse, nous avons reçu des membres du réseau, à la mi-octobre 1998, treize propositions de textes à discuter.

Encadrement doctoral

Dès mon recrutement à l'Université de Toulouse-Le Mirail, j'ai eu la chance de pouvoir enseigner dans plusieurs formations de troisième cycle :

- 1) dans le DESS « Aménagement, option Habitat » et dans l'option « Villes et réseaux » du DEA de géographie « Territoire, environnement, aménagement », pour lesquels mes séminaires portent sur la boucle représentation-action, la géographie cognitive, le point de vue de l'utilisateur ;
- 2) dans le DEA pluridisciplinaire « Études sur l'Amérique latine », où je fais habituellement une présentation générale des problématiques de la géographie urbaine dans cette aire culturelle.

Outre l'encadrement ou la participation au jury de 12 mémoires de DEA pour ces deux formations doctorales, j'ai été associé par Claude Bataillon et Romain Gaignard à l'encadrement de certains de leurs doctorants. C'est ainsi que j'ai pu suivre deux thèses de doctorat de géographie soutenues au Mirail, en 1996 (G. Capron) et 1998 (L. Faret). Actuellement, je suis inscrit comme codirecteur de quatre thèses correspondant à mes thèmes de spécialisation : l'identification et l'intégration à la ville (V. Baby), la problématique de la privatisation de l'espace public (G. Thuillier), le rôle du commerce dans l'urbanité et la centralité (S. Lehman) et les dimensions urbanistiques de la protection du patrimoine (S. Ronda). Les deux premières, réalisées au Mirail, adoptent une dimension comparative. Les deux dernières correspondent à un accord avec un directeur de thèse d'une autre université qui souhaitait que le doctorant puisse s'adresser à quelqu'un qui connaissait un peu mieux le terrain étudié : Alain Musset de l'Université de Paris-10 et Gilles Massardier de l'Institut d'études politiques d'Aix-Marseille. Tous les jeunes chercheurs que je contribue à encadrer ont été intégrés aux projets collectifs dont je suis responsable (missions, séminaires, publications).

Tableau récapitulatif des thèses de doctorat encadrées

<i>Nom du doctorant</i>	<i>titre de la thèse (direction)</i>	<i>inscription/soutenance</i>	<i>rôle dans l'encadrement</i>	<i>situation actuelle du doctorant</i>
CAPRON, Guénola	« La Ville Privée : les <i>Shopping Centers</i> à Buenos Aires (Argentine) » (Romain Gaignard)	soutenue mai 1996	encadrement, participation au jury	chargée de recherche au CNRS (GRAL)
FARET, Laurent	« Les territoires de la mobilité. Champ migratoire et espaces transnationaux entre le Mexique et les États-Unis » (Claude Bataillon)	soutenue oct. 1998	encadrement	ATER en géographie, UTM
BABY, Virginie	« La construction de la cidadinité dans les marges urbaines latino-américaines » (Claude Bataillon)	inscrite en 1995	codirection	PRAG en géographie, Univ. Paris-10
LEHMAN, Sonia	« Intégration et ségrégation des communautés à San Francisco : le rôle du commerce comme forme de sociabilité » (Alain Musset, Université de Paris-10)	inscrite en 1997	codirection	auditrice, Univ. Berkeley
THUILLIER, Guy	« Les quartiers privés à Buenos Aires » (Romain Gaignard)	inscrite en 1998	codirection	AMN en géographie, UTM
RONDA, Stéphanie	« La politique de restauration des centres historiques en Amérique latine : acteurs, idées, enjeux » (Doctorat de Science Politique, dir. Gilles Massardier, I.E.P. d'Aix-Marseille)	inscrite en 1998	codirection	recherche de bourse

L'Institut d'études doctorales (IED)

C'est à la fois le souci pour la formation des thésards et l'intérêt pour le dialogue interdisciplinaire qui m'ont amené en 1995 à travailler pour l'Institut d'études doctorales (IED) de l'université, d'abord comme chargé de mission, puis comme directeur-adjoint, à la demande de Jean-Michel Berthelot et Pierre Glaudes, les directeurs successifs. En effet, j'adhère totalement au projet fondateur de l'IED, qui a pour vocation la transversalité à plusieurs niveaux :

- au niveau scientifique, par l'organisation de conférences ou de séminaires intéressant toute la communauté universitaire (par exemple, les grandes leçons décentralisées du Collège de France) ;
- au niveau de l'insertion professionnelle, par la diffusion d'informations et l'offre de formations concernant tous les doctorants de l'université (bourses, participation aux doctorales, recherche bibliographique, formations techniques, etc.) ;
- au niveau des initiatives et de l'organisation des étudiants, par le soutien à la mise en place d'« ateliers doctorants » de discussion, d'apprentissage de la transversalité et de mise en œuvre de compétences professionnelles.

L'Institut propose donc un complément, à l'échelle de l'université, de la formation scientifique et professionnelle qu'offrent à leur échelle la formation doctorale et l'équipe de

recherche ; il représente une troisième instance de formation à et par la recherche, qui garantit l'ouverture des horizons et la possibilité d'échanges interdisciplinaires. Après avoir mené une mission d'évaluation de la politique et du fonctionnement de l'institut, mes fonctions actuelles concernent particulièrement la définition et le suivi des ateliers doctorants ; une fois achevée la procédure d'habilitation, je m'attacherai en outre à la politique de communication de l'IED et tenterai dans ce but de mettre en place, en collaboration, son site web.

Activités d'édition ou de coordination éditoriale

Les circonstances de ma participation à la naissance de la revue *Géographie et cultures* ont déjà été indiquées. Après avoir assuré le secrétariat de rédaction pendant un an lors du lancement, ce qui demeure mon expérience éditoriale la plus intense, je suis devenu membre du comité éditorial élargi, à la suite de mon arrivée à Toulouse. J'avais déjà eu de premières expériences de ce genre à Mexico. D'une part, pour la revue scientifique du CEMCA, *Trace*, j'avais participé largement à la confection d'un numéro consacré à la ville (n°17 ; A1990f), avant de coordonner un numéro sur « Espaces et cultures au Mexique » (n°20 ; D1991) comportant une douzaine d'articles. D'autre part, de 1990 jusqu'à mon départ du Mexique, j'ai fait partie du comité de rédaction de la revue culturelle de l'Institut français d'Amérique latine, *Alfil*.

A Toulouse, Claude Bataillon m'a associé au comité éditorial de *L'ordinaire latino-américain* (anciennement *L'ordinaire Mexique Amérique centrale*) ; là aussi, j'ai coordonné un dossier thématique (n°154), de quatre articles, sur « Mexamerica » (D1994). En 1996, un camarade d'agrégation, Claude Grasland, m'a invité à rejoindre l'équipe qui venait de créer la première revue électronique de géographie en Europe, *CYBERGEO* (<http://www.cybergeopresse.fr>), pour intervenir dans les rubriques « Espaces, sociétés, territoires » et « Géographie culturelle, politique et des représentations ».

La coordination d'ouvrages collectifs correspond à un autre type de travail éditorial, auquel je me suis initié en concevant les volumes qui pouvaient être élaborés à partir des communications du colloque *Lieux du pouvoir et pouvoirs du lieu dans les Amériques* présenté plus haut. Il avait été convenu à la fin du colloque qu'il n'y aurait pas de publication sous forme d'actes, mais que les auteurs seraient sollicités pour reprendre leur communication dans le cadre d'un projet spécifique de publication. Mon travail a consisté à définir et à introduire le thème qui sert de fil conducteur, à choisir l'ordre de présentation puis à solliciter des auteurs une version destinée à la publication qui tiendrait compte de ces nouveaux

objectifs. Il a fallu ensuite mener le travail classique d'édition, confiant et révisant les traductions, harmonisant les bibliographies, rajoutant des cartes ou des illustrations, et faisant circuler le tout pour révision entre des auteurs situés dans plusieurs pays de part et d'autre de l'Atlantique.

Parmi les trois ouvrages issus de ce travail, l'un a été publié par les éditions Anthropos-Economica : *Espace, temps et pouvoir dans le Nouveau Monde* (D1996) ; un autre est actuellement sous presse à L'Harmattan : *La ville et le pouvoir en Amérique : les formes de l'autorité* (NP1998a) ; je cherche toujours à assurer un éditeur pour le troisième : *La ville et l'ordre du monde : cosmogonies américaines* (NP1998b).

Pour donner son contenu scientifique à un parcours professionnel maintenant bien balisé par les institutions et les collaborations, je présente dans les pages suivantes les travaux que j'ai rendus publics, où l'on retrouvera l'enracinement dans la discipline et l'intérêt pour les autres disciplines, ainsi que l'alternance entre Ancien et Nouveau Mondes.

CHAPITRE 3. TRAVAUX ET PUBLICATIONS

Ce chapitre commence par une présentation des conditions dans lesquelles mes travaux ont été publiés ou communiqués, avant de proposer une classification thématique de ceux-ci. De 1988 à 1998, j'ai rendu publics mes travaux et recherches par l'intermédiaire d'une quarantaine de textes différents et accessibles aujourd'hui, auxquels s'ajoutent une douzaine d'interventions orales dont je n'ai pas conservé une trace écrite publiable. Ces textes vont du commentaire d'une page réagissant à la publication de sottises dans un périodique grand public (L1994b), jusqu'aux 372 pages du texte intégral de ma thèse publié en espagnol (O1995). Dans le Volume 2, on trouvera la quasi-totalité des articles de périodiques ou des parties d'ouvrage que j'ai publiés, ainsi que les textes de communications non publiées à ce jour. S'y ajoutent plusieurs ouvrages qui représentent trois facettes différentes de mon travail.

Les ouvrages

Le premier (O1993) est le résultat du remaniement de la thèse de doctorat en fonction des exigences de diffusion d'un éditeur privé. Pour attirer le lecteur français, on m'a demandé d'écrire une nouvelle introduction, de modifier le plan et d'occulter du mieux possible la dimension monographique sur Mexico en insistant sur les problématiques comparables à l'échelle mondiale. C'est tout cela que reflète le changement de titre entre la thèse (*La société des lieux communs : usages et images du centre historique de Mexico*) et la publication française (*La ville et son double : la parabole de Mexico*). Pour diminuer les coûts, on m'a aussi demandé de ne conserver qu'une dizaine des 170 illustrations initiales ; cette dernière exigence, qui m'avait beaucoup gêné, a été à l'origine de la critique la plus systématique faite au livre : le manque d'illustrations. Entre autres, Bernard Lepetit dans les *Annales ESC* (n°6, 1995), Armand Frémont dans *Le Monde* (24 juin 1994) et Robert Ferras dans *L'espace géographique* (n°1, 1995) ont rendu compte de cet ouvrage.

Bien évidemment, sous les deux formes (O1993 / O1995) se retrouve une partie des travaux rendus publics antérieurement par le biais de communications ou d'articles, sur lesquels nous reviendrons plus loin. La publication de ma thèse au Mexique par le CEMCA et le DDF correspond à la diffusion par ces deux institutions de la matière d'une recherche qui les concerne directement, alors que l'adaptation française renvoie à mon insertion dans le

« marché » professionnel disciplinaire national. Bref, la première est censée servir à Mexico, et la seconde, à la géographie et aux « sciences de la ville » en général.

L'ouvrage *Le Mexique* (O1994) est, comme je l'ai dit, le résultat d'une commande pour faire un manuel sur le pays dans une nouvelle collection de géographie chez le même éditeur. Or, Alain Musset venait de publier un excellent manuel (1990) ; Claude Bataillon et ses collègues livraient alors le magnifique volume « Amérique latine » de la *Géographie universelle* Reclus (1992). Il pouvait ne pas paraître nécessaire de faire un ouvrage généraliste de plus. Cependant, j'ai accepté de réaliser ce manuel parce qu'il semblait possible de diffuser une description du Mexique différente et complémentaire de celles réalisées par mes prédécesseurs. En effet, la maquette de la collection présentait une double originalité, attrayante à mes yeux : d'une part, il s'agissait d'un format de poche, qui n'existait pas dans les collections de géographie, mais, d'autre part, la moitié paire des 192 pages allouées devait porter des illustrations (ce qui n'est certes pas le cas des autres collections de poche). Enfin, pour réduire mes craintes de faire doublon avec les livres existants, le directeur de la collection, Jean-Robert Pitte, m'encouragea à faire de ce livre une sorte d'essai personnel sur le Mexique.

Les communications

De 1988 à 1998, j'ai eu l'occasion d'intervenir dans 17 colloques différents, en France (7), aux États-Unis (5), au Mexique (3), au Guatemala (1) et au Canada (1). J'ai conservé 15 textes issus de ces communications (dans les deux autres cas, les communications ont été refondues dans des travaux ultérieurs), dont 8 ont été publiées dans diverses langues (6 en espagnol, au Mexique, en Colombie et en Espagne ; 3 en français et 1 en italien) ; 4 autres sont actuellement en attente de publication (3 en français et 1 en anglais).

J'ai le sentiment que les caractéristiques des colloques auxquels j'ai pu participer ont également contribué à donner de l'importance aux représentations du monde, parce que celles-ci constituaient un thème permettant de dialoguer avec les diverses disciplines des sciences humaines et sociales. En effet, comme il a déjà été dit, ma première orientation de recherche sur les politiques de protection dans le centre historique de Mexico m'a permis de participer à des colloques de spécialistes du patrimoine (C1988, C1989b, C1990), où la majeure partie des intervenants étaient des architectes ou des historiens de l'art. J'ai voulu expliquer dans ces enceintes que les lois et règlements de protection, loin d'être la pure

expression de l'intérêt général (de l'humanité, si l'on se réfère à la charte du patrimoine mondial), étaient l'expression de différents enjeux politiques à différentes échelles. Cela m'a fait comprendre combien les « zones de monuments historiques » et autres « secteurs sauvegardés » sont des réalités spatiales qui concrétisent certaines visions de l'histoire et de la société.

C'est en évoluant de la politique du patrimoine à la question des modèles de ville et de société que j'ai été amené à contribuer à des colloques plus généralistes organisés par des architectes-urbanistes (C1990a, C1991a). A partir de ce moment-là, j'ai participé régulièrement à des colloques à la thématique spécifiquement urbaine (7), où la géographie était, soit associée à d'autres disciplines (économie, sociologie : C1997, C1998a), soit absente face à la sociologie, à l'économie, à l'anthropologie et à l'histoire (C1994, C1996a, C1998d). Mes présentations ont donc eu lieu dans un contexte systématiquement pluridisciplinaire : l'une des raisons majeures de cette situation tient au fait que la géographie, en particulier urbaine, est très marginale au Mexique, face à une histoire, une anthropologie et une sociologie urbaines beaucoup plus importantes en termes d'institutions, de publications, d'audiences, de chercheurs et d'étudiants. Il est révélateur à cet égard que mes interlocuteurs mexicains me prennent volontiers pour un anthropologue urbain, les géographes étant pour eux des gens qui font essentiellement des cartes topographiques ! Une situation similaire prévaut aussi aux États-Unis, mais avec un contraste moins grand par rapport à la situation française.

Le lecteur aura compris comment mes objets de recherches m'ont poussé à fréquenter assidûment d'autres sciences sociales, et comment cela aura influé en retour sur une façon d'expliquer les choses. Mais, alors que la géographie était marginale ou absente dans les 10 colloques auxquels j'ai participé outre-Atlantique, elle dominait côté français, soit aux côtés d'une autre discipline comme l'économie (C1996b) ou la sociologie (C1998a), soit exclusivement (C1989a, 1990b, C1991c, C1998c). Ces quatre derniers colloques correspondent aux deux « filières » géographiques qui, comme nous l'avons déjà vu, ont assuré mon intégration professionnelle en France : la géographie culturelle d'une part, le latino-américanisme d'autre part.

Bien sûr, la majorité des colloques portait sur une aire géographique américaine. Les colloques couvrant l'aire latino-américaine furent les plus nombreux (5), suivis de ceux portant sur le Mexique (3), l'ensemble des Amériques (2) et la Californie (1). Pour la plupart, ces colloques correspondent essentiellement à l'activité d'institutions spécialisées, comme le Congrès international des Américanistes (C1991a, C1991b), la *Latin American Studies*

Association (C1998d), la *California Studies Association* (C1998b), la section mexicaine de l'ICOMOS (C1988, C1990c), le Groupe de recherche sur l'Amérique latine à Toulouse (C1991c, C1998a) et l'Institut des hautes études sur l'Amérique latine à Paris (C1998c). Comme on le voit à l'énoncé de ces noms, l'américanisme pousse à la pluridisciplinarité !

Tableau récapitulatif : Disciplines, aires et sites des colloques

<i>Colloques sur :</i>	<i>Mexique</i>	<i>Amérique latine</i>	<i>Amériques</i>	<i>Californie</i>	<i>Généralistes</i>	total
architecture, urbanisme	C1991a (New Orleans)		C1990a (Montréal)			2
sociologie et économie urbaines		C1998d (Chicago)				1
anthropologie urbaine		C1996a (Mexico)				1
histoire urbaine					C1994 (Toulouse)	1
géographie et sociologie urbaines			C1998a (Toulouse)			1
géographie et économie urbaines					C1997 (Los Angeles)	1
géographie		C1998c (Paris) C1991c (Toulouse)			C1990b (Bordeaux) C1989a (Paris)	4
histoire et géographie		C1991b (New Orleans)				1
géographie et économie					C1996b (Aussois)	1
patrimoine	C1990c (Mexico) C1988 (Zacatecas)				C1989b (Guatemala)	3
art, culture et société				C1998b (Los Angeles)		1
TOTAL	3	4	2	1	7	17

Aux communications en bonne et due forme lors de congrès, colloques et séminaires, il faut ajouter ce que j'appelle des « invitations pour conférence, exposé ou débat » [I]. Il s'agit de demandes spécifiques d'une intervention sur un thème prédéterminé, lié à une connaissance préalable de certains de mes travaux. Sauf exception (I1997b), je n'ai pas conservé de textes liés à ces occasions, mais ces invitations m'ont souvent servi à élaborer la première mouture d'un texte que j'ai livré sous une forme mieux assurée plus tard. Sur 11 invitations de ce genre, je ne signalerai que celles qui m'ont permis à la fois de découvrir les grandes métropoles du Caire (I1994d), de Sao Paulo et Rio de Janeiro (I1997b) et de nouer de nouveaux contacts à Mexico (I1997a), rejoignant par là l'un des grands attraits des colloques internationaux. Pour mémoire, signalons que les deux dernières invitations ont été dues à des institutions d'anthropologie (le CIESAS à Mexico) ou de sociologie appliquée (Ecole de Service Social de l'Université fédérale de Rio de Janeiro).

Les contributions à publications périodiques

Ce qui a été dit des colloques vaut pour les ouvrages collectifs auxquels j'ai contribué, dans la mesure où sept d'entre eux (sur huit au total) sont issus directement ou indirectement de colloques. De leur côté, les publications dans des périodiques se répartissent d'une façon caractéristique d'un parcours professionnel « à cheval » :

- à cheval sur l'Atlantique, car j'ai publié dans une douzaine de périodiques de chaque côté (11 en France, 11 dans les Amériques) ;

- à cheval sur plusieurs disciplines, puisque se trouvent représentées des revues de géographie (6), latino-américanistes (4), d'architecture et d'urbanisme (4) et d'anthropologie (3).

Comme nous avons déjà pu l'observer pour les colloques, la géographie et le latino-américanisme sont essentiellement présents du côté français, où je n'ai pas eu l'opportunité de publier hors de mes filières disciplinaires (hormis une note de recherche dans les *Annales de la recherche urbaine*). C'est l'inverse du côté américain, où il m'a été offert de publier dans des revues relevant de disciplines très diverses, sans parler des périodiques mexicains d'information générale ouverts à des articles concernant l'actualité du pays (la protection du patrimoine, le recensement, la gestion urbaine).

Ce double décalage (disciplinaire/géographique) est ce qui m'a permis de jouer sur un troisième décalage, celui de la langue, en publiant à plusieurs reprises le même article dans deux langues, étant donné que les audiences ne se chevauchent pas. Sur 27 textes publiés dans des périodiques, 7 l'ont ainsi été en français et en espagnol ; 14 seulement en français ; 1 seulement en espagnol ; 2 en anglais et 1 en portugais.

Pour éviter la facilité de recourir toujours aux mêmes filières d'évaluation, j'ai tâché de diversifier au maximum les périodiques auxquels contribuer. Comme il est bien connu, cela entre en contradiction avec le désir de participer au développement d'un périodique, surtout s'il est nouveau et qu'on est associé à sa création. Cela m'est arrivé à deux reprises, une fois avec la revue *Géographie et cultures* où j'ai contribué à quatre reprises (L1992, A1996c, A1996e, L1997), une autre fois avec la revue *CYBERGEO* (www.cybergegeo.presse.fr) où j'ai publié deux textes (A1997, A1998). Une relation particulière a justifié, outre les coordinations de numéros déjà décrites (D1991, D1994), mes contributions (A1988, A1990d, A1990f, A1994c, L1990) aux revues spécifiques des deux institutions auxquelles j'ai appartenu dans les dix dernières années : *Trace* (CEMCA), et *L'ordinaire latino-américain* (IPEALT).

Classement des publications périodiques par spécialité et pays d'édition

Spécialisation du périodique	France	Mexique	Autres pays	
Géographie	<i>Acta Geographica</i> <i>Cybergeo</i> <i>Géographie et cultures</i> <i>Historiens-Géographes</i> <i>L'espace géographique</i> <i>Mappemonde</i>			6
Anthropologie, Ethnologie		<i>Alteridades</i>	<i>Culture</i> (Canada) <i>Current Anthropology</i> (États-Unis)	3
Histoire		<i>Historia Mexicana</i>		1
Architecture, urbanisme	<i>Annales de la recherche urbaine</i>		<i>Lettre d'information, OUCC</i> (Égypte) <i>Revista do Patrimônio</i> (Brésil) <i>PROA</i> (Colombie)	4
Latino-américanisme (pluridisciplinaire)	<i>Documents de recherche CREDAL</i> <i>L'ordinaire latino-américain</i> <i>Problèmes d'Amérique latine</i>	<i>Trace</i>		4
Culture ou information générale	<i>Le Monde des débats</i>	<i>Alfil</i> <i>Nexos</i> <i>Unomásuno</i> <i>Vuelta</i>		5
TOTAL	11	7	5	23

Mes travaux ayant donné matière à publication ou à communication peuvent être répartis suivant cinq grands axes différents, que nous allons détailler ci-après. Les 37 textes présentés dans le Volume 2 (Travaux) ont été regroupés suivant ces axes. Cependant, d'autres thèmes peuvent apparaître de façon secondaire dans chaque texte ; par ailleurs, il faut insister sur le fait que chaque grand thème s'inscrit dans une temporalité différenciée, qui résulte de la variation de l'attention portée à chacun au cours du temps. Ainsi, les questionnements sur le patrimoine, qui ont accaparé mon intérêt au début de mes recherches, ne sont plus présents aujourd'hui qu'au travers d'autres thèmes principaux de réflexion. En revanche, les réflexions sur la géographie cognitive représentent une direction de travail récente et en cours de développement.

Le patrimoine. L'aménagement du passé et les intérêts du présent

Comme il a été signalé dans le premier chapitre, les questions relatives au patrimoine ont constitué mon premier objet de recherche, suite au constat que les politiques de protection des zones de monuments historiques, au Mexique à partir de 1970 comme en France à partir de la Loi Malraux de 1962, se révélaient être de puissants instruments d'aménagement de l'espace urbain. Mon objectif a d'abord été de documenter l'évolution qui aboutissait à faire de ces politiques les outils privilégiés d'intervention sur les quartiers anciens [C1988]. Il fallait aussi montrer que cette politique urbanistique particulière s'insérait dans un ensemble

d'actions visant à produire une vision univoque de l'histoire nationale, manifeste dans l'organisation architecturale des musées [A1988]. Cette politique tendait à la sacralisation de l'autorité centrale du pays [A1989], en tentant de dépolitiser (c'est-à-dire de sortir de l'arène de la contestation politique) à la fois la nature du régime « nationaliste-révolutionnaire » et les processus de centralisation qui ont accompagné sa mise en place [C1990b].

Au-delà du Mexique, j'ai voulu montrer que l'activisme protecteur du patrimoine correspondait dans les pays occidentaux à l'élaboration d'une nostalgie de la « ville à échelle humaine ». Cette nostalgie répond au constat d'une « crise de la ville » qui est devenue un slogan commode pour déresponsabiliser les acteurs de la gestion urbaine, cette « déresponsabilisation » s'appuyant en partie sur la dépolitisation des politiques urbaines, au premier rang desquelles se trouve la protection du patrimoine [A1996a]. Aujourd'hui, on assiste, dans toute l'Amérique latine, à la poursuite de ce mouvement, qui permet aux autorités nationales et locales de mettre en œuvre des politiques de « reconquête » des centres-villes aux objectifs progressistes ; mais leur résultat est de renforcer les processus d'expulsion des activités populaires des centres-villes et les processus de ségrégation socio-spatiale à l'échelle des agglomérations [C1998d].

Le partage de l'espace. Centralité, espace public, commerce

L'analyse des enjeux et des conséquences de la protection du patrimoine urbain a abouti à s'intéresser au centre-ville, car celui-ci fut le premier des espaces concerné par ces politiques (dès la fin du 18^{ème} siècle à Mexico), et il reste aujourd'hui l'objet des plus grandes attentions juridiques et technocratiques. J'ai développé l'idée que le centre-ville est un « lieu commun », parce que les « considérants » et autres arguments des lois de protection se sont toujours fondés sur la proclamation que le monument ou la zone de monuments historiques sont des biens intangibles, n'appartenant à personne parce qu'ils appartiennent à tout le monde. Il est donc apparu que le programme politique de la sacralisation protectrice du centre-ville correspondait à une volonté de contrôler cet « espace de tous » au profit des institutions et des groupes dont la légitimité reposait théoriquement sur la volonté collective (l'État et son administration locale). Protéger le centre-ville permettait d'en faire l'instrument de la magnification de l'autorité publique tout en prétendant agir dans l'intérêt de la collectivité (à défaut d'une légitimité démocratique qui aurait correspondu à la volonté de cette collectivité) [C1991c].

Mais d'autres acteurs disputent aux autorités publiques les bénéfices de la centralité, à commencer par les commerçants, qui cherchent à faire du lieu commun qu'est le centre-ville, un marché. C'est pour cela, et pour pallier aux lacunes et contradictions des sources existantes, que j'ai réalisé des études sur l'organisation spatiale du commerce dans le centre de Mexico, qui montrent l'extraordinaire degré de spécialisation par rues et par quartiers [A1990f] ainsi que l'impact des différents modèles d'organisation commerciale importés de l'étranger depuis le 19^e siècle [C1991b]. Une brève présentation des systèmes de restauration alimentaire dans la ville avait permis par ailleurs de montrer l'importance de ces lieux de convivialité pour toutes les catégories d'habitants [C1989a].

Les caractéristiques de la centralité urbaine à Mexico s'avèrent similaires à celles des autres centres-villes d'Amérique hispanique, à commencer par la dichotomie « centre historique populaire et commerçant » vs « centre des affaires moderne et riche » ; en cela, il apparaît une différence fondamentale avec les centres-villes des grandes villes brésiliennes, différence que l'on peut interpréter en faisant appel à l'histoire de la colonisation et de l'urbanisation ainsi qu'aux modalités de l'implantation des sièges de l'autorité dans les deux aires [A1994a].

La dimension comparative de cette réflexion sur les centres-villes est devenue essentielle dans le projet de recherche sur « Urbanité et centralité dans les Amériques », dans lequel j'accorde de nouveau une place importante au commerce, considéré comme une interface entre les mondes et les logiques du public et du privé, du dehors et du dedans, de l'échange marchand et de la communication sociale, etc. Il apparaît ainsi que le commerce est un bon indicateur des conflits d'urbanité spécifique à chaque pays ou aire culturelle [A1996e]. Une autre facette de l'urbanité comme mode de partage de l'espace urbain est celui des identifications « ethniques » à des lieux et à des modes de vie, dont les Latinos de Los Angeles montrent dans quelle mesure elles correspondent à des identités « attribuées » par des structures socio-spatiales ségréguatives [C1998c].

La grande ville. Discours médiatiques et attitudes politiques

Lorsqu'on parle de « lieu commun », c'est plus souvent de clichés que d'espaces partagés dont il est question. Comme indiqué dans le premier chapitre, j'ai appris à considérer que le partage de l'espace passe par le partage de certains clichés : tout comme l'analyse de la définition du patrimoine, cela a introduit dans mes recherches l'intérêt pour les représentations, savantes, juridiques ou médiatiques, de la ville. Étant donné le catastrophisme

généralisé dans les discours sur Mexico à la fin des années 1980, j'ai tâché de reconstituer la généalogie de ce leitmotiv, qui remonte au moins au basculement de la fin du 18^{ème} siècle entre les représentations positives et les représentations négatives de la ville, à Mexico comme en Europe à la même époque [A1990c]. La politique de protection des monuments, tout comme la lutte contre le commerce ambulancier, se sont nourries de ces discours porteurs de modèles d'organisation sociale, qui font des images de la ville des caricatures de la société [A1990b].

C'est pourquoi il faut considérer que le discours dominant à un moment historique donné est un prisme qui oblige à interpréter les données factuelles en fonction d'intérêts spécifiques que l'on peut identifier. Il a été possible de montrer ainsi que le recensement de 1990 au Mexique avait été essentiellement critiqué, dans un premier temps, parce qu'il contredisait l'affirmation couramment admise par les experts et les journalistes que Mexico était la plus grande ville du monde [A1990d]. Ensuite, j'ai tâché de démontrer que ce qui était vrai pour Mexico, l'était aussi pour Le Caire, Lagos, Calcutta, Rio de Janeiro : les descriptions apocalyptiques auxquelles les mégapoles de la fin de 20^{ème} siècle donnent lieu sont interchangeables, car elles puisent à des sources littéraires d'une antiquité quasi-mythique (la Babel ou Babylone biblique, la Rome des poètes bucoliques) plus qu'à des enquêtes sérieuses et documentées sur les villes contemporaines [A1994b].

J'ai fait de cette analyse un cheval de bataille face à l'actualité : pour réagir à l'irresponsabilité d'un opposant mexicain [L1994b] ; à la naturalisation des catégories raciales et géographiques lors de l'affaire O.J. Simpson et des émeutes de 1992 à Los Angeles [A1996b] ; au catastrophisme complaisant de la presse lors de la Conférence d'Istanbul « Habitat II » [A1997].

Modernité et américanité. La construction géographique du Nouveau Monde

Travailler sur les représentations m'a amené à traquer les modèles de ville et de société qui leur étaient sous-jacents, et donc à réfléchir à la genèse et aux voyages de ces modèles qui servent de référents à l'action. En la matière, il fallait comprendre un pays dont l'historiographie officielle a réussi à inscrire profondément, en chaque Mexicain, une représentation collective qui identifie trois moments fondateurs de la mexicanité ; au premier, 1521, correspondrait la naissance d'une nation métisse, issue de la fusion des courants amérindien et européen ; le second, 1810, figure la naissance de l'État dont se dote cette nation ; le troisième, 1910, représente la mise en place du régime politique propre à cet État-

Nation. Bien sûr, tout cela est vivement contesté, mais il semble important de montrer comment cet imaginaire partagé a contribué à créer un être géographique, le Mexique d'aujourd'hui [A1993, O1993].

A l'opposé, réfléchir à la réalité de la région Mexamerica, popularisée par Joel Garreau (1981), montre bien à quel point la logique géographique est celle d'ensembles flous auxquels des volontés politiques ou juridiques essayent d'imposer des limites nettes [A1994c]. Cela est sensible également lorsqu'on étudie les villes d'Amérique latine, dont il faut pouvoir expliquer, d'une part les caractères communs, d'autre part les modèles d'implantation et d'organisation différenciés [P1996a].

Tout cela m'a amené à rassembler des éléments de réflexion sur la nature de l'action géographique humaine dans l'ensemble des Amériques. Mexico m'est apparu comme un prototype de la ville américaine, c'est-à-dire du rêve européen de ville moderne [C1994]. Les trois ouvrages qui font suite au colloque *Lieux du pouvoir et pouvoirs du lieu dans les Amériques* abordent, chacun à leur manière, la question des relations entre modernité et américanité. Ils montrent les conséquences de la conquête du territoire dès lors que celui-ci est considéré comme un espace, c'est-à-dire, dans la perspective objectiviste moderne, comme une matière ou une ressource extérieure à l'être humain, manipulable et capitalisable (et non plus comme un élément de la relation d'interdépendance entre l'humain et son milieu). Entre autres caractéristiques de la modernité américaine, il semble alors que l'activisme géographique (la construction volontariste du territoire) a été un substitut au manque de légitimité historique ou mythique des pouvoirs régnant sur le Nouveau Monde. Cela est manifeste dans les volontés d'établir un ordre socio-spatial fondateur en créant des villes nouvelles, qui sont l'expression d'autant de cosmogonies différentes. Dans ce contexte, un certain nombre de structures spatiales deviennent autant de « figures de l'autorité », telles que les rues et places publiques, les centres commerciaux ou quartiers d'affaires, etc. [P1996b ; NP1998a ; NP1998b].

Le cosmopolitisme est une idée qui présente alors une ambivalence intéressante, puisqu'elle renvoie tout autant à l'idée d'un ordre du monde qu'à celle de la créativité issue de l'hétérogénéité. Ce défi est celui que le « Nouveau Monde » moderne a eu à affronter en pionnier : comment créer une unité avec des populations et des cultures issues des quatre coins du monde ? J'ai proposé de comparer Mexico et Los Angeles, parce que ces deux mégapoles représentent, depuis leur fondation jusqu'à aujourd'hui, deux traitements du défi du cosmopolitisme qui ont créé des problèmes insolubles dans la perspective occidentale moderne [C1998b].

Pour une géographie relativiste. Les conditions de la connaissance

Les recherches sur les modalités de l'action sur le monde par l'intermédiaire de l'aménagement et de l'urbanisme m'ont amené à m'intéresser aux façons de concevoir le monde. Comme on l'a vu, une partie de l'analyse des représentations doit se pencher sur les fondements culturels de l'élaboration des représentations, dont le plus clair exemple reste le dualisme sujet-objet de la conception occidentale moderne du monde. En tant que géographe, je m'intéresse particulièrement à la façon dont l'irréductible « concrétude » du monde physique est traitée et interprétée par différentes sociétés.

La chorématique de Roger Brunet (1987) postulait ainsi qu'il existe des lois universelles de représentation de l'espace, qui tenait à l'universalité des lois d'organisation de l'espace elles-mêmes. En appliquant cette méthode à des gravures rupestres préhispaniques de l'Occident mexicain, j'ai voulu vérifier deux hypothèses dépendantes l'une de l'autre : si les dessins gravés avaient pour fonction de représenter la vallée qu'ils dominaient, et si la représentation de l'espace passe par des chorèmes graphiques universels, alors l'identification de chorèmes prouvait que ces gravures composaient une carte géographique [A1990e].

Une autre dimension, qui occupe une place beaucoup plus importante dans mes travaux, est celle des mots utilisés pour décrire les réalités géographiques. En analysant le vocabulaire des sciences de la ville, est-il possible de comprendre en fonction de quoi telle discipline se donne tel objet privilégié ? La rusticité de la racine « ville » aurait-elle enclin la géographie à se préoccuper plus de « l'espace » et moins des relations entre habitants, alors que l'origine plus abstraite de *polis* et *civis* auraient poussé davantage l'histoire et la sociologie à s'intéresser aux règles de vie [A1996d] ?

Dans le même ordre d'idées, il peut être important de relativiser et, surtout, d'historiciser des notions comme celle de mondialisation, pour éviter par exemple d'en faire un synonyme d'uniformisation [A1996c]. Dans une perspective franchement épistémologique, c'est la notion de proximité qui a été discutée, lors d'une confrontation organisée entre économistes et géographes [C1996c].

On voit donc la place accordée ici à la construction du sens : sens des concepts et des mots que nous utilisons pour décrire l'espace ou le milieu, mais aussi sens accordés aux lieux eux-mêmes. Dans nombre d'écrits précédemment cités, cette question est récurrente ; il y a même des cas où j'ai tenté une « sémiologie de l'espace », implicitement (par exemple A1988) ou explicitement [C1991c]. J'ai systématisé cette réflexion en faisant du symbole une

notion clé pour comprendre de quelle façon l'espace matériel est inséré par des locuteurs ou des agents dans un système signifiant, au point d'être lui-même saturé de signes : l'intérêt de la notion de symbole est de mettre en avant la matérialité irréductible de ce type de signe, qui fait que les espaces symboliques portent des significations dans une temporalité et une audience bien différentes de celles voulues par ceux qui ont inscrit des significations dans l'espace ; à ce titre, on peut montrer que la symbolisation fait partie des modalités de l'exercice du pouvoir [A1998].

Tout cela m'a engagé à me demander comment les habitants qualifient les espaces qu'ils fréquentent, c'est-à-dire comment ils les reconnaissent, les nomment, les classent et les hiérarchisent ; j'ai appliqué cette interrogation à l'espace urbain, et en particulier aux métropoles dont la taille interdit toute expérience personnelle directe de la globalité de l'agglomération et dont la connaissance est nécessairement médiatisée par un complexe de représentations [C1997]. J'ai alors cherché à identifier les différentes modalités de l'expérience et de la connaissance de son milieu par un individu, en tentant d'isoler les différentes réalités géographiques qui pouvaient correspondre à chaque mode de relation au milieu : le paysage, le territoire, les images de l'environnement, l'échange avec autrui, la synchronisation des phénomènes, la hiérarchisation des lieux [C1998a]. Ces explorations théoriques participent de la mise en œuvre du programme PRISMA et de recherches comparatives sur les différents processus d'identification de la ville à l'œuvre dans les Amériques [NP1998c].

J'ai qualifié de « relativiste » cette perspective, qui considère que la réalité humaine est dans la relation entre monde extérieur et monde intérieur : le monde objectif de la réalité concrète et le monde subjectif de la réalité représentée sont considérés ici comme *relatifs* l'un à l'autre. Il aurait sans doute été possible de parler plutôt d'un point de vue « relationnel » mais, dans l'état actuel de ma réflexion, j'ai préféré le terme « relativiste » pour désigner une perspective centrée sur les relations et la relativité de leurs termes les uns par rapport aux autres. Dans la troisième partie, je reviendrai sur ces orientations, pour expliquer l'importance accordée à la notion de *relation* et pour présenter ce que cela peut impliquer pour la géographie. Auparavant, la deuxième partie propose une analyse du corpus bibliographique qui est à la source des notions dont je tente de faire un usage critique.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

La métaphore des « terrains de parcours » invite à imaginer de vastes étendues herbeuses, battues par les vents, vides de présences, où l'on erre à la recherche de sa nourriture quotidienne. Les terrains de parcours d'un géographe pourraient ainsi faire croire à la solitude du chercheur de fond, son face à face avec le terrain, la lente émergence, quasi-poétique, de ses idées et de ses concepts (ici s'impose la figure de la rumination, silencieuse et pensive).

J'ai voulu montrer, dans cette première partie, qu'il n'en était rien. Bien sûr, il y a toujours une certaine forme de solitude, qui tient à l'irréductible incommunicabilité de certaines intuitions et convictions ; en outre, la démonstration ne vaut strictement que pour le parcours que j'expose. Mais il me semble généralement vrai que les terrains dans lesquels nous nous aventurons sont au contraire fort peuplés, même si, toujours, le brin d'herbe nous cache la prairie. Pour créer les structures plus ou moins tangibles qui orientent les parcours, il y a les traditions disciplinaires et universitaires ; il y a le hasard des rencontres avec des milieux, mêlant espaces et personnes ; l'apprentissage de la distance, du décalage, du relativisme ; il y a des courants, plus ou moins tourbillonnants, qui nous entraînent plus ou moins consciemment dans certaines directions. Bref, il y a des institutions, des écoles, des cultures, des classes, des groupes et des individus.

J'ai appris que je faisais partie de ce maelström, et j'ai appris à en faire partie, comme de plusieurs sous-maelströms, formés selon les groupes et les lieux. Parmi eux, il y en a un, en vertu duquel a souvent été désigné mon travail : la géographie des représentations. Dans la première partie, le lecteur aura pu saisir les conditions dans lesquelles « ma » géographie s'est inscrite dans un certain paysage disciplinaire et interdisciplinaire, national et international. Dans la deuxième partie, je vais tenter d'arrêter d'une autre façon le tourbillon et, conscient de ce que cela peut avoir d'artificiel, faire une sorte d'« état des lieux » de la représentation dans mon corpus de références qui se trouve, lui aussi, « à cheval » entre la géographie et d'autres sciences humaines et sociales, et entre la France et les Amériques. Au premier point de vue, égocentré, sur un certain parcours, je propose de substituer maintenant un second, excentré, sur certaines notions.

Deuxième partie :

REFLEXIONS SUR LES RAPPORTS ENTRE REPRESENTATION ET REALITE EN GEOGRAPHIE

[...] les gens vivaient tellement serrés les uns contre les autres, les maisons étaient si étroitement pressées sur cinq, six étages qu'on ne voyait pas le ciel et qu'en bas, au ras du sol, l'air stagnait comme dans des égouts humides et était saturé d'odeurs. Il s'y mêlait des odeurs d'hommes et de bêtes, des vapeurs de nourriture et de maladie, des relents d'eau et de pierre et de cendre et de cuir, de savon et de pain frais et d'œufs cuits dans le vinaigre, de nouilles et de cuivre jaune bien astiqué, de sauge et de bière et de larmes, de graisse, de paille humide et de paille sèche. Des milliers et des milliers d'odeurs formaient une bouillie invisible qui emplissait les profondes tranchées des rues et des ruelles et qui ne s'évaporait que rarement au-dessus des toits, et jamais au niveau du sol. Les gens qui vivaient là ne sentaient plus rien de particulier dans cette bouillie ; car enfin elle émanait d'eux et les avait imprégnés sans cesse, c'était l'air qu'ils respiraient et dont ils vivaient, c'était comme un vêtement chaud qu'on a porté longtemps et dont on ne sent plus l'odeur ni le contact sur sa peau.

Patrick Süskind, *Le Parfum*. 1986, p.44-45

INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE

La notion de représentation et celles qui lui sont associées (signe, symbole, image, discours, vécu, perception, expérience, etc.) occupent une place centrale dans mes travaux, bien au-delà de ceux qui portent sur les descriptions de la grande ville. Les analyses que je propose des politiques de protection du patrimoine en font des représentations du passé, de l'origine, et de l'identité générique d'une société et de ses autorités légitimes. En qualifiant le centre-ville de « lieu commun », j'ai dit à quel point le partage de la représentation était aussi important que le partage physique de l'espace. Par la réflexion sur les relations entre modernité et américanité, il s'agissait de montrer qu'elles étaient porteuses de certaines conceptions de l'espace et du temps. Suivant tous ces axes, ce qui était en jeu était d'expliquer d'une part comment l'organisation de l'espace résulte des représentations de celui-ci (l'aménagement des lieux par les êtres humains étant conditionné par l'interprétation qu'ils font de leur réalité), d'autre part comment les représentations rendent compte de différentes logiques d'organisation socio-spatiale.

J'espère avoir explicité dans la première partie les circonstances qui ont contribué à une telle conception de la boucle rétroactive représentation-action ou interprétation-aménagement. Cependant, cette orientation particulière n'est pas absolument originale, car il existe depuis longtemps une « géographie des représentations », à laquelle s'ajoutent une « théorie des représentations sociales » en psychologie sociale, des « luttes de représentation » en histoire; etc. La géographie s'est intéressée aux représentations pour expliquer le comportement des acteurs dans l'espace ; la représentation que ceux-là se font de celui-ci a été reconnue comme un élément de production de la réalité géographique. Mais, nous le verrons, les définitions qui ont conceptualisé les représentations comme relevant de l'imaginaire ont abouti à une aporie, qui oppose l'imaginaire au réel et donc institue les représentations comme non-réelles. L'importance prise par la notion de représentation et les contradictions qui l'accompagnent m'ont amené à vouloir retracer ici l'élaboration et l'usage du concept dans mon corpus de références.

Après avoir balisé les terrains de parcours, il s'agit donc d'éclaircir la forêt des références, le but ultime étant toujours de rendre plus explicites les postulats et les hypothèses de recherche sur lesquels nous reviendrons en troisième partie. La deuxième partie se trouve donc à son tour à cheval, entre bilan et projet : bilan d'un côté, car il s'agit d'une analyse

critique des références de mon travail durant les dix dernières années ; projet de l'autre, car cette analyse aboutit à des propositions de (re-)conceptualisation qui ont elles-mêmes des conséquences méthodologiques pour la recherche en cours.

L'aventure des références

Dès que l'on se penche sur les modes de fécondation entre disciplines, on peut ressentir une sorte de vertige devant le bizarre mélange de stérilité et de prolifération auxquelles ils donnent lieu. A certains égards, il semble que de longues périodes de gestation ou de digestion succèdent à d'intenses périodes de débats et de confrontations, internes et externes. Il m'apparaît ainsi qu'au milieu des années 70, certaines fréquentations de ma discipline, la géographie, l'ont amenée à incorporer de nouveaux concepts et à élaborer de nouvelles théories, suivant un processus qui continue de porter ses fruits jusqu'à maintenant.

Cette analyse ne repose pas sur une recherche bibliographique particulière. Ici, je tente seulement de repérer des généalogies conceptuelles au sein de mes références, dans un ensemble qui s'est constitué essentiellement au fil des études ou des lectures et au gré des orientations données par des professeurs, des collègues ou des amis. La bibliographie élaborée exprès pour cette analyse résulte donc d'une sélection dans un corpus plus vaste constitué pour d'autres raisons. La sélection a consisté à isoler des références explicites à la notion de représentation, pour analyser les définitions, conceptualisations et argumentations qui l'accompagnent. Ce principe de sélection explique que le corpus analysé, qui constitue l'essentiel de la bibliographie du présent volume, soit aussi éclectique. Il m'a paru en effet intéressant de mettre en évidence les conceptions communes qui donnent une certaine cohérence (y compris dans les contradictions) à des œuvres aussi diverses que des thèses, des essais, des manuels ou des articles, dans plusieurs disciplines. Nous verrons ainsi qu'il apparaît très fréquemment une dualité qui définit la réalité et l'imaginaire (et les représentations) l'une par opposition à l'autre, opposition qui empêche parfois de penser la « réalité » des représentations.

Certaines déterminations ont donné à mon corpus une partie de sa spécificité. La principale de ces déterminations, l'expatriation, d'abord au Mexique, puis aux États-Unis, a joué de plusieurs manières :

- la nécessité de s'informer sur un terrain « étranger » a orienté mes recherches bibliographiques systématiques vers la documentation portant sur le terrain lui-même (Mexico, le Mexique, l'Amérique latine, Los Angeles, les États-Unis, les Amériques) ;

- cet effort a laissé peu de place à une recherche systématique des théories, concepts et méthodes (par exemple sur la ville, la centralité, l'espace public, l'urbanité, ou sur l'enquête, l'analyse du discours, la modélisation, etc.) : c'est là que le « hasard » (si on peut appeler ainsi les rencontres, les influences, les indications, les prescriptions) a joué le plus grand rôle ;
- l'une des conséquences de la recherche « d'informations » a été la lecture des résultats de terrain par d'autres disciplines, histoire, anthropologie et sociologie ; ces trois disciplines ont constitué des corpus de résultats de recherche, abondants et de qualité, en particulier dans le domaine urbain (alors que la géographie humaine est quasiment inexistante au Mexique) ;
- en revanche, j'ai cherché du côté de la géographie française, non les résultats et les travaux de première main, mais les concepts et méthodes qui pouvaient m'aider à traiter les informations obtenues par mes enquêtes et mes lectures informatives (au sens large).

Pour simplifier d'une certaine manière, mes lectures informatives ont été anthropologiques (au sens américain, large et vague, qui inclut presque toutes les sciences sociales et humaines, sauf la géographie ; cf. par exemple les travaux de Benedict Anderson, Roger Bartra, Enrique Florescano, Larissa Lomnitz). D'un autre côté, mes lectures « théoriques » françaises se sont orientées vers la géographie qui abordait les concepts « anthropologiques » apparaissant dans les lectures informatives : représentations, symboles, significations, discours, pratiques sociales, expérience etc. Or, dans mon corpus de littérature géographique française, ces concepts apparaissent presque toujours associés à d'autres : perception, image, imaginaire, sémiologie, espace vécu etc., sur lesquels nous reviendrons.

Enfin, il faut mentionner l'impact imprévisible des grands auteurs extérieurs à ma discipline ; des circonstances diversement aléatoires ont décidé de leur intégration à mon corpus, sans que je sois aujourd'hui capable de dire si ce que je leur emprunte est central ou marginal dans leur œuvre. Ainsi en va-t-il de Barthes, découvert en hypokhâgne ; de Lévi-Strauss, retrouvé en Amérique ; de Ledrut, rencontré à Toulouse. Un exemple récent est celui de Ricœur, que mes fonctions à l'Institut d'études doctorales de l'université m'ont amené à écouter, pour comprendre tout l'intérêt que j'aurais à mieux connaître sa réflexion sur le temps, la mémoire et l'imaginaire.

Tout cela m'a orienté, longtemps sans en être clairement conscient, vers des travaux « anthropo-centrés » plus que vers des travaux « spatio-centrés ». J'entends par travaux « anthropo-centrés » ceux qui s'intéressent au sujet ou à l'acteur (individuel ou collectif) dans ses relations à son « environnement » et, par travaux « spatio-centrés », ceux qui portent sur « l'espace » comme un objet dont on peut analyser les propriétés, les attributs ou la structure

sans se référer à la conscience du sujet ou à l'intentionnalité de l'acteur. Avec le recul, je peux dire que je n'ai jamais accordé une supériorité explicative à l'une ou l'autre de ces démarches : avoir appliqué l'une plutôt que l'autre résulte de mon histoire et des circonstances dans lesquelles j'ai été amené à faire de la recherche, et pas d'un choix préalable, épistémologique ou stratégique, pour un « camp » scientifique. Je suis convaincu, et de la pertinence des concepts, des théories et des méthodes que j'utilise, et de leurs limites. En d'autres termes, j'estime qu'ils aident à comprendre quelque chose en particulier, mais certainement pas tout.

Un des problèmes est de délimiter le plus précisément possible ce « quelque chose », pour qu'il ne devienne pas sans qu'on s'en rende compte un substitut de « tout ». Cela est difficile, car notre recherche devient volontiers « tout » pour chacun d'entre nous ; il faut se discipliner pour ne pas considérer que ce qui est tout pour soi l'est aussi pour les autres. J'interprète la plupart des polémiques, qu'elles soient internes à la géographie ou entre disciplines, comme de faux débats opposant entre eux des partisans d'un « quelque chose » qui le prennent pour « tout » et qui veulent établir la supériorité de leur démarche explicative particulière sur les autres ; ce genre de faux débats pervertit souvent la communication intra et interdisciplinaire. C'est pourquoi il est intéressant de voir comment, malgré tout, des idées et des concepts circulent à l'intérieur d'une discipline et de l'une à l'autre, et peuvent donner matière à de véritables échanges qui ne laissent pas d'être problématiques.

Les observations présentées ici ne reposent que sur l'analyse que je fais d'un corpus spécifique et demandent à être vérifiées sur d'autres corpus et par d'autres analyses. En effet, une analyse épistémologique *ad hoc* impliquerait de s'y consacrer exclusivement afin de constituer une base quasi-exhaustive de références ; cette ambition d'exhaustivité exigerait elle-même de réduire le champ d'interrogation à une seule discipline, voire à un courant disciplinaire. Une telle réduction est impérative à certains moments ou niveaux de la recherche, mais dans le cas présent cela aurait abouti à ne pas poser certaines des questions que je souhaite mettre en débat, parce qu'elles se seraient trouvées hors champ, pour être trop générales (plus vastes que ce que permet de considérer la lorgnette choisie) ou trop spécifiques (sur un champ non couvert par ailleurs). Je ne sais donc pas si j'expose quelque chose d'épistémologiquement valide pour la géographie en général ; je cherche plutôt à expliciter les fondements conceptuels des recherches que je mène sur certains terrains.

Bien sûr, se pose alors la question de vérifier la validité et l'originalité des conclusions auxquelles aboutit l'analyse du corpus. Étant donné l'ampleur du champ qui m'intéresse, celui de la relation au monde, il semble que la pertinence de cette analyse ne pourra être établie que

de deux façons. D'une part, par des recoupements avec les conclusions tirées d'autres analyses épistémologiques de différents courants de la géographie et d'autres disciplines. En ce qui concerne la géographie, j'observe des recoupements avec l'« épistémologie des approches géographiques et socio-anthropologiques du quartier urbain » proposée par Guy Di Méo (1994) et avec l'« état des lieux de la géographie culturelle » dressé par Béatrice Collignon (1998) ; dans l'un et l'autre cas, il est fait état de l'émergence dans les années 1970 d'une matrice conceptuelle composite associant les notions de représentation, de perception, d'espace vécu, d'imaginaire, de pratique socio-spatiale, de territorialité et affrontant les dualismes objectif/subjectif, réalité/image, social/individuel. Pour une autre discipline, on trouvera un exemple d'une réflexion sur les rapports structure/conjoncture, déterminisme/aléa ou état/processus et sur le « relativisme de l'observation », dans le travail de l'historien Bernard Lepetit sur les « modèles d'auto-organisation », les « temporalités » et « l'herméneutique urbaine » (1993).

D'autre part, les apports de la mise en perspective que je propose devront être vérifiés lors de la discussion de futurs résultats des recherches empiriques. En attendant, j'invite à considérer la cohérence interne du corpus qui a permis de procéder aux reconstitutions « généalogiques » que j'effectue. J'estime que cette cohérence est significative, étant donné la variété de mes sources, d'une « culture » académique plus générale sur la question de la représentation et de ses rapports avec la réalité. On peut donc lire la deuxième partie comme une sorte de mise en miroir ou « en abyme » de deux échelles d'incorporation et d'élaboration de notions et concepts : d'une part, l'échelle de la discipline « géographie » dans ses rapports à son objet et aux autres disciplines ; d'autre part, l'échelle de l'appropriation de ces concepts et notions par un géographe en particulier pour « traiter » à la fois ses terrains et ses références.

C'est dans ce cadre que je propose maintenant de visiter le corpus bibliographique, en suivant le guide que constitue la notion de représentation et en voyant comment d'autres notions lui ont été associées.

CHAPITRE 4. ÉLÉMENTS D'UNE GENEALOGIE

L'origine des représentations

En 1985, on pouvait lire dans la revue *L'espace géographique* un article intitulé « Distances et espaces : vingt ans de géographie des représentations » (Bailly 1985). L'année précédente, le même auteur avait publié un chapitre sur « la géographie des représentations : espaces vécus et espaces perçus » dans l'ouvrage collectif *Les concepts de la géographie humaine* (Bailly et alii 1984). Une géographie particulière, avec un nom et une histoire, donc une identité propre, était ainsi désignée. Cependant, cette géographie semble ne s'être finalement jamais constituée en courant institutionnellement structuré, pour plusieurs raisons possibles, sur lesquelles nous reviendrons tout au long de la deuxième partie. En revanche, l'émergence de la notion de représentation en géographie correspond à un mouvement plus général.

Dans diverses sciences sociales, le concept de représentation semble apparaître et se diffuser au gré de l'incorporation des thématiques de la communication et du comportement, elles-mêmes issues de la conceptualisation de l'inconscient par la psychiatrie et la psychanalyse d'une part, et de la naissance de la linguistique scientifique, d'autre part. C'est ainsi que je comprends l'apparition du concept chez ceux, nombreux dans la première moitié du 20^e siècle, qui s'intéressèrent aux origines et aux implications des mythes. Parmi eux, on compte des historiens de l'art (Caillois) et des religions (Eliade), des philosophes (Bachelard), des anthropologues (Lévi-Strauss) et des linguistes (Barthes). Il faudrait ajouter à cette liste Durkheim et Dumézil, ainsi que les phénoménologues comme Merleau-Ponty, parmi bien d'autres dont je ne connais pas les œuvres. On comprend pourquoi le mythe fut placé à la croisée des chemins naissants des sciences du comportement et des sciences du langage dès lors qu'il fut considéré comme un des modes de construction de la réalité et de l'actualité, comme l'explique Roland Barthes dans *Mythologies* :

« Le départ de cette réflexion était le plus souvent un sentiment d'impatience devant le 'naturel' dont la presse, l'art, le sens commun affublent sans cesse une réalité qui, pour être celle dans laquelle nous vivons, n'en est pas moins parfaitement historique : en un mot, je souffrais de voir à tout moment confondues dans le récit de notre actualité,

Nature et Histoire, et je voulais ressaisir dans l'exposition décorative de ce-qui-va-de-soi, l'abus idéologique qui, à mon sens, s'y trouve caché. La notion de mythe m'a paru dès le début rendre compte de ces fausses évidences » (1957 : 9).

C'est dans ce contexte que j'isole un texte de Roger Caillois qui me semble être une véritable matrice conceptuelle, bien que je ne puisse dire quelle a été son influence : en 1938, dans *Le mythe et l'homme*, il se demandait si l'on ne pouvait pas considérer qu'il existe

« une représentation de la grande ville, *assez puissante sur les imaginations pour que jamais en pratique ne soit posée la question de son exactitude*, créée de toute pièce par le livre, assez répandue néanmoins pour faire partie de l'atmosphère mentale collective et posséder par suite une certaine force de contrainte » (p.156 ; c'est lui qui souligne).

On voit ici comment, traitant des relations entre l'être humain et les mythes qu'il produit, il en vient à considérer le pouvoir de la représentation dans la relation entre l'être humain et son environnement. On notera qu'apparaît une série de mots-clés que l'on retrouvera, sous cette forme ou une autre, par la suite : imagination, pratique, atmosphère mentale collective, contrainte. Avec Caillois, on voit comment une réflexion qui part du récit (donc du verbe) comme expression d'une vision du monde arrive à l'imaginaire et à l'image, puis débouche sur la problématique de la perception et de la cognition.

Dans mon corpus, Roger Caillois n'apparaît quasiment pas dans les bibliographies des géographes. Ce n'est pas le cas de Mircea Eliade, dont l'ouvrage *Images et symboles. Essais sur le symbolisme magico-religieux* (1952) est cité par exemple dans Pinchemel (1988), Bailly, Ferras & Pumain (1992), Racine (1993) et Claval (1995a). Il est vrai que Eliade propose une herméneutique de la centralité qui complète utilement les modélisations mathématiques auxquelles parviennent géographes et économistes. Bien que l'ouvrage, comme son titre l'indique, porte essentiellement sur le symbolisme, c'est-à-dire sur la façon dont des objets (ou des configurations spatiales) sont chargés de sens et de sacralité, il s'appuie également sur le concept de représentation pour désigner ce qui est symbolisé. Georges Dumézil parle d'ailleurs dans l'avant-propos des « représentations fondamentales, dont aucune idéologie n'est dispensée : le centre, avec sa variété dans la troisième dimension, le zénith, grâce auquel se mettent en ordre et en hiérarchie toutes les divisions, toutes les valeurs qui intéressent une société [...] » (in : Eliade 1952 : 4).

Autour de la même époque paraissent d'autres ouvrages que l'on retrouvera dans les références des géographes comme des autres sciences sociales, et qui accordent une importance croissante à la représentation. Le terme apparaît dans *Tristes tropiques* (1955), où

Claude Lévi-Strauss se penche sur les relations qui existent entre les organisations sociale et spatiale, les règles esthétiques et les récits mythiques ; l'analyse du plan du village bororo comme réplique de l'univers mental de ses habitants sera reprise maintes fois (cf. Barthes 1971 : 11 ; Choay 1972 ; *Sémiotique de l'Architecture* 1982 : 124 ; Frémont 1976 : il faut « méditer encore l'exemple célèbre du village Bororo de Lévi-Strauss. La structure sociale se traduit par une structure spatiale », p.33). Dans ce contexte, il est possible que les recherches anthropologiques sur les mythes aient encouragé Roland Barthes à expérimenter dans la sphère non-linguistique les concepts et les méthodes de la sémiologie avec ses fameuses *Mythologies* déjà évoquées et que l'on trouvera dans de nombreuses bibliographies. C'est aussi à ce moment que Gaston Bachelard publie *La poétique de l'espace* (1957), où il expose une phénoménologie de la maison influencée par les apports de la psychanalyse. Ces trois livres semblent marquer un tournant essentiel, car leur succès large et durable va ouvrir le champ de la signification. Jusque là confinée aux objets totalement produits par la volonté humaine (la littérature et les arts), la possibilité de signifier est reconnue à tous les objets matériels et à toutes les formes : « le mythe est un système de communication, c'est un message. On voit par là que le mythe ne saurait être un objet, un concept, une idée ; c'est un mode de signification, c'est une forme » (Barthes 1957 : 193). Tout l'environnement devient potentiellement signifiant ; la sémiologie et la sémiotique sont sollicitées pour se transformer, de sciences du langage, en sciences de la signification.

L'impact des signes : sémiologie et anthropologie de l'espace

En 1968, Italo Calvino, très au fait des recherches sémiologiques comme celles d'Umberto Eco, remarqua que

« tout doucement, la vie au milieu des signes avait conduit à voir comme autant de signes les choses innombrables qui d'abord se trouvaient là sans signaler autre chose que leur propre présence, elle les avait transformées en signes d'elles-mêmes, et les avait ajoutées à la série des signes fait exprès par qui voulait faire un signe [...]. Il n'y avait plus désormais dans l'univers un contenant et un contenu, mais seulement une épaisseur générale de signes superposés et agglutinés, qui occupait tout le volume de l'espace [...] il était clair qu'indépendamment des signes l'espace n'existait pas, et peut-être n'avait jamais existé » (Calvino 1968 : 45).

L'impact de cette « découverte des signes » est sensible dans les références vers le milieu des années 1970. Plusieurs publications de Roland Barthes semblent avoir alors influencé les sciences sociales. *L'empire des signes* (1970) proposa une analyse comparée, très acrobatique, des centralités en Orient (« centre vide ») et en Occident (« centre plein »). Dans « Sémiologie et urbanisme », paru dans *L'Architecture d'aujourd'hui* (n°153, 1971), Barthes invoquait Lévi-Strauss et le village Bororo, comme nous l'avons vu, et rappelait le champ ouvert par la sémiologie : « l'espace humain en général (et non seulement l'espace urbain) a toujours été signifiant ». Il proposait surtout un véritable programme interdisciplinaire de recherche (*idem* : 12) :

« celui qui voudrait esquisser une sémiotique de la cité devrait être à la fois sémiologue [...], géographe, historien, urbaniste, architecte et probablement psychanalyste. [...] Le problème est de faire surgir du stade purement métaphorique une expression comme « langage de la ville ». [...] Le vrai saut scientifique sera réalisé lorsqu'on pourra parler du langage de la ville sans métaphore. [...] comment passer de la métaphore à l'analyse lorsque nous parlons du langage de la ville ? [...] si c'est avec difficulté que nous pouvons insérer dans un modèle les données qui nous sont fournies, au sujet de la ville par la psychologie, la sociologie, la géographie, la démographie, c'est que précisément il nous manque une dernière technique, celle des symboles. Par conséquent nous avons besoin d'une nouvelle énergie scientifique pour transformer ces données, passer de la métaphore à la description de la signification ».

Comme en réponse à cet appel, Françoise Choay coordonna un ouvrage collectif intitulé *Le sens de la ville* (1972), auquel participèrent des anthropologues, des historiens, des architectes, et dans lequel elle se demandait si la ville pouvait être « étudiée selon une méthode dérivée de celle de la linguistique générale » : « peut-elle être considérée comme un système non verbal d'éléments signifiants [...] ? » (p.11). On peut alors constater une floraison de publications qui portent sur la signification de l'espace et auxquelles la littérature fait écho : en 1972, Calvino publie en Italie *Les villes invisibles*, dont des extraits composent souvent de beaux exergues pour les travaux des géographes (Ferras 1990 : 96 ; Brunet et alii 1992 : 387, 411 ; Lussault 1993 : 1), tout comme ceux tirés de *Espèces d'espaces*, publié en France par Georges Pérec en 1974.

Des architectes et des anthropologues se sont alors penchés de façon méthodique sur l'échelle du corps et la sphère des gestes. Ils ont essayé durant les années 1980 de donner corps à une sémiologie de l'architecture et une anthropologie de l'espace, avec dans les deux

cas, un champ de pertinence qui coïncide avec l'espace visible, expérimentable ou vécu par l'*individu* dans la lignée de la proxémique promue par Edward Hall (1966) et après les travaux de l'urbaniste Kevin Lynch (1960) sur l'imagibilité et la lisibilité de l'espace urbain. Nous avons vu comment les travaux de Barthes (1970, 1971) ont contribué à acclimater la sémiologie dans les sciences sociales. Il y eut ensuite des tentatives de fonder une sémiologie de l'espace ou de l'environnement qui irait au-delà d'une influence sur les autres disciplines, pour gagner une certaine autonomie par rapport à elles.

A.J. Greimas expliquait alors que « recevoir les messages spatiaux, ce n'est pas –ou pas seulement– les percevoir, c'est ce qu'on appelle [...] « vivre » la ville [...]. Vivre dans la cité signifie pour l'individu [...] être le lieu vers lequel convergent tous les messages spatiaux, mais c'est aussi réagir à ces messages » (1979 : 39). On remarquera que Greimas faisait de l'individu le « lieu » par excellence de la perception des messages spatiaux et de l'expérience « vécue » de la ville : c'est précisément ce qui semble avoir toujours arrêté les géographes. En revanche, les architectes paraissent avoir été très sensibles à cette proposition, au point qu'il apparaît que la tentative de créer une sémiologie de l'espace autonome a reposé essentiellement sur leur volonté, ce dont pourrait témoigner la publication de *Sémiotique de l'espace* (1979) puis des deux volumes de *Sémiotique de l'architecture* (1982 ; 1984)

Dans le premier *Sémiotique de l'architecture* (1982 : 81), Charles Perraton contribuait par une « Note pour une sémio-pragmatique des espaces ». Le terme « sémio-pragmatique » nous met sur la piste de la pratique, confirmée dans le second volume : « l'analyse du sens de l'espace du point de vue de l'utilisateur se fait en deux parties différentes. Tout d'abord une analyse descriptive des usages (pratiques 'réelles') des usagers. Ensuite une analyse discursive des pratiques 'imaginaires' des usagers » (in : *Sémiotique de l'architecture*, 1984 : 114). Le champ sémiologique défini est celui « du point de vue de l'utilisateur » et des usages individuels de l'espace au sein desquels Perraton distingue les usages « réels » des usages « imaginaires », qu'il qualifie aussi de « représentations », pour finir par demander si « l'usage réel » de l'espace ne serait-il pas plutôt un cas particulier de rapport imaginaire à l'espace » ? (*idem* : 85). De la même façon, un autre architecte, Jean-Luc Capron, opposait la perception « sémantique » ou « physique » de l'espace à la « perception volumétrique, visuelle, mais aussi planimétrique », qui créent des « réalités inverses » l'une de l'autre (1987 : 40).

Il apparaît qu'une tentation de la sémiologie de l'espace était de considérer que la vérité ultime de l'espace était moins dans la réalité vécue par l'individu que dans les règles de la communication auxquelles la production de l'espace se pliait. On pourrait considérer qu'il

est paradoxal que des architectes puissent concevoir l'espace concret comme n'ayant pas d'autre réalité que celle qui est déterminée par la logique sémiologique, mais cela renoue avec un mythe démiurgique fondamental, qui fait du verbe créateur le principe et le fondement absolu de toute chose : « y a-t-il encore un sens à s'interroger sur la 'matière' de l'espace public alors que tant de penseurs modernes se sont attachés à en démontrer la nature symbolique et langagière ? », demanda ainsi Chantal de Gournay (in : *Cahiers du CCI* n°5, 1988 : 144).

On vient de voir comment, pour des architectes intéressés par la sémiologie, la nature de l'espace ne s'est plus trouvée dans sa matière, mais dans sa représentation. « L'anthropologie de l'espace », telle qu'elle a été illustrée par Françoise Paul-Lévy et Marion Ségaud (1983) part du même postulat que le verbe est premier : « il ne peut y avoir de lien social hors d'un champ ou d'un système symbolique, par définition même. Antérieurement à l'émergence du langage, il peut sans doute y avoir des regroupements, des agrégations d'individus mais il ne peut y avoir de société, au sens où la relation sociale suppose une représentation de la relation » (*idem* : 33). Dans ces conditions, si les « organisations spatiales sont garantes de l'identité sociale et culturelle et [...] en assurent la reproduction » (*idem* : 29), c'est seulement parce qu'elles sont considérées comme les empreintes matérielles de la matrice langagière et symbolique des relations sociales. Parmi les anthropologues qui se sont penchés sur les dispositifs spatiaux, Marc Augé, plus prudemment, parle du « traitement symbolique de l'espace que toutes les sociétés ont effectué pour le rendre à la fois utilisable et signifiant » (1986 : 11). Il évoque ailleurs « une géographie pour partie symbolique, pour partie imaginaire, qui peut varier avec nos intérêts respectifs, mais qui nous projette quotidiennement hors de la banalité de nos parcours singuliers » (Augé 1990 : 28) : cela suggère que la « réalité vécue » se trouve dans la combinaison de ces géographies, « quotidienne et banale » d'une part, « symbolique et imaginaire » d'autre part. Marc Abelès (1987), quant à lui, explique que c'est la ritualisation, c'est-à-dire une fréquentation accompagnée de gestes extrêmement codifiés qui aboutit à hiérarchiser les lieux suivant leur sacralité et à ponctuer l'espace de significations

Je connais peu d'exemples d'enquêtes et de recherches de terrain entreprises pour vérifier méthodiquement et empiriquement les propositions de l'anthropologie ou de la sémiologie de l'espace, comme le travail de Perla Korosec-Serfaty sur *La Grand'Place. Identité et pratiques quotidiennes d'un espace public urbain* (1986). Dans cette présentation méticuleuse, les pratiques dans ce qu'elles ont de plus concret sont articulées aux différents discours auxquels elles donnent lieu. De leur côté, les recherches de Pierre Pellegrino et de

ses collaborateurs ont l'originalité d'aborder une échelle traditionnellement « géographique », celle de la région. Dans leur article sur « Identités régionales, représentations et aménagement du territoire » (Pellegrino *et alii* 1982), ils tentent de vérifier les axiomes de la sémiologie dans un espace dont les formes ne sont pas entièrement produites par la volonté d'une poignée identifiable d'acteurs, comme c'est le cas des formes architecturales. C'est peut-être pour cette raison que Pellegrino, dans sa contribution sur « Espace, représentation de l'espace et négociation narrative des représentations » dans *Sémiotique de l'architecture* (1982), s'appuyait sur le concept de représentation beaucoup plus que sur celui de signe. « Si l'espace est une forme de notre rapport aux objets [...] et constitue l'identité des objets pour nous, sa représentation centre cette forme sur nous et contribue à notre identité » (p.256), disait-il, ce qui déplace l'attention du signe et de la dualité signifiant/signifié pour la porter sur la dialectique sujet/objet, qui engage davantage l'être humain dans une relation interdépendante avec le monde.

L'idée et la perception

Au cours des années 1970, les évolutions de plusieurs autres disciplines paraissent se combiner avec celle de la sémiologie dans l'influence qu'elles auront en géographie. L'une d'entre elles est l'histoire des mentalités et des idées. Dès 1965, avec *L'urbanisme. Utopies et réalités*, Françoise Choay proposait une analyse des modèles de société sous-jacents aux projets urbains des 19^e et 20^e siècles. Elle montra combien la représentation conditionnait l'action sur la ville. Cette façon de considérer l'organisation de l'espace se retrouve dans *Mythe et pensée chez les Grecs*, publié la même année (1965) par Jean-Pierre Vernant, avec une analyse de la centralité et de la construction des espaces public et privé en Grèce ancienne ; cette analyse est souvent mentionnée dans les références (cf. Choay 1972 ; Paul-Lévy & Ségaud 1983 ; Claval 1995a) ; Vernant semble s'inscrire parfaitement dans la voie illustrée auparavant par Caillois et Eliade. A la croisée de l'histoire des idées et de celle des mentalités, apparaîtra ensuite l'histoire de l'imaginaire, connue en France grâce, entre autres, à Georges Duby (*Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme*, 1978) et que je découvrirai par l'intermédiaire des travaux d'historiens français sur le Mexique (Aguila, 1980, 1983 ; Dumas, 1982 ; Duverger, 1983 ; Gruzinski, 1988, 1990).

Une autre discipline dont les travaux paraissent un temps intéresser la géographie est la psychologie cognitive. En 1972, Abraham Moles et E. Rohmer publient *Psychologie de l'espace* qui semble avoir aidé à l'introduction auprès de certains géographes de la notion de

perception et de l'œuvre de Jean Piaget sur la relation de l'enfant à son environnement. S'ajoutent à cela deux œuvres états-uniennes atypiques qui s'inspirent de certains travaux réalisés sur la perception visuelle et qui sont souvent présentes dans les bibliographies. L'un est *The image of the City* (l'image de la ville) de Kevin Lynch. Paru en 1960, c'est un exposé des méthodes avec lesquelles on peut analyser la perception visuelle de la ville et se veut un outil pour l'urbanisme. Il se distingue en cela, très clairement, de la sémiologie : « Cette analyse se limite aux effets des objets physiquement perceptibles. Les autres influences sur l'imagibilité telles que la signification sociale d'un quartier, ses fonctions, son histoire et même son nom, seront laissées de côté » (Lynch 1960 : 46). Cette démarche est d'ailleurs critiquée comme ambiguë par Barthes (1971 : 11) et insuffisante par Ledrut (1973 : 26-ss.). De son côté, *La dimension cachée* d'Edward Hall, paru en 1966, est une proposition d'anthropologie physique et culturelle de l'espace (la « proxémique »), cherchant à identifier ce qui relève de déterminismes naturels et de facteurs culturels dans les comportements humains individuels dans l'espace.

C'est dans ce contexte qu'apparaît une nouvelle série de réflexions et de travaux géographiques. La jeune revue *L'espace géographique* publia la même année deux numéros thématiques qui reflétaient les préoccupations du moment en organisant des discussions sur « Paysage et analyse sémiologique » (n°2-1974) et sur « Espace et perception » (n°3-1974). Le signe, la représentation et la perception : les principaux protagonistes sont alors réunis dans les débats de la discipline. Le n°2 explore les implications du programme sémiologique popularisé par Barthes : pour les géographes, cela réactualise les approches du paysage, dont on se demande alors s'il pourrait être « lu », systématiquement et scientifiquement, comme un corpus de signes. Alors que l'une des implications du programme sémiologique est l'attention portée au corpus lui-même (comment est-il construit, pour quoi, avec quels objectifs ?), une autre implication pousse à s'interroger sur la perception du paysage (qui le perçoit, dans quelles conditions ?). En conséquence, s'élabore une « géographie de la perception », influencée par le béhaviorisme venu de la psychologie et régnant alors dans les sciences sociales : pour Vincent Berdoulay, il faut « considérer la perception comme un ensemble de processus constituant un nœud dans un réseau de relations animant l'individu, son comportement et son environnement » (*L'espace géographique* n°3-1974 : 187). Une autre influence sensible est celle du structuralisme anthropologique : « les traits du paysage et la perception dont ils sont l'objet traduiraient la structure profonde des groupes et ce qui cimente leur architecture », disait alors Paul Claval (*idem* : 185).

A la suite de ces discussions, paraissent plusieurs publications qui reflètent la mise en œuvre de la « géographie de la perception ». En 1977, Antoine Bailly publie *La perception de l'espace urbain*, où il explique que le paysage (compris comme l'environnement perçu) « possède ainsi une lisibilité qui sert de matière première à une construction active. [...] L'espace est donc à la fois un produit de la structure du paysage [...] et le résultat de l'activité et de l'expérience perceptuelle du sujet » (p.22). Espace, environnement ou paysage sont donc désormais considérés comme construits ou produits, signifiants, et supports d'une expérience qui affecte le sujet : « la ville, si elle est en partie image visuelle, est aussi expérience, symbole. Perception et représentation s'additionnent pour créer l'attitude » (p.89). Au même moment, de l'autre côté de l'Atlantique, Luc Bureau évoque ainsi le programme scientifique de la géographie de la perception : « au-delà de l'identification et de la modélisation du milieu, l'étude de la perception s'engage inexorablement dans le réseau de significations que l'homme installe sur les objets et qui est le reflet de son expérience » (in : *Cahiers de Géographie de Québec*, 1977 : 190). Ce programme découvre même sa dimension politique, quand un autre Québécois affirme que « l'une des tâches des géographes de ce pays devient ainsi l'étude des représentations, des valeurs et des idéologies par et selon lesquelles un territoire se développe et prend forme » (Marcel Bélanger, *idem* : 118) ; une telle déclaration prenait toute sa force au moment où la lutte nationaliste québécoise atteignait un *summum*. L'intérêt qui se généralisa dans les années 1980 pour les « territoires d'identité » (expression que l'on retrouve sous diverses formes -cf. *Espaces Temps* n°42, 1989- et qui fait pendant à « lieux de mémoire ») attira conjointement l'attention sur les représentations du territoire et celles de l'identité collective, ces termes devenant par la suite des mots-clés de la géographie culturelle (cf. Collignon 1998).

L'expérience du vécu

Dans le numéro des *Cahiers de Géographie de Québec* évoqué ci-dessus, le géographe suisse Claude Raffestin appelait de son côté à articuler ce qui lui apparaissait comme les deux pôles de la géographie : d'une part la « géographie du paysage », d'autre part une « possible géographie de la territorialité ». « L'une représente le 'vu' alors que l'autre cherche à représenter le 'vécu'. Le langage du paysage est celui des formes et des fonctions alors que le langage de la territorialité est celui des relations » (*idem* : 125). Avec la notion de « vécu », il introduisait ce que nous avons déjà vu apparaître ailleurs comme « l'expérience », « l'attitude » ou le « comportement ». Ce sont les termes clés d'un livre paru l'année

précédente, qui incarne jusqu'à nos jours une sorte de géographie de la perception, et dont le titre a contribué à populariser une notion devenue omniprésente : il s'agit de l'ouvrage d'Armand Frémont, *La région, espace vécu* (1976), dans lequel il affirmait que « la région, si elle existe, est un espace vécu. Vue, perçue, ressentie, aimée ou rejetée, modelée par les hommes et projetant sur eux des images qui les modèlent » (p.14). Il y décrivait la boucle rétroactive dans laquelle sont produites des « images de l'espace qui conditionnent les perceptions et façonnent en retour de nouvelles réalités » (p.82). Pour lui, la notion d'espace vécu obligeait la géographie à intégrer ce qu'elle avait ignoré jusque là, c'est-à-dire tout ce qui donne sens à l'expérience de l'espace, l'imaginaire en particulier (Frémont accorde ainsi une grande importance à la littérature dans la formation de l'imaginaire des lieux).

La notion d'espace vécu semble être issue de la longue histoire des réflexions philosophiques et phénoménologiques sur la réalité et le vécu. J'ai l'impression que cette inspiration s'est avérée hautement problématique, car « l'espace vécu » s'est retrouvé chargé des contradictions de la notion de « réalité vécue » que l'on peut trouver sous la plume de différents auteurs, dont certains souhaitaient précisément l'opposer au domaine de la réalité « imaginaire », alors que d'autres lui opposaient plutôt la réalité « objective ». Pour Claude Lévi-Strauss, la réalité vécue semble être du côté de l'objet et de la nature, par opposition à la réalité rêvée, du côté du sujet et de la culture : « par sa genèse et par sa forme la ville [...] est à la fois objet de nature et sujet de culture ; individu et groupe ; vécue et rêvée : la chose humaine par excellence » (*Tristes tropiques*, 1955 : 138). Françoise Choay semble d'ailleurs adopter la même dualité quand elle oppose, dans l'urbanisme, « utopies et réalités » (1965). En revanche, Roland Barthes semble plutôt opposer vécu et réel objectif : « deux quartiers se jouxtent si nous nous fions à la carte, c'est-à-dire au 'réel', à l'objectivité, alors que, à partir du moment où ils reçoivent deux significations différentes, ils se scindent radicalement dans l'image de la ville : la signification est *vécue en opposition complète aux données objectives* » (1971 : 12 ; souligné par moi). Pour Barthes, la notion de « vécu » apparaît importante pour qualifier un certain mode de relation à l'environnement, comme on peut le voir avec ces trois phrases portant sur la centralité dans *L'empire des signes* (1970 : 13) : « le centre est vécu comme le lieu d'échange des activités sociales » ; « le centre-ville est toujours vécu comme l'espace où agissent et se rencontrent des forces subversives, des forces de rupture, des forces ludiques » ; « Paris en tant que centre, pour la périphérie, était toujours vécu sémantiquement comme le lieu privilégié où est l'autre et où nous-mêmes sommes l'autre ».

L'espace vécu peut donc être conçu de façon fort différente, sinon très imprécise, d'une publication à l'autre. Dans l'ouvrage collectif *Espaces vécus et civilisations* (1982), « le

territoire, conçu comme l'aire, ou la série d'aires, limitée et privilégiée dans la perception et la pratique par l'homme est un niveau intéressant, pour ne pas dire essentiel, de l'analyse de l'espace vécu » (p.35). Mais les définitions proposées du territoire et de l'espace vécu apparaissent alors totalement conditionnées par l'ambiguïté de l'invocation de « l'homme » : on ne peut savoir s'ils désignent ainsi l'être humain en général comme abstraction, ou l'ensemble de tous les êtres humains considéré comme un sujet collectif, ou bien encore l'être humain comme sujet individuel.

Pour d'autres au contraire, c'est la société qui est le sujet, lorsqu'ils expliquent que « l'approche de l'espace vécu, de sa sémiologie et des territoires d'identité passe par le recensement des symboles qui matérialisent au sol le *vécu d'une société* et ses principales représentations culturelles » (Antheaume et *alii*, 1984 : 357 ; souligné par moi). Faire de l'espace vécu la matérialisation, non de la vie, mais du vécu d'une société, implique qu'il y a dans ce « vécu » une part de conscience qui n'existe pas dans la « vie » dans son ensemble. C'est peut-être ce souci qui a engagé Augustin Berque à transformer le verbe « vivre », généralement intransitif (« vivre dans l'espace »), en verbe transitif, dans *Vivre l'espace au Japon* (1982 ; je ne me réfère ici qu'au titre de cet ouvrage, que je n'ai pas lu) ; l'auteur semble vouloir éviter de parler d'un espace qu'on objectiverait comme « vécu », pour préférer porter l'attention sur comment le sujet « vit » activement l'espace.

Nous retrouvons le « vécu » tel que nous l'avons vu chez Barthes (1970) dans le travail de Jean-Paul Lévy (1987), puisqu'il est présenté comme le domaine de l'expérience, du quotidien et de l'individu, qui permet à la « notion abstraite et désincarnée » de centralité d'être « nourrie de symboles et de sens » (p.51). Le territoire des fonctions est alors opposé à l'espace des « pratiques quotidiennes vécues » (p.307). Leurs relations sont révélées par ce que J.P. Lévy appelle les « perceptions », mais qui ressemblent fort à ce que d'autres nomment « représentations », dans la mesure où il désigne ainsi ce que les gens disent de leur expérience de la ville. Cette conception des perceptions se trouve également dans l'opposition dressée par Xavier de Planhol entre « l'espace perçu » et « l'espace vécu », le premier relevant de la « présence » d'une entité géographique « dans l'imaginaire et le rêve, dans les croyances et dans la foi », le second de sa présence « dans les faits et dans les choses » (1988 : 281). La perception se trouve alors totalement disjointe de l'expérience sensible, ce qui en fait tout le contraire de la perception telle que la traitent d'autres sources.

Dans la *Géographie universelle*, Brunet s'inscrit en faux contre cette conception, voyant lui-même dans l'espace vécu le principe unificateur entre les perceptions, les pratiques et les affects : « l'espace vécu est non seulement l'espace de vie, celui que l'on pratique, mais

l'espace tel qu'il est vécu, ressenti plus encore que perçu, hanté et habité, avec tous ses affects. Il est fait de lieux, d'édifices et de personnes, et aussi de signes et de repères, de pulsions et de répulsions, de souvenirs et de projets » (Brunet 1990b : 20). En revanche il propose une autre dialectique : « l'espace vécu et ses images sont du domaine individuel [...]. L'espace vécu ne fonde qu'en partie les représentations de l'espace : les récits jadis, la télévision maintenant, communiquent d'autres expériences et forment d'autres représentations » (*idem* : 22). Aux représentations issues de l'expérience et aux images individuelles de l'espace vécu, s'opposeraient alors des « représentations collectives » qui sont des « structures de reproduction sociales de la famille, de la propriété et du pouvoir » (*idem* : 175). Cette dualité sera compliquée dans l'article « espace vécu » des *Mots de la géographie* :

« L'espace est bien vécu par l'individu en société, mais il convient de distinguer entre *l'espace de vie* (ici et maintenant) découlant de la pratique du quotidien, *l'espace vécu* recréé selon les perceptions et cartes mentales de chacun, et un *espace des représentations* qui renvoie à l'idéologie du moment, en une sorte d'espace 'imposé' qui met successivement l'accent sur tel ou tel aspect de notre environnement » (Brunet et *alii*, 1992 : 181 ; souligné par lui).

Cette classification accorde trois statuts différents de réalité à l'espace vécu de l'individu : l'espace des pratiques au quotidien semble être celui de la vie matérielle, de la réalité concrète ; l'espace des perceptions, « recréé » par chacun, renvoie aux ombres de la caverne de Platon ou au témoignage illusoire des sens qui s'oppose à la raison cartésienne universaliste ; l'espace des représentations apparaît comme celui de la réalité de la contrainte sociale. Entre la contingence matérielle (« ici et maintenant ») et le déterminisme social (l'espace « imposé » par « l'idéologie »), tout se passe comme si l'individu ne recréait un monde imaginaire que pour échapper à la réalité. Il y a une sorte de paradoxe à appeler cela un « espace vécu » ! Nombre d'auteurs (dont moi) préféreront alors parler des pratiques ou des usages de l'espace, qui leur paraissent avoir une réalité plus aisément vérifiable sur le terrain. Il me semble que la notion d'espace vécu est ambiguë parce qu'elle renvoie à la relation entre monde extérieur et monde intérieur de l'individu et ne se laisse donc pas objectiver simplement : on a fini par opposer le passif « vécu » à l'actif « agi », comme si agir n'était pas une modalité de vivre. Pour résoudre cette ambiguïté, de manière différente selon les auteurs, la notion a été appauvrie au point de ne plus paraître évoquée aujourd'hui, après avoir servi d'effet de réalité dans les années 1980. En 1995, dans l'index du manuel de *Géographie culturelle* de Paul Claval (1995a), « espace vécu » n'est mentionné que deux fois,

tout comme « perception » (alors que « représentation » et « connaissance » le sont respectivement 11 et 12 fois, et « pratique » 6 fois). Cette histoire n'est pas propre à la géographie ; la notion de « vécu », en effet, lui a fait maintes fois croiser la route de la sociologie dans la conceptualisation des images et des pratiques de l'espace.

Les fantômes de Ledrut

L'année même de publication de *La région, espace vécu* par Frémont, le sociologue Raymond Ledrut publia *L'espace en question, ou le nouveau monde urbain* (1976), où il développait de son côté la notion de vécu :

« la ville, qui est une façon de vivre, est un vécu social –ou si l'on préfère un social vécu. C'est-à-dire qu'elle est *une façon de vivre ensemble*. [...] C'est une manière de 'vivre-avec', c'est-à-dire une manière de former une société (ou un milieu social) qui est définie essentiellement par ses liens à l'espace et au temps. La ville est une réalité sociale d'ordre *sensoriel et sensuel* ; elle appartient au monde de l'expérience sociale, de l'éprouvé et du senti. C'est un *vécu* » (p.231 ; souligné par lui).

Avec cet exemple, on voit que le géographe et le sociologue ont abordé de façon inverse la question du vécu : pour Frémont, étudier l'espace vécu, c'est tenir compte du rôle de l'imaginaire dans la géographie concrète ; pour Ledrut, c'est tenir compte du rôle de la réalité « sensorielle et sensuelle », de l'expérience, de « l'éprouvé » et des « catégories primordiales de la coexistence concrète » (*idem* : 232) par opposition à une sociologie qui serait dominée par l'étude des structures désincarnées et des rapports sociaux abstraits. Il n'est pas arbitraire de mettre ces deux auteurs en vis-à-vis, dans la mesure où tout deux comparent leur discipline à l'autre, pour regretter les lacunes qu'ils pointent chez l'une et l'autre. Par exemple, dans l'introduction, Ledrut proclame : « l'espace n'est pas superstructurel, même si les représentations de l'espace le sont ! Il faut se débarrasser de l'idée que l'espace est le lieu de la projection du système social dans une spatialité particulière, tout comme on doit rejeter le mécanisme morphologique ou géographique » (*idem* : 12).

Il est intéressant d'insister sur cette citation, qui nous montre le processus de construction des objets scientifiques et l'enchevêtrement des théories. L'allusion à la superstructure est dirigée vers un « mécanisme » marxiste qui considère que les superstructures (valeurs, culture, organisation de l'espace) sont dépendantes de structures plus fondamentales (les rapports de production, le système social) ; pour faire de l'espace un objet digne d'intérêt et le sortir des limbes superstructurelles, Ledrut plaide pour une pensée en

terme de relation (« l'espace est produit dans la mesure où *des relations qui s'établissent créent l'espace* et en déterminent la structure », *idem* : 11) ou en terme d'interactivité systémique. Dans le même temps il rejette dans les mêmes limbes les représentations comme étant, elles, totalement déterminées : c'est donc l'origine et la logique des représentations et ce qui les produit qu'il engage à étudier.

Quelques références sociologiques datant de la décennie ouverte avec l'ouvrage de Ledrut, semblent indiquer que la discipline a rencontré les mêmes influences que la géographie, bien qu'elle les ait interprétées d'une autre façon. Quand la revue *L'espace géographique* organisait des débats sur « Le paysage et l'analyse sémiologique » et sur « Espace et perception », la revue de sociologie *Espaces et sociétés* publiait un article sur « Perception de la ville et imaginaire urbain » (Fauque, 1974). Ledrut venait de publier *Les images de la ville* (1973) ; cet ouvrage est mentionné dans 13 notes de renvoi de *L'espace en question* (1976), afin que le lecteur y trouve les explications méthodologiques et les résultats empiriques sur lesquels se fondent les généralisations. Dans l'œuvre de Ledrut, *L'espace en question* apparaît ainsi comme l'essai théorique qui fait pendant à l'exposé de recherches de terrain constitué par *Les images de la ville*. Dans *L'espace en question*, l'évocation du « nouveau monde urbain » renvoie à une volonté de fonder philosophiquement et politiquement un nouvel urbanisme. Or, parmi les références de cet ouvrage, qui compte plusieurs philosophes (de Platon à Heidegger), on trouve également, ce qui semble révélateur de l'époque, maints renvois à la linguistique et à la sémiologie (Saussure, Benveniste, Barthes) ainsi qu'à l'étude du sacré (Eliade).

Avec ses deux ouvrages, Ledrut tente de fonder une sociologie urbaine qui rendrait compte des apports de la sémiologie pour réactualiser la hiérarchie qui fait du Capitalisme (ou des rapports de production) le moteur de l'Histoire. *L'espace en question* apparaît comme un ouvrage extrêmement composite voire hétéroclite. On y trouve ce que j'appellerai des passages relativistes (où la relation, l'interaction et l'interdépendance des phénomènes sont la règle) tels que : « s'il n'y a pas d'Espace en dehors de l'Espace produit, il n'y a pas non plus d'Espace sans conscience et représentation de cet Espace. La production de l'espace c'est la production *d'un système de référence des relations, qui est vécu et représenté* » (p.358 ; souligné par lui). Mais on y trouve également des passages absolutistes (« mécanistes » dans le vocabulaire de Ledrut, pour qui seul le marxisme est « scientifique », alors que tous les autres systèmes d'interprétation sont « idéologiques » –cf. par exemple p.137). Une vision déterministe inversée de l'espace apparaît ainsi quand il affirme que « l'organisation spatiale

d'un territoire n'est que la forme *concrète, ou matérielle*, de l'organisation sociale d'une société » (p.47)

Ledrut donne un bon exemple d'une conceptualisation de la « réalité » (dont nous pouvons considérer que l'espace « vécu » est une des figures géographiques) qui a classé signes, symboles, images et représentations comme relevant du domaine de l'imaginaire, voire du rêve, et non du réel :

« Aujourd'hui la ville réelle –et non la ville des 'Images' qui correspondent à des nostalgies et des attentes toujours vivaces- la ville des Pratiques [...] est devenue une figure du 'capitaliste universel' selon l'expression de Marx. C'est la ville des consommateurs. Alors la personnalité culturelle de cette ville, à laquelle se réfère la symbolique, n'est plus qu'un fantôme sans attache réelle avec l'histoire et l'activité des hommes (cf. *Les images de la ville, op. cit.*). Cette rupture du symbolique et du pratique est un effet et une démonstration de 'l'abstraction' propre à la vie urbaine. Chacun rêve qu'il est un citoyen et ne voit pas qu'il n'est qu'un consommateur » (Ledrut, 1976 : 258-259).

On voit que Ledrut reste fidèle à Platon, dans la mesure où des illusions, rêves et fantômes nous empêcheraient de voir la réalité. La ville des « Images » n'est donc pas la ville « réelle », qui est celle des « Pratiques ». Cela n'empêche pas l'ambiguïté de rester présente jusqu'aux deux ultimes phrases du livre : la ville « est autant ce que les gens en perçoivent et en expérimentent que la carte dressée par un géographe. La ville [...] existe comme carrefour de pratiques et de représentations » (*idem* : 359). La première phrase semble opposer la réalité de la perception à l'abstraction géographique ; la deuxième paraît plutôt opposer la réalité des usages à l'illusion des images.

Le carrefour des pratiques et des représentations

Il semble qu'au « carrefour » mentionné ci-dessus, des sociologues ont choisi d'emprunter des voies différentes. Certains paraissent avoir dès lors plutôt privilégié l'étude des pratiques. Le titre d'un ouvrage de Pierre Bourdieu y renvoie directement : *Le sens pratique* (1980). Il y évoque la dualité des « schèmes de perception et d'action » qui produisent les « réalités culturelles » (p.28). Les pratiques sociales doivent être saisies à travers leurs logiques, mais « la pratique n'implique pas -ou exclut- la maîtrise de la logique qui s'y exprime » (p.25), en fonction de quoi les discours des agents sur leur propre pratique ne sont pas considérés comme éclairants. Or, ces discours sont parfois la seule matière

disponible pour l'étude, ce qui est particulièrement vrai pour les historiens, qui travaillent sur des archives. B. Lepetit considérait ainsi que « l'analyse ne se situe plus à l'articulation entre production de l'espace et espace produit, mais entre celui-ci et sa pratique. » Il ajoutait aussitôt : « en ce domaine [...], c'est le discours qui est le plus aisément saisissable » (Lepetit, 1980 : 46), et réclamait de prendre garde au fait que cela dirigeait l'attention sur les « porte-paroles » plus que sur toute autre catégorie d'acteur. Pourtant, comme Ledrut avec les « images », Bourdieu réclame d'aller au-delà des représentations, qu'il s'agisse de celles de l'observé ou de celles de l'observateur : « la science sociale ne doit pas seulement, comme le veut l'objectivisme, rompre avec l'expérience indigène et la représentation indigène de cette expérience ; il lui faut encore, par une seconde rupture, mettre en question les présupposés inhérents à la position d'observateur 'objectif' qui, *attaché à interpréter des pratiques*, tend à importer dans l'objet les principes de sa relation à l'objet » (p.46 ; souligné par moi).

Ces représentations avec lesquelles il faut rompre pour atteindre les pratiques deviendront elles-mêmes l'objet de son ouvrage suivant, *Ce que parler veut dire* (1982), à travers l'étude du « pouvoir » de la langue « de produire à l'existence en produisant la représentation collectivement reconnue, et ainsi réalisée, de l'existence » (p.21). Bourdieu conçoit alors les rapports sociaux comme des « luttes de classements » qui sont des « luttes pour le monopole du pouvoir de faire voir et de faire croire, de faire connaître et de faire reconnaître » (p.137). La production de représentations devient l'instrument et l'enjeu de ces luttes : Bourdieu différencie les « représentations mentales, [...] actes de perception et d'appréciation, de connaissance et de reconnaissance, où les agents investissent leurs intérêts et leurs présupposés » et les « représentations objectales, dans des choses (emblèmes, drapeaux, insignes, etc.) ou des actes, stratégies intéressées de manipulations symboliques qui visent à déterminer la représentation (mentale) que les autres peuvent se faire de ces propriétés et de leurs porteurs » (p.135-136).

On remarquera, d'une part, que les choses géographiques sont absentes des objets, qui restent limités à des signes manipulables par un individu ; d'autre part que la différenciation aboutit à présenter les « représentations objectales » physiques comme entièrement déterminées par l'objectif de contrôler les « représentations mentales », elles-mêmes assimilées à des « présupposés ». Il semble que cette dualité illusion mentale/réalité objectale conduit le chercheur à vouloir traverser la coquille des apparences représentationnelles pour retrouver le noyau réel du pouvoir, de la domination et des luttes. De leur côté, des spécialistes de sociologie de la connaissance cherchent à expliquer le comportement des acteurs sociaux (leurs « actions » ou leurs « croyances ») en déterminant leurs « causes »

(dans la perspective « naturaliste » de Dan Sperber) ou leurs « raisons » (perspective « actionniste » ou « individualiste » de Raymond Boudon dans la lignée de Weber). Ce faisant, il semble qu'ils postulent que les représentations ne peuvent devenir « publiques » et être socialement partagées qu'à condition d'avoir été « déformées et affadies » sous formes de « vulgates » (Bouvier 1998 : 252), dont la conception semble alors très proche de celle des fausses idées (la première partie de l'ouvrage dont Alban Bouvier est coauteur porte d'ailleurs sur « Théorie des idéologies et théorie de l'erreur »).

Mais certains politologues, quant à eux, ne considèrent pas la représentation comme une illusion ou erreur, loin de là. Bertrand Badie, ainsi, estime qu'on « ne peut pas dissocier culture et pratique sociale, sens et action » (Badie, 1986 : 78 ; cf. aussi Lacroix 1983 : 504). D'autres sociologues, quant à eux, se sont spécifiquement intéressés aux représentations et aux « choses géographiques ». C'est le cas de Jean Rémy et Liliane Voyé, dans leur ouvrage de 1981, *Ville, ordre et violence*. Très préoccupés par la relation centre-périphérie et les inégalités qu'elle induit ou révèle, ils s'intéressent aux représentations collectives, qu'ils qualifient de « niveau symbolique » (p.86). Ils voient le centre-ville traditionnel de la ville occidentale comme le « lieu de représentation d'un espace social où le sacré joue un rôle structurant » (p.114). Ils affirment que « l'usage ou la perception d'un espace contribue à construire [...] des positions en interrelation inégalitaire, étant entendu que l'espace, dans sa structure matérielle, n'est pas qu'un simple reflet mais est une des ressources à travers lesquelles se construit l'inégalité » (p.203). Ils proposent donc de considérer que les espaces d'une part et leurs usages d'autre part constituent eux-mêmes des représentations qui doivent être jointes aux autres types de représentations. C'est ce qui résulte de leur « approche structurale de la ville, considérée comme système de représentations et de significations » (p.205).

Cette approche semble reprise à son compte par Alain Bourdin dans *le patrimoine réinventé* (1984), où il affirme que « l'image structure une série particulière de pratiques : celles qui produisent l'espace » (p.124). L'image produit le sens, car elle offre un « instrument d'interprétation et d'ordonnance » des actions, y compris les pratiques spatiales. Un « système de perception, de classement et de construction des faits » constitue le « cadre de connaissance appliqué à l'espace, [...] dans lequel s'inscrivent nos représentations de l'espace et qui leur donne une forme » (p.125). L'image représente donc un système de perception et de classement qui sert de cadre à la fois aux représentations et aux pratiques de l'espace. On retrouve les catégories conclusives de Ledrut en 1976, mais avec une différence sensible : l'image n'est plus une idéologie, une nostalgie ou un fantôme qui masquerait la réalité des

pratiques, elle est un système d'interprétation sans lequel l'espace n'aurait pas de sens. Avec Bourdin, la représentation et l'image deviennent productrices d'espace au même titre que les pratiques, conclusion qui semble aujourd'hui une conséquence logique de l'objet que cet auteur s'était donné à étudier : le patrimoine.

Cet objet a également beaucoup intéressé les historiens (Chastel 1986 ; Choay 1984, 1987, 1992 ; Fohr 1985). André Chastel (1985 : 269) dit à propos des monuments historiques qu'ils donnent « des repères instinctifs qui enrichissent la perception [...] : il suffit d'un nettoyage et, éventuellement, d'une restauration pour ranimer cette présence. Elle assure aux édifices une fonction psychologique diffuse ». Or, les repères « instinctifs » qui enrichissent ici la perception me semblent tout sauf instinctifs : ils relèvent plutôt d'un apprentissage de la perception, de son « formatage » par... les représentations. Ainsi, Roger Chartier fait de ces dernières l'une des trois « modalités du rapport au monde social », aux côtés des « pratiques » et des « formes institutionnalisées et objectivées » :

« En travaillant sur les luttes de représentation, dont l'enjeu est l'ordonnement, donc la hiérarchisation de la structure sociale elle-même, l'histoire culturelle s'écarte sans doute d'une trop stricte dépendance par rapport à une histoire sociale vouée à l'étude des seules luttes économiques, mais elle fait aussi retour utile sur le social puisqu'elle place l'attention sur les stratégies symboliques qui déterminent positions et relations et qui construisent, pour chaque classe, groupe ou milieu, un être-perçu constitutif de son identité » (Chartier, « Le monde comme représentation », 1989 : 1514).

Ici, l'emphase de Chartier sur les « luttes de représentation » rappelle celle de Bourdieu sur les « luttes de classements ».

Pour conclure sur le destin du complexe représentation-image-perception-etc. dans les références sociologiques de mon corpus, évoquons rapidement une évolution de la sociologie états-unienne sur ces points dans les années 1970 et 1980. En 1973, un travail, offert au public sous la bannière du béhaviorisme, cherchait à rompre avec le déterminisme de celui-ci. Peter Orleans, dans l'ouvrage collectif *Image and environment. Cognitive mapping and social behavior* (1973), déclarait que « notre connaissance de l'environnement spatial, la manière dont nous le visualisons et le symbolisons, est une conséquence de notre expérience en lui et avec lui » (p.115)¹. Pour lui, l'imaginaire (*imagery*) est le produit de processus de

¹ « our knowledge of the spatial environment, the way in which we visualize and symbolize it, is a consequence of our experience in it and with it » (Orleans, 1973 : 115).

symbolisation qui engagent l'expérience. Il mettait donc en garde contre la tentation facile de « réifier la manifestation concrète de la ville » et « d'assumer que sa représentation symbolique est équivalente pour tous ses résidents. Cela est spécialement dangereux si les perceptions d'observateurs de classe moyenne sont prises comme représentatives de la population dans son ensemble » (p.129)². Perception apparaît ici comme synonyme de représentation, puisqu'elle ne se limite pas à la vision (à laquelle renvoie plutôt l'image) mais inclut les schèmes d'interprétation de l'expérience. Pour désigner l'ensemble de ce processus qui va de la vision au jugement en passant par l'expérience, Orleans choisit la « symbolisation ». Mais, dix ans plus tard, les symboles se retrouvent plus classiquement comptés parmi les représentations, dans le chapitre que Ray Francis consacre aux « Symboles, images et organisation sociale en sociologie urbaine » (1983) : « perceptions, symboles et images [...] en tant que représentations sont un aspect intégral de plus larges modèles [*patterns*] de pensée, de connaissance et d'organisation » et sont considérés comme « centraux pour comprendre la vie de la ville » (p.139).

Dans ce chapitre, nous avons tâché de reconstituer une généalogie pluridisciplinaire de la notion de représentation (dont les ancêtres seraient l'histoire des mythes puis la sémiologie). Cela nous a montré que l'émergence de cette notion dans l'analyse de l'espace ou du milieu a été accompagnée par celles d'autres importantes notions (le signe, la perception, le vécu, la pratique). Dès le début des années 1970, des géographes ont engagé sur ces questions des dialogues aux destins variés avec d'autres disciplines : la problématique de la perception ne paraît pas avoir donné lieu à des échanges durables avec la psychologie, alors que l'influence de l'anthropologie et de la sémiologie s'est maintenue plus constante. Il semble indubitable que les échanges les plus nourris s'observent avec la sociologie, en particulier grâce à l'incorporation de la problématique des pratiques et de leurs motivations, qui a abouti à l'individualisation de la géographie culturelle, comme nous allons le voir dans le chapitre suivant.

² « to assume that its symbolic representation is equivalent for all of its residents. This is especially dangerous if the perceptions of middle-class analysts are taken as representative of the population at large » (Orleans, 1973 : 129).

CHAPITRE 5. LA GEOGRAPHIE ET LES REPRESENTATIONS

Pratiques sociales et géographie culturelle

Dans mon corpus de références, comme il a déjà été indiqué, une partie de l'évolution de la géographie à partir des années 1970 est subordonnée aux influences de la sémiologie et de la sociologie, qui ont elles-mêmes acclimaté des notions venues de la philosophie, de la psychanalyse et de la linguistique. Les travaux des géographes qui vont nous intéresser ici se sont alors rangés sous les « chapeaux » de trois concepts que nous avons vu émerger : les pratiques, l'espace vécu et les représentations. La « géographie de la perception » semble ne pas avoir passé la fin des années 1970, malgré quelques travaux originaux récents (signalés dans Collignon 1998) sur les goûts et les odeurs. Pourquoi ? Je fais l'hypothèse que la discipline a rencontré là un obstacle épistémologique, que les géographes n'ont pas pu ou voulu franchir : celui de l'individu. En effet, par contraste avec l'attention portée aux pratiques sociales, l'individu et son échelle (celle du corps, de l'intimité, du foyer, des actes de la vie quotidienne) semblent avoir été généralement « hors-champ » en géographie. Or, l'étude de la perception dirige nécessairement les observations sur les relations du corps à l'environnement, sur la question de l'identification de la personne et celle de la conscience, comme nous le verrons dans la troisième partie. La géographie des années 1970 se voulait « nouvelle », en rupture de ban avec la géographie descriptive dite « classique » (Claval, 1995b). L'enjeu était alors d'être intégré au sein des « sciences sociales » aux côtés de l'histoire et de la sociologie, les disciplines qui dominaient les débats académiques ou publics. Je me demande si l'on ne pourrait pas trouver là une des raisons pour lesquelles les problèmes de la perception et de la relation individuelle et corporelle à l'environnement furent entièrement laissés à la psychologie et à la phénoménologie, tandis que la géographie se concentrait sur les phénomènes de masse.

La géographie des pratiques sociales (et non pas individuelles) de l'espace, clairement inspirée par la sociologie, est représentée dans le corpus par l'ouvrage de Michel-Jean Bertrand, *Pratiques de la ville* (1978) et par celui de Xavier Piolle sur *Les citadins et leur ville* (1979). Pour le premier, les pratiques sont déterminées par les images plus que par les « réalités » : « le centre ville attire moins par ce qu'il offre réellement que par ce qu'il signifie! Il n'est ni une donnée objective, ni un espace homogène, il se modèle à partir d'une image

fondée sur l'expérience et la perception, voire l'imaginaire ; on attend plus de lui que ce qu'il peut donner et, même sous-équipé, il est en général sur-pratiqué » (Bertrand 1978 : 165-166). On voit donc que l'image, comme chez Ledrut, est trompeuse, et engage les usagers à « sur-pratiquer » des lieux qui ne semblent pas le mériter. En revanche, le travail de Piolle sur la relation des citadins à leur ville expose clairement que pratiques et représentations de l'espace urbain sont mutuellement déterminées. De même, la « géographie des représentations », telle que Antoine Bailly en fait le bilan en 1985, accorde un statut de réalité fonctionnelle aux pratiques, aux côtés de la symbolique et de la perception (l'aspect « structurel » chez Bailly) :

il faut, dit-il, « concevoir tout espace mental comme organisé en fonction de trois aspects : structurel, fonctionnel et symbolique. L'aspect structurel correspond à l'organisation d'un réseau d'axes, de repères et de limites par un individu pour qu'il puisse se déplacer et se positionner. L'aspect fonctionnel est lié à la pratique de cet espace [...]. Quant à l'aspect symbolique [...], il résulte du caractère relationnel de la représentation et de la variété des expériences spatiales individuelles » (p.203).

Les pratiques, parfois appelées usages, apparaissent alors comme un des niveaux incontournables de « réalité » dans les travaux des géographes, à la manière dont le « vécu » était invoqué à l'appui des interprétations de Barthes et Ledrut. Une fois qu'elles sont établies comme une réalité qui sert de témoin de contrôle ou garant de vérité du discours scientifique, le débat porte plutôt sur leur dépendance. Pour les uns, les pratiques, « spatiales » ou « territoriales », sont « conditionnées » par les « valeurs et systèmes de valeurs » ou « résultent » de l'imaginaire individuel et social (*Espaces vécus et civilisations*, 1982 : 23 ; cf. Bailly 1985 : 203) ; Robert Ferras demandait de prendre en compte « toutes les pratiques suggérées, proposées, infléchies, imposées ; tous les rapports entre une ville et ses usagers » (1990 : 17). Pour les autres, ce sont plutôt les lieux qui sont « déterminés », « identifiés » ou « définis » par les pratiques (Maximy 1985 : 191 ; J.P. Lévy 1987 : 96 ; Pinchemel 1988 : 408) ; Roger Brunet résumait cela en disant que, « dans ses représentations comme dans ses éléments matériels, le paysage est d'abord le produit de la praxis, d'une pratique exercée sur le monde physique, entre la simple retouche et l'artefact intégral » (1990b : 28).

Pour rendre compte de l'importance accordée aux systèmes de valeurs, la géographie dite « culturelle » commence à se former comme une tendance à la suite des débats sur la perception et la sémiologie qui agitent la discipline dans les années 1970. Dans les *Cahiers de géographie du Québec* (1977), Marcel Bélanger évoquait « une géographie qui voudrait intégrer l'analyse culturelle à son objet » et pour laquelle « l'étude de la « perception de l'environnement » [...] introduit la possibilité d'une géographie culturelle dont l'objet serait

d'abord celui des valeurs et des représentations, à l'origine des formes de l'environnement » (p.118). En 1981, la revue *L'espace géographique* publie à son tour un numéro thématique sur « L'approche culturelle en géographie ». En 1987, Paul Claval et ses collaborateurs créent le « Laboratoire Espace et Culture » à l'Université de Paris-4. En 1992, ils fédèrent des géographes d'autres universités, du CNRS, de l'ORSTOM et de l'EHESS pour lancer la revue *Géographie et cultures* (éditions L'Harmattan). L'émergence académique de ce courant de la géographie semble achevée avec la publication du premier manuel de *Géographie culturelle* (Claval, 1995a).

L'expression « géographie culturelle » s'est imposée au détriment d'autres appellations, qui cherchaient à cerner un champ de préoccupation plus étroit. L'un des plus actifs promoteurs de la géographie des représentations, Antoine Bailly (cf. 1984, 1985, 1992), essaya également d'acclimater le concept de « géographie humaniste ». Dans *L'humanisme en géographie* (Bailly & Scariati, 1990), il traduisait ainsi le terme « humanistic geography » qui désignait les efforts faits par des collègues anglo-saxons pour insérer le champ des croyances et des valeurs dans une production scientifique dominée par la géographie « radicale ». Celle-ci accordait alors l'essentiel de son attention aux mécanismes spatiaux de la domination sociale (cf. par exemple David Harvey, *Social Justice and the city*, 1973). Il s'agissait bien pour les auteurs d'expression anglaise d'introduire la « culture » dans les schémas explicatifs :

« On a créé un problème majeur en assignant trop de pouvoir explicatif à des concepts comme 'le marché' ou 'le mode de production', alors qu'on n'accordait pas assez d'attention aux actions humaines et aux attitudes, aux valeurs et aux croyances liées à ces actions » (Agnew & alii 1984 : préface).

Mais, entre le français et l'anglais, « culturel » et « humain » se sont croisés : quand Wilbur Zelinsky publie en 1973 *The cultural geography of the United States*, c'est bien un manuel de ce qu'on appelle en France « Géographie humaine ». En revanche, quand les auteurs de *The Human Experience of Space and Place* (Buttimer & Seamon, 1980) invoquent une « Human geography », c'est de « l'expérience humaine de l'espace et du lieu » qu'ils parlent, dans la lignée de Yi-Fu Tuan, dont l'essai fondateur de 1977 avait porté sur « la perspective de l'expérience ». Pour tous ces auteurs, la place que les Français accordent aux pratiques revient généralement à « l'expérience », tandis que celle des représentations revient aux « symboles », comme le résume le titre de l'ouvrage collectif *Place : experience and symbol* (Richardson 1984). La géographie « culturelle » française apparaît donc comme ce qui correspond à la géographie « humaine » ou « humaniste » des Anglo-saxons (avec les différences que nous avons relevées sur l'emphase portée sur les représentations par les uns et

sur l'expérience par les autres). Cela traduit un relatif abandon, propre à la géographie française, de l'étude de la perception, qui engageait davantage à se préoccuper de l'expérience et du comportement des individus.

Ainsi, dans son étude sur les « territoires comportementaux de l'homme », Torsten Malmberg évoquait « la forte influence de la vision sur la perception de l'espace et du reste » et le fait que « l'espace physique n'est pas le même que l'espace de vie [*life space*] expérimenté par chaque espèce animale d'une façon spécifique et, au moins chez les humains, individuelle » (1980 : 5). A l'inverse, les géographes « culturels » se sont intéressés au territoire en tant qu'il est représenté ou représentation (ce qui reprend la dichotomie signifié/signifiant). La perception ou l'expérience ne sont pas mis en avant par Joël Bonnemaïson, pour qui « l'espace géographique ne peut être séparé de la nature ou des rapports de force politiques ou économiques qui l'orientent et le façonnent, pas plus du reste que de la culture qui le perçoit à travers le prisme de ses représentations et de ses symboles » (1984 : 351). Chez Claval, on retrouve la même emphase sur les représentations :

« L'appréhension du monde et de la société se fait à travers les sens [...]. La sensation n'est jamais pure : l'individu vit dans une société, utilise un vocabulaire de formes et de couleurs qui prédéterminent ce qu'il ressent ; il perçoit le monde à travers les grilles de lecture qu'il a reçues. [...] La culture fait ainsi passer des uns aux autres des représentations collectives » (1995a : 61).

Il faut noter que la perception n'est évoquée ici qu'à « travers les grilles » ; on passe de la sensation individuelle –qui est un processus– à la représentation collective –qui est un objet. Cet objet est devenu celui que la géographie culturelle a privilégié par dessus tout, le concept-clé semblant demeurer celui de représentation au travers des changements de dénomination depuis la géographie de la perception et de l'espace vécu.

De la phénoménologie à la cognition

Bien que la « géographie phénoménologique » ne semble pas constituer un courant structuré, on peut l'individualiser au sein de la géographie culturelle par l'intérêt qu'elle porte à des questions soulevées traditionnellement par la philosophie, et en particulier la phénoménologie : qu'est-ce qu'être au monde ? Quelle place a la conscience dans notre relation au monde, et, inversement, quel rôle joue le monde dans notre conscience ? La géographie phénoménologique engage donc l'attention vers l'individu, et conserve l'intérêt pour la perception. Le destin de l'ouvrage d'Éric Dardel, *L'Homme et la terre* (1952), semble

à cet égard révélateur des cheminements différenciés des concepts selon les pays et les clivages disciplinaires. Le géographe Dardel est présenté comme fortement influencé par les recherches philosophiques et ethnologiques de son époque (R. Brunet, qui considère que son œuvre n'est qu'un « assez plat résumé des cours de Heidegger », n'y voit qu'un « prétexte » pour géographes évaporés ; 1990b : 268). Lors de sa première publication en France, l'ouvrage de Dardel n'aurait rencontré alors aucun écho en France, mais il se trouve « abondamment cité » dans les années 1970 par les géographes anglo-saxons (Pinchemel 1990 : 181 ; cf. Claval 1995a : 39). En 1986, il est réédité en italien par Clara Copeta, accompagné des contributions, entre autres, de géographes britannique (A. Buttimer), suisses (B. Lévy, J.B. Racine, C. Raffestin) et français (J.P. Ferrier). C'est finalement en 1990 qu'il est réédité en français par Philippe Pinchemel et se retrouve, à partir de là, dans la bibliographie de nombreux auteurs.

Il semble que la lecture de Dardel a contribué à réintroduire, dans le débat géographique français, la relation de la conscience à la perception du monde, qui préoccupe aujourd'hui les sciences cognitives. Il y a là une convergence d'intérêts qui se traduit par l'apparition, dans la géographie anglo-saxonne, de ce qu'on appelle en anglais la « géographie cognitive », qui succède à la géographie dite humaniste ou culturelle. Dans son article sur « Géographie phénoménologique et sciences cognitives », Clara Copeta (1994) montre le lien qui existe entre la phénoménologie de Heidegger et celle de Dardel et indique le changement de perspective qui se produit avec la naissance des sciences cognitives et avec l'incorporation du sujet dans la géographie. Sa bibliographie révèle par ailleurs l'existence d'une véritable géographie phénoménologique en Italie, produisant de nombreuses références au cours des années 1980. En France, c'est sans doute l'œuvre d'Augustin Berque qui représente le mieux le « développement de la géographie dans la perspective de la phénoménologie herméneutique », comme il le dit lui-même (1996 : 188) en invoquant, outre Dardel, Heidegger et Yi-Fu Tuan déjà cités, mais aussi le philosophe japonais Watsuji. A. Berque maintient son intérêt pour la perception, que l'on peut

« interpréter comme une congruence du particulier et du général. Si les choses étaient absolument particulières, notre cerveau ne les reconnaîtrait jamais, et le monde n'aurait pas de sens. Pour que le monde ait un sens, il est nécessaire que chaque chose particulière reflète en elle le général ; et pour que l'ensemble pratiquement infini des choses ait le sens d'un monde, il est nécessaire que cet ensemble infini se reflète dans la conscience de chacun d'entre nous » (*idem* : 178).

Les mentions du cerveau et de la conscience (qui implique le sujet individuel) démarquent cette approche de la plupart des travaux qui se réclament de la géographie des représentations, à propos desquelles Berque préfère parler de « systèmes symboliques » (*idem* : 179). En règle générale, l'approche de Berque est caractérisée par un refus de considérer les objets en soi, qu'il s'agisse des configurations spatiales ou des représentations qui en sont faites : par exemple, il oppose la « chimère Subjectivore » à la « chimère Objectivore », laquelle « réduit l'objet aux représentations du sujet ; elle réduit le physique au phénoménal » (Berque, 1990 : 52) ; il préfère s'intéresser au système d'interrelations et d'interactions entre le sujet et le milieu plutôt qu'aux phénomènes dans lesquels ce système est objectivé.

Les divergences sur la nature et la fonction des représentations

On voit que les relations généalogiques et épistémologiques entre géographie « de la perception », « des représentations », « culturelle » ou « phénoménologique » sont loin d'être simples : les conceptions de ce qu'est la perception, la représentation, l'espace, le sujet ou l'objet varient considérablement d'un auteur à l'autre. La « géographie culturelle » sert actuellement de large chapeau, qui couvre un ensemble composite, voire contradictoire, de recherches. On peut en trouver l'illustration aussi bien dans la variété de ce qui est publié par la revue *Géographie et cultures* que dans les définitions hétéroclites faites de la « géographie culturelle » par ceux qui se situent eux-mêmes en dehors. Ainsi, un manuel destiné aux étudiants débutants leur propose-t-il de combiner deux grands types d'explication géographique :

« la géographie [...] combine deux grands types de relations explicatives : celles qui interprètent la variété du monde par la diversité des milieux naturels proposés à l'action humaine, ainsi que par l'inégalité des savoir-faire techniques et la diversité des cultures appliquées à la transformation de ces milieux (relations 'verticales' entre les sociétés et la région du monde où elles sont localisées) ; celles qui rendent compte des disparités observées à partir de relations 'horizontales' entre les lieux qui sont déterminées par la manière dont les sociétés produisent de l'espace géographique, en fonction de leurs caractéristiques anthropologiques, des formes de leurs organisations sociales et de l'état des techniques dont elles disposent. [...] la première orientation était surtout celle de la géographie dite 'classique' [...]. Aujourd'hui, elle est au centre des préoccupations d'une géographie dite 'culturelle', ou encore de certains travaux

relatifs à l'environnement. La seconde constitue ce que l'on appelle encore l'analyse spatiale » (Pumain & Saint-Julien, 1997 : 5).

Ce partage du monde géographique français pose plusieurs problèmes. D'une part, il ne localise pas explicitement certains courants pourtant extrêmement productifs, comme la géopolitique illustrée par Yves Lacoste (1993, 1996) et par la revue *Hérodote*, probablement rangés d'office sous le chapeau « culturel ». D'autre part, le partage opéré entre étude des relations « verticales » et étude des relations « horizontales », fait apparaître la relation au milieu « naturel » du côté de la géographie « dite culturelle » et comme un problème qui relèverait d'une démarche « idiographique », alors que les « caractéristiques anthropologiques » relèveraient de l'approche « nomothétique et modélisante » de l'analyse spatiale. Il semble que les auteurs élargissent le champ de l'analyse spatiale à la totalité des relations qui structurent l'écoumène, comme pour échapper au réductionnisme que leur reprochent ceux qui ne voient dans l'analyse spatiale rien d'autre que de la géographie « quantitative » : « dans ces courants technocratiques de la géographie [...] on prétend établir les 'lois de l'espace' pour justifier, soi-disant scientifiquement, des représentations qui réduisent à des formes géométriques les complexes configurations géographiques » (Lacoste, 1993 : 680).

Mon objectif n'est pas ici d'utiliser leurs textes pour dresser des auteurs les uns contre les autres, mais au contraire de montrer qu'au-delà des différences, il apparaît finalement que la notion de représentation est elle-même omniprésente, quelque que soit le courant dans lequel les travaux se rangent ou sont rangés. Ainsi, le manuel d'analyse spatiale de Pumain et Saint-Julien offre une suggestive présentation de la notion de distance selon les représentations qui lui sont associées :

« La distance entre deux lieux est toujours définie comme le plus court intervalle à parcourir pour se rendre d'un lieu à un autre. Pour l'individu, elle a la signification d'une séparation, sa représentation implique une information préalable ou une conjecture sur le lieu de destination, son franchissement nécessite un effort, une dépense d'énergie. Mais la distance n'a pas que des connotations de difficultés, elle est aussi ce qui permet d'espacer, de maintenir éloigné, et aussi de voyager » (Pumain & Saint-Julien, 1997 : 26).

Cela fait de la distance une réalité à la fois objective et subjective, ce que les auteurs expriment par la « distance réelle » et la « distance perçue ». La première est la distance « géographique » ou « physique », qui vérifie très imparfaitement les propriétés de la distance mathématique (définie comme non nulle, non négative, symétrique et vérifiant l'inégalité

triangulaire) : la distance géographique n'est pas symétrique –car « l'espace géographique n'est pas isotrope et n'a pas les mêmes propriétés dans toutes les directions » (*idem*)– et elle ne vérifie pas l'inégalité triangulaire (le chemin le plus direct n'est pas forcément le plus court), mais elle demeure non nulle. La « distance perçue », de son côté, est « révélée par les comportements » et mesurée en terme de « possibilités de contact, d'information sur les lieux ou de familiarité avec les personnes et les activités présentes dans ces lieux » (p.28). La seconde est la représentation de la première : « la distance perçue fait partie des *distances cognitives* (autrefois appelées distances mentales) qui traduisent des représentations psychologiques, individuelles ou collectives, des distances topographiques » (*idem*).

Avec cet exemple, on voit que Pumain et Saint-Julien ne dénie pas la réalité des phénomènes « culturels », mais qu'elles les subordonnent aux phénomènes « physiques » : cette subordination est assurée par le processus de représentation, qui est donc extrêmement fonctionnel pour nos auteures. La chaîne explicative de la relation sujet-objet s'établit ici comme suit : le comportement du sujet révèle la représentation qu'il se fait de la distance, représentation qui est une interprétation de la distance réelle. Cela engage à penser que la distance physique est le fondement sur lequel se construit la représentation, qui détermine elle-même le comportement. En somme, cela inverse la chaîne causale que propose de son côté Yves Lacoste, tout en maintenant la place centrale de la représentation : « en géographie, tout est affaire de sentiments ou, pour le dire autrement, de représentations. 'Géo-graphier', c'est dessiner, décrire et 'se' représenter la Terre. Mais dans quel but ? D'abord pour imaginer ce que l'on pourrait entreprendre sur ce territoire [...]. Tout cela n'est pas étranger à la question du pouvoir et de l'action » (Lacoste 1996 : 42).

Y. Lacoste fait ainsi des représentations le moteur de l'organisation et de la production de l'espace ou du territoire, ce qui les convertit *ipso facto* en objet privilégié de la géopolitique en particulier et de la géographie en général :

« Puisque la géopolitique, en tant que démarche scientifique, a pour objet l'étude des rivalités territoriales de pouvoirs et leurs répercussions dans l'opinion, et puisque c'est par l'intermédiaire de représentations que l'on peut comprendre l'intérêt stratégique ou la valeur symbolique de ces territoires [...], il est nécessaire de mettre en œuvre les méthodes et les raisonnements d'un savoir scientifique qui est justement spécialisé – d'où son nom- dans la construction et l'analyse des représentations d'espaces et de territoires : la géographie » (1993 : 30).

Parmi les auteurs du corpus qui reconnaissent explicitement ou implicitement la boucle de rétroaction qui lie le sujet-acteur (ou l'humanité) et l'espace (ou l'environnement), rares sont ceux qui tentent d'intégrer à la démonstration l'interaction entre le « factuel » et l'« idéal » (mutuellement « empreintes et matrices » l'un de l'autre chez Berque 1990 : 44) ou entre la « structure » et l'« aléa » ou le « libre-arbitre » (Pumain 1993 : 282). Souvent, au contraire, les raisonnements hésitent entre les deux déterminismes : celui qui fait des représentations et des comportements une adaptation du sujet à son environnement et celui qui fait de l'espace géographique le produit des agissements et des conceptions de l'acteur. Pour Robert Ferras, le comportement « découle » de représentations-archétypes « venues d'ailleurs » (?) et d'une perception de la « réalité » du milieu comme « cadre de vie du quotidien » et « support d'une activité » (1990 : 35). Dans *Les mots de la géographie*, la représentation des espaces apparaît comme « une affaire individuelle, mais plus ou moins déterminée par les cultures, les informations, voire les mythes et les représentations collectives ; ou des réalités plus triviales [...]. Elle est plus ou moins décalée par rapport au réel, en raison des biais individuels et sociaux » (Brunet et alii, 1992 : 387). La double détermination des représentations, par les cultures d'un côté et par des réalités plus triviales (lesquelles ?) de l'autre implique le décalage « par rapport au réel » : on peut supposer que la détermination seulement par les « réalités » n'aboutirait pas à un tel décalage. Il semble ici que les représentations sont l'équivalent des superstructures idéologiques dont parlait Ledrut (1976), pour qui elles masquaient la réalité aux yeux des individus.

L'ambiguïté de l'image et de l'imaginaire

La mention de Ledrut ramène notre attention sur un point précis : bien qu'il semble établi que la notion de représentation est devenue fondamentale pour les recherches et réflexions, certains travaux ont préféré mettre en avant le terme d'image. Outre *Les images de la ville* de Ledrut (1973), nous l'avons vu apparaître dans *Images et symboles* (Eliade 1952), dans *The Image of the City* (Lynch 1960) et dans *La guerre des images* (Gruzinski, 1990). Plus récemment, il a été choisi de façon concomitante par deux géographes qui ignoraient alors mutuellement leur existence : l'année même où Michel Lussault publiait sa thèse sous le titre *Tours. Images de la ville et politique urbaine* (1993), je publiais la mienne (O1993), dont le sous-titre original était : *Usages et images du centre historique de Mexico* (T1992). Est-ce à dire qu'« image » est un concept individualisé scientifiquement, qui signale une orientation particulière de recherche ? Nous allons voir qu'il n'en est rien.

Dans le sens commun, l'image oscille constamment entre la représentation visuelle de quelque chose (comme dans : « Papa, je t'ai dessiné l'image d'un footballeur ») et sa représentation non visuelle au sens le plus large (comme dans : « avoir une mauvaise –ou une bonne– image du football »). D'après le *Grand Robert* (1997), l'image a eu ce double sens dès l'origine, puisque le latin *imago* renvoyait autant au « portrait d'un mort » qu'à son « ombre » ou son « apologue » : l'image peut donc être, en même temps ou séparément, icône et idée, pour se référer à la dichotomie grecque. Dès que le mot est attesté en français (1160), il a cette double dimension, puisqu'il désigne aussi bien une « apparition en rêve » que la reproduction d'une forme sensible au moyen des arts graphiques et plastiques ou le reflet dans un miroir. Bref, selon l'usage que l'on fait du terme, l'image peut désigner une représentation analogique accessible par la vue aussi bien que n'importe quelle représentation accessible par l'esprit. Les dictionnaires des géographes ne manquent d'ailleurs pas de renvoyer, très brièvement cependant, à la dimension iconique de l'image : « **Illustration.** Image ou ensemble d'images qui accompagne un texte [...]. **Image.** 1. L'image (latin *imago, qui imite*) est d'abord la reproduction ou la représentation d'un objet » (Brunet et alii, 1992 : 247-248) ; le terme 'représentation' « fait référence d'une part à l'**image**, au dessin, à la carte du territoire-enjeu, d'autre part au **théâtre** » (Lacoste 1993 : 1275 ; emphase par lui). Et, quand Lynch (1960) parlait de l'image de la cité, nous avons vu que c'était bien les modalités de sa perception visuelle qu'il voulait étudier. De son côté, l'étude de Gruzinski sur *La guerre des images* (1990) est effectivement une analyse des productions iconographiques ou iconiques européennes et amérindiennes (mésos-américaines) et du jeu d'influences mutuelles qui a nourri l'imaginaire syncrétique du baroque mexicain et hispano-américain.

Mais, dans la majorité des cas, « image » est considéré au sens large, et sa dimension iconique est, sinon abandonnée, du moins subordonnée : « La magie régionale du Vermont s'appuie sur une image bâtie qui se compose d'éléments plus symboliques que visuels » (Gade 1977 : 237). Pour A. Bailly, le rôle de la vision dans la formation de l'image n'apparaît qu'implicitement à travers la perception :

« les images mentales sont des représentations utilisant des informations conceptuelles (abstraites) et l'expérience perceptive directe. Elles sont à la fois issues de la mémoire et de la perception. De telles images ont deux fonctions : -référentielle pour reconstruire les perceptions, -élaborative pour organiser des relations nouvelles ou des expériences antérieures » (Bailly 1984 : 134).

Dans la plupart des cas, « image » est tout bonnement un synonyme de « représentation ». La confusion des termes apparaît dans les textes que nous avons cités de géographes (Frémont

1976 : 82 ; Bertrand 1978 : 165 ; Pinchemel 1988 : 197 ; Brunet 1990b : 22), mais aussi de sémiologues (Barthes 1971 : 12), d'historiens (Choay 1965 : 73 ; Chartier 1989 : 1515) et de sociologues (Ledrut 1973 : 14-ss., 1976 : 258 ; Bourdin 1984 : 124). Robert Ferras est très explicite à ce sujet : « *Praesens* c'est le présent, *repraesentare* c'est rendre présent quelque chose ; à partir de là, on ne peut qu'accumuler une gerbe de synonymes : présentation, exhibition, description, évocation, figuration, illustration, image, portrait, tableau, spectacle, comédie, mais aussi symbole, allégorie ou emblème, ou encore figure, croquis, dessin, schéma, plan et carte » (Ferras 1990 : 11).

Dans ce contexte, pouvons-nous identifier les raisons pour lesquelles Lussault a privilégié le terme « image » ? Dans un premier temps, il explique pourquoi il n'a pas rangé son travail sous la bannière de la géographie de la perception, reprochant à ses prédécesseurs de s'être souvent « contenté de greffer artificiellement sur des problématiques inchangées quelques développements au sujet de la 'perception' » (Lussault 1993 : 9). Cela n'invalide pas le concept, mais plutôt la rigueur de ceux qui l'ont utilisé. Mais, en outre, il considère que de tels travaux n'ont abouti qu'à déduire des représentations collectives « par accumulation » de représentations individuelles. Or, pour la géographie, « les données pertinentes concernent moins la 'dimension psychologique' de l'imaginaire, ce substratum des représentations, que son investissement, ses formes et ses fonctions dans le monde social » (*idem*). On le voit, la perception et l'individu relèvent de la psychologie, ce qui justifie que le géographe réserve son attention à l'inscription de « l'imaginaire » dans le monde social : « l'image » de Lussault, manifestation de cet imaginaire, est à la fois un « synonyme de représentation » en tant que processus cognitif et un « corpus formé par l'incrémentation de toutes les représentations –textuelles ou iconiques » d'un espace donné (*idem*).

Un double paradoxe apparaît quand Lussault précise que l'analyse ne porte pas sur les images iconiques (p.287). D'une part, il manque l'analyse qui permettrait d'envisager ce que produit sur l'imaginaire global l'exclusion de sa dimension iconique. Cette exclusion est justifiée par le refus de conduire un travail « d'inspiration très sémiologique » qui étudierait « la logique formelle de l'image » iconique, alors que la perspective « géographique » de l'auteur est d'étudier « la signification de la représentation sociale d'un lieu en lui-même et à l'intérieur d'un ensemble » (*idem*). C'est pourtant la sémiologie qui a permis, comme nous l'avons vu, d'introduire en géographie l'idée que l'espace ou sa représentation pouvaient être signifiants. D'autre part, l'exclusion des représentations iconiques réduit le corpus à étudier aux représentations verbales, qui se trouvent être l'objet propre de la sémiologie, bien plus

que l'image iconique. La conceptualisation de l'image comme purement verbale apparaît d'ailleurs explicitement dans la définition du territoire, lequel

« constitue, avant tout, *'un produit de l'imaginaire humain (...) une reproduction du réel'* [...]. Cela explique, notamment, qu'on puisse 'appartenir' à de nombreux territoires sans les avoir jamais pratiqués physiquement, mais auxquels on adhère par l'idée, grâce à l'image - lato sensu [...]. Le territoire, la territorialité sont donc des domaines du verbe. On en parle autant –plus, bien souvent– qu'on y marche » (Lussault 1993 : 288).

« L'image – *lato sensu* », idéelle ou verbale, n'inclut donc pas l'image *stricto sensu*, c'est-à-dire la représentation iconique. Le concept clé de la démonstration de Lussault est bien la représentation, qu'il a explicitement réduit aux discours verbaux (dont il fait une analyse extrêmement puissante) ; seul le choix du terme « image », dont il évacue la polysémie, s'avère malheureux, malgré ses efforts pour le justifier (*idem* : 351). L'objet d'étude s'avère finalement être, non l'image, mais *l'imaginaire* de la ville, une « structure complexe de représentations », lesquelles sont des « schémas explicatifs » qui naissent « de la dialectique permanente de l'idéal et du matériel. » (*idem* : 350). Dans un texte ultérieur, Lussault (1998) est revenu lui-même sur les particularités et le pouvoir des représentations iconiques, dans une démonstration d'autant plus éclairante qu'elle est juxtaposée au discours typiquement demiurgique d'un architecte confiant dans la force de conviction de son dessin.

Dans les *Images de la ville* de Ledrut, apparaissent déjà l'ambiguïté du terme « image » ; les hésitations entre ce terme, « représentation » et « imaginaire » ; et l'interprétation qui favorise l'expression verbale au détriment de l'image visuelle :

« Pas d'Image en tout cas qui puisse être une pure représentation. L'Image toujours est émotion [...]. L'Image inclut nécessairement la valeur et les valeurs de son objet. Elle est plus ou moins puissante, plus ou moins contraignante ; elle ne peut être entièrement démunie de pouvoirs sur la sensibilité et par là, sur les conduites des hommes. L'image de la ville exprime moins la ville qu'un rapport global de l'homme à la ville. La ville 'simulée' n'est pas la ville en soi, comme pur objet. Nous sommes dans l'imaginaire » (Ledrut 1973 : 21-22).

Dans ma thèse, j'ai moi-même utilisé tous ces termes sans me préoccuper de confusions éventuelles du même genre que celles que nous avons relevées jusqu'ici chez différents auteurs. Toutes les critiques que j'adresse à Lussault sont donc valables à mon égard. Les « images » du titre de ma thèse étaient dans mon esprit synonymes de « représentations », tout comme les « usages » l'étaient de « pratiques » ; en outre, mon

corpus d'analyse était essentiellement textuel. J'ai appelé « complexe imaginaire » le corpus des représentations articulées autour d'un espace donné, sans développer ce que pouvait impliquer « imaginaire ». J'ai d'ailleurs assimilé image, imagerie et imaginaire. Sans l'avoir soigneusement expliqué, j'ai distingué, au sein des « images » constituées par l'ensemble des représentations (volontaires et involontaires), les « discours », en tant que représentations volontaires de l'espace y compris des images iconiques (que j'ai appelées « discours iconographiques »). Je n'ai pas explicité la différence entre « la » représentation comme processus et « les » représentations comme objets matérialisés dans des textes ou des images iconiques.

La notion d'imaginaire, qui a été l'objet d'intenses réflexions et débats, appellerait à davantage de développements, en s'appuyant sur des œuvres comme celles de Louis Marin ou Cornélius Castoriadis. Pour ce dernier, par exemple, la vie en société passe par le refoulement dans l'inconscient de l'individu d'une « partie des créations de l'imagination radicale » (1998 : 23). De son côté, le philosophe Paul Ricœur (1998) semble distinguer, au sein de l'ensemble englobant des représentations (qu'il évoque essentiellement sous la forme des « récits »), l'imaginaire (auquel nous demanderions de créer, non de reproduire) de la mémoire (à laquelle nous demanderions au contraire de reproduire fidèlement). On voit donc que selon les auteurs, l'imaginaire est ce qui va englober et articuler toutes les représentations (c'est le sens que je donne à « complexe imaginaire »), y compris les remémorations, alors que pour d'autres il renvoie plutôt à l'imagination créatrice opposée à la reproduction fidèle. Cela n'empêche pas de repérer, dans l'une et l'autre catégorisations, que manipuler les représentations constitue l'un des instruments essentiels d'exercice d'un pouvoir. Pour cette raison, Ricœur appelle à se garder des « abus de la mémoire », parmi lesquels il compte toute commémoration institutionnelle, officielle et/ou médiatique, parce qu'elles vont à l'encontre du travail de souvenir. Celui-ci doit être considéré comme un travail de deuil visant à éviter la « répétition » et la « hantise » (pour lui, « la tradition est le droit à continuer de ce qui a longtemps été », et nombre d'abus sont commis en son nom).

Retenons que la définition de Ricœur permet de rappeler la fonction créatrice, sinon fictionnelle, de l'imaginaire (en tant qu'imagination), pour distinguer celui-ci des autres modes de représentation (d'évocation de la présence en l'absence). En outre, l'intérêt de Ricœur pour les abus de la mémoire ramène notre attention sur la manipulation des représentations et sur leur utilisation dans l'exercice d'un pouvoir, comme nous allons le voir maintenant.

Le pouvoir du discours sur le monde

L'un des derniers champs conceptuels dont il est requis d'esquisser une analyse au sein de notre corpus de références est celui du « discours » : comme nous l'avons vu pour Lussault et moi-même, nombres d'auteurs évoquent ainsi volontiers les représentations dites discursives, textuelles, verbales ou langagières. Dans le champ des relations entre l'humain et son milieu, la problématique du discours introduit une ambiguïté spécifique, qui est le problème que les sémiologues de l'espace et les cognitivistes essayent de résoudre : une fois postulé que l'espace est signifiant, peut-on y voir un système de signes spécifique qui fonctionnerait sous une autre forme que le langage verbal (écrit ou oral), ou bien ne s'agit-il que d'une projection des règles langagières sur l'environnement ? Le débat porte même aujourd'hui sur la structure de l'activité du cerveau, étant donné que certaines théories font du langage la manifestation essentielle de l'esprit et de son fonctionnement (cf. Damasio 1997). Claude Lévi-Strauss pensait ainsi que « la sémantique est le monde réel, mais ce n'est pas le monde tel qu'il existe en dehors d'une conscience, c'est le monde catégorisé par une pensée, selon des catégories qui ne sont pas hétérogènes à celles du langage lui-même » (1983 : 213). D'autres considèrent que le langage n'est que l'un des modes de fonctionnement du cerveau (Houdé et *alii* 1998 : entre autres, p.206). Dans la psychologie sociale (Jodelet 1991) comme dans la sociologie de la connaissance (Bouvier 1998), on retrouve l'acceptation que les représentations ou les idées n'existent pas hors du langage et du discours.

Les conceptions des auteurs oscillent entre les deux positions, Roland Barthes jouant lui-même de l'ambiguïté à ce sujet, puisqu'il parle de la « nature infiniment métaphorique du discours urbain » (1970 : 13) et identifie sans le résoudre le problème scientifique que pose la métaphore du « langage de la ville » :

« La cité est un discours et ce discours est véritablement un langage : la ville parle à ses habitants, nous parlons notre ville, la ville où nous nous trouvons, simplement en l'habitant, en la parcourant, en la regardant. » (Barthes 1971 : 12).

Une vieille tradition considère la ville comme un « grand livre de pierre », selon l'expression de Victor Hugo dans *Notre-Dame de Paris* (Barthes 1971 : 13 ; la métaphore est reprise telle quelle dans J.P. Lévy 1987 : 308). Le sémioticien Greimas est revenu sur le problème de cette métaphore de la façon suivante :

« La conception sémiotique de la ville comme objet-message n'est pas exempte d'ambiguïtés. Nous sommes trop habitués à interpréter la communication en termes linguistiques pour ne pas avoir quelque peine à imaginer que le sens puisse être

communiqué sans intermédiaire des langues naturelles. [...] recevoir les messages spatiaux, ce n'est pas -ou pas seulement- les percevoir, c'est ce qu'on appelle [...] 'vivre' la ville [...]. Une telle interprétation de la signification des messages non linguistiques [...] exige que le sens 'primaire' de la ville ne soit confondu ni avec la pensée consciente ni avec les discours tenus sur la ville » (Greimas 1979 : 39).

Mais il ne résiste pas lui-même à la métaphore du « texte spatial premier », par rapport auquel « tous les discours sur l'espace sont toujours seconds » car l'espace n'a « pas besoin d'être parlé pour signifier » (*idem*, p.41-42). Cette ambiguïté irrésolue de la sémiologie de l'espace semble avoir orienté ceux qui s'y sont essayés dans deux directions.

Le discours du monde

D'un côté, il y a ceux qui explorent les implications de ce que nous appellerons l'hypothèse de l'espace-discours : ils analysent l'influence que l'espace exerce sur ceux qui le « liraient ». Ainsi, Kevin Lynch cède à la métaphore de la lecture de l'espace avant d'essayer de mettre au point une méthode pour étudier sa lisibilité sans se référer au modèle du langage : « Tout comme cette page imprimée, si elle est lisible, peut être visuellement appréhendée comme un assemblage organisé [*related pattern*] de symboles reconnaissables, de même une ville lisible serait celle dont les quartiers, les points de repère ou les cheminements sont facilement identifiables et intégrables dans un schéma [*pattern*] global » (Lynch 1960 : 3). De son côté, Ledrut (1976 : 188) se demande si la ville est un « système de signes du même type que le système de la mode [allusion à un ouvrage de R. Barthes] ou celui de la langue ». Sa réponse fait de la ville un « pseudo-texte » et un « pseudo sujet-parlant » (*idem* : 202) qui communique aux habitants les structures sociales dans lesquelles ils doivent s'insérer. Frémont (1976 : 115) adopte le même point de vue en considérant que ce que représente le lieu « doit se décrypter un peu comme un langage ». Raffestin (1977 : 125) identifie deux systèmes : « le langage du paysage est celui des formes et des fonctions alors que le langage de la territorialité est celui des relations ». Lussault (1993 : 288) est tenté de considérer que « les cheminements eux même sont créateurs de récits, comme l'a montré P. Sansot et sa poétique de la ville, ou M. De Certeau, qui, dans *L'invention du quotidien*, proposait même de considérer les parcours urbains comme des discours ».

Aux côtés de ceux qui, par métaphore ou non, se réfèrent à une sémiologie de l'espace sur le modèle langagier, certains, comme Vincent Berdoulay (1974 : 188), sont soucieux d'aborder « le problème de la perception sans faire appel à un modèle sémiologique à base

linguistique ». J'ai tenté, marginalement, d'ébaucher une analyse de cette sorte dans ma communication sur les « significations et appropriations du centre historique de Mexico » (C1991c), dans laquelle je montrais que la disposition de trois monuments du pouvoir mexicain dans le centre-ville créait un axe géographique qui reproduisait la structure tripartite du régime du Parti Révolutionnaire Institutionnel qui gère le pays depuis 70 ans.

Le discours sur le monde

D'un autre côté, des auteurs préfèrent analyser les discours *sur* le monde et leur capacité à produire le monde. C'est le cas des discours d'architectes et d'urbanistes : ils s'insèrent dans ce que Choay (1965 : 75) appelle des « modèles, qui sont, en fait, les projections rationalisées d'imaginaires collectifs ou individuels [et] se sont révélés des instruments d'action puissants [qui] ont exercé une influence corrosive sur les structures urbaines établies [et] ont contribué à définir et mettre en place certaines normes urbaines de base ». Pour Bourdieu, la langue « est sans doute le support par excellence du rêve de pouvoir absolu » à cause de « l'infinie capacité génératrice, mais aussi, originaire [...] que lui confère son pouvoir de produire à l'existence en produisant la représentation collectivement reconnue, et ainsi réalisée, de l'existence » (1982 : 21). Comme nous l'avons déjà vu, les anthropologues Paul-Lévy et Ségaud (1983 : 33) considèrent que le langage et la représentation sont des conditions nécessaires à l'émergence de la société. Enfin, pour l'historien des idées Tzvetan Todorov, « les discours sont, eux aussi, des événements, des moteurs de l'histoire, et non seulement ses représentations » (Todorov 1989 : 13 ; cf. aussi Chartier 1989). Production du monde, création de la société, moteur de l'histoire : la représentation, ici explicitement définie par le langage ou le discours, a un pouvoir, qui est celui que Lussault aussi bien que moi-même avons cherché à analyser par dessus tout, à la suite de nombreux autres. Ce pouvoir n'existe pas en soi, mais parce que des gens l'exercent ; cela fait entrer le pouvoir de représenter dans les luttes de pouvoir qui organisent les relations entre les individus et les groupes (les luttes de « classements » chez Bourdieu ou de « représentations » pour Chartier).

En partie sous l'influence des travaux de Michel Foucault, la question du pouvoir oriente certaines recherches géographiques à la fin des années 1970 : en témoigne en premier Yves Lacoste qui en 1976 crée *Hérodote. Revue de géopolitique et de géographie*. Suivent l'ouvrage collectif dirigé par Claude Bataillon sur *État, pouvoir et espace dans le Tiers-Monde* (1977), puis les manuels de Paul Claval (*Espace et pouvoir*, 1978) et de Claude Raffestin (*Pour une géographie du pouvoir*, 1980), ainsi que l'essai du juriste Paul Allières

(*L'invention du territoire*, 1980). Du côté anglo-saxon, Peter Taylor co-dirige l'ouvrage *Political studies from spatial perspectives* (1981), dans lequel Robert Sack fait le lien entre la géographie béhavioriste du territoire et la géographie radicale du pouvoir dans sa contribution sur les « bases territoriales du pouvoir ». En 1985, Taylor publie également un manuel de *Political Geography*. Dans le même temps se manifeste l'intérêt des anthropologues pour les dispositifs spatiaux qui accompagnent les formes d'organisation politique et d'exercice du pouvoir : l'essai de Benedict Anderson, *Imagined communities. Reflections on the origin and spread of nationalism* (1983) fait date ; en France, Marc Abelès (1987) donne un exemple du même intérêt. Chez les géographes, un remarquable exemple d'analyse de la problématique du pouvoir dans le champ des relations entre les humains et leur environnement est donné par *La dernière île* de Joël Bonnemaison (1986), tandis que les *Géographies du politique* de Jacques Lévy (1991) se préoccupent moins des relations aux lieux que des relations inter-humaines au sein d'ensembles géographiques qui semblent fondés de façon univoque par la volonté de certains groupes.

Comme naguère la perception ou le vécu, presque tout le monde invoque aujourd'hui, avec des degrés divers d'approfondissement, la représentation et le pouvoir. Il est probable que personne ne fait particulièrement de la géographie des représentations parce que tout le monde en fait généralement, tout en faisant, aussi, de la géographie du pouvoir. C'est pourquoi, entre autres conséquences, on ne peut faire de la « géographie culturelle » des années 1990 l'héritière exclusive de la « géographie des représentations » des années 1980, car la géopolitique, par exemple, en descend tout autant (tout en ayant aussi d'autres origines, que je ne saurais détailler) : Lacoste (1993 : 30) fait ainsi de la discipline géopolitique une étude de la géographie des représentations géopolitiques. De son côté, Roger Brunet a toujours accordé une place importante à la représentation dans ses réflexions, parce qu'il considère que la manipulation des représentations permet d'assurer des « conditionnements » et des dominations : « des stéréotypes puissants sont régulièrement produits par les moyens de communication de masse [...]. Au point que les acteurs les mieux armés de la société (gouvernements, firmes, groupes de pression, etc.) ont les moyens, en cas de 'trouble', de modifier les valeurs et les perceptions » (Brunet 1974b : 203).

Ces diverses conceptions, qui tendent à opposer les représentations et la réalité sociale, posent des problèmes particuliers sur la vérité et la relativité des points de vue, que nous allons aborder dans les pages qui suivent.

CHAPITRE 6. REPRESENTATION, REALITE ET RELATIVITE

Les rapports troubles de la réalité et de la vérité

Il faut s'arrêter à l'opposition dressée par Roger Brunet entre le « réel » et son « image ». Cela pose un problème que nous avons évoqué de façon récurrente dans les pages précédentes, celui de la réalité, de ce qui l'atteste aux yeux du sujet et de ce dont l'observateur peut rendre compte. J'ai isolé, au sein de mon corpus bibliographique, un ensemble de 53 références dans lesquelles les termes « réel » ou « réalité » étaient opposés ou associés à d'autres termes dans une phrase ou une séquence de phrases. J'ai relevé ces termes pour approcher la façon dont les auteurs conçoivent le réel et le non-réel (Tableau 1). Étant donné la nature de mon corpus, il n'est guère étonnant que l'espace soit très présent (associé à « réalité » ou « réel » dans cinq références) et qu'il apparaisse au sein d'un complexe sémantique qui institue le donné (ou les données), les objets, objectif et objectivité, les événements, l'expérience et les faits comme les manifestations de la réalité (pour n'évoquer que les termes les plus cités). Le complexe sémantique « non-réel » qui s'oppose au premier associe essentiellement image, imaginaire, représentation, symbole, mythe, modèle, valeur et leurs dérivés.

Tous les auteurs du corpus sont des dualistes, parce ce que tous (moi compris) tendent à créer des correspondances entre plusieurs jeux d'opposition terme à terme, mêlant l'explicite et l'implicite, suivant le modèle ci-dessous, où chaque terme d'une colonne peut être opposé à tous les termes de l'autre :

réel
vrai
objet
objectif
matériel
concret
fait
action
conscience
donné

imaginaire
faux
sujet
subjectif
idéel
abstrait
dit
représentation
inconscient
construit

Tableau 1 : Les termes associés et opposés à « réel » ou « réalité »,

(classés par le nombre d'auteurs qui les utilisent, sur un total de 52 références)

termes associés à « réel » ou « réalité » (ce qui est réel)	termes à opposés « réel » ou « réalité » (ce qui n'est pas réel)
<p>5 : espace 5 : donné ou donnée 4 : objets 4 : objectif, objectivité 3 : événements 3 : expérience 3 : fait 3 : monde 3 : vécu 2 : action 2 : activité 2 : éléments 1 : actualité, authentique, biens, cadre de vie quotidien, carte, choses, comportement, culturel, environnemental, existence, histoire, idées, matérialisation, matériel, milieu, ordre existant, original, perception, personnes, phénomènes, politique, pratiques, principes, réalisation, réalité géographique, réalité subsistante, société, structures établies, trivialité, unité et identité</p>	<p>19 : image 10 : imaginaire, imaginé 10 : représentation 10 : symbole, symbolique 10 : mythe, mythique, mythologie 8 : modèle 8 : valeurs 6 : rêve 5 : idéal, idéalisation 5 : idéologie 3 : signification 3 : archétype, stéréotype 3 : idées 2 : abstraction, forme, interprétation, schème ou schéma, sens, signe, théorie ou théorique, utopie 1 : arbitraire, cadres, communication, cosmogonie, cosmologie, croyance, cultures, désir, espace perçu, esprit, exhibition, description, évocation, figuration, illustration, portrait, tableau, spectacle, comédie, allégorie, emblème, figure, croquis, dessin, schéma, plan, carte, stratégies, intérêts, fausses évidences, fictif, foi, illusion, géographie intérieure, informations, irréel, luttes de classements, magie, mathématiques, message, mots, organisation, parole, pratiques, propagande, Raison historique, subjectivité, système sémique, virtuel</p>

Tableau 2 : Termes opposés à « réalité » ou « réel », par auteur

Corpus : 53 références où « réel » ou « réalité » sont mis en opposition explicite avec d'autres termes

A. Termes opposés à « réalité » ou « réel » et utilisés par plusieurs auteurs

La colonne de chiffres indique le nombre de fois où le terme correspondant est opposé à « réalité » ou à « réel »

image	20	Bailly (1985 : 136), Barthes (1971 : 12), Brunet (1974b : 192, 199, 203 ; 1990b : 18), Choay (1965 : 16 ; 75), Claval (1978 : 20), Dardel (1952 : 5-7, 51, 80, 124), Denis (Houdé et alii 1998 : 202), Di Méo (1994 : 257), Duverger (1983 : 64), <i>Espaces vécus et civilisations</i> (1982 : 21, 87), Eveno (1988 : 57), Ferras (1990 : 11, 32, 35-36), Frémont (1976 : 13, 82, 170, 176), Gade (1977 : 237-238), Guiheux (1988 : 24), Lynch (1960), Lacoste (1993 : 1275), Lussault (1993 : 350), Raffestin (1980 : 3, 52, 130)
imaginaire, imaginé	10	Augé (1990 : p. 29), Casati (Houdé et alii 1998 : 205), Brunet (1990b : 18), Brunet et alii (1992 : 247, 248, 387), Choay (1965 : 16 ; 75), Dardel (1952 : 5-7, 51, 80, 124), Jodelet (1991 : 37), Planhol (1988 : 281), Perraton (1982 : 85 ; 1984 : 114), Roncayolo (1990 : 25, 30)
représentation	10	Berque (1985 : 103), Brunet (1990b : 18), Brunet et alii (1992 : 247, 248, 387), Dumas (1982 : 48, 69), Ferras (1990 : 11, 32, 35-36), Gade (1977 : 237-238), Lacoste (1993 p.1275), Lévi-Strauss (1955 : 138, 276), Raffestin (1980 : 3, 52, 130), Roncayolo (1990 : 25, 30)
symbole, symbolique	10	Aymard (1985 : 215-216), Bailly (1985 : 136), Brunet (1974b : 192, 199, 203), Chartier (1989 : 1514), Claval (1981 : 456 ; 502), Dardel (1952 : 5-7, 51, 80, 124), Ferras (1990 : 11, 32, 35-36), Gade (1977 : 237-238), Lacoste (1993 p.1275), Lacroix (1983 : 498, 504, 509)
mythe, mythique, mythologie	10	Aymard (1985 : 215-216), Barthes (1957 : 9), Brunet et alii (1992 : 247, 248, 387), Dardel (1952 : 5-7, 51, 80, 124), Dumas (1982 : 48, 69), Ferras (1990 : 11, 32, 35-36), Frémont (1976 : 13, 82, 170, 176), Gade (1977 : 237-238), Jodelet (1991 : 37)
modèle	8	Barthes (1971 : 12), Bourdieu (1980 : 25, 28), Brunet (1974b : 192, 199, 203), Bureau (1977 : 189), Choay (1965 : 16 ; 75), Claval (1981b : 247-248), Raffestin (1980 : 3, 52, 130), Teyssot (1988 : 13)
valeurs	8	Bailly (1985 : 136), Brunet (1974b : 192, 199, 203), Claval (1981b : 247-248), Ferras (1990 : 11, 32, 35-36), Frémont (1976 : 13, 82, 170, 176), Gade (1977 : 237-238), Lacroix (1983 : 498, 504, 509), Pocock (Bailly & alii 1984 : 139)
rêve	6	Barthes (1957 : 9), Bonnemaison (1981 : 257), Chevalier (1969 : xxii), Dumas (1982 : 48, 69), Lévi-Strauss (1955 : 138, 276), Planhol (1988 : 281)
idéal, idéalisation	5	Choay (1965 : 16 ; 75), Claval (1981a : 456 ; 502 ; 1981b : 247-248), Gade (1977 : 237-238), Todorov (1982 : 297), Vernant (1965 : 172)
idéologie	5	Barthes (1957 : 9), Claval (1981b : 247-248), Dumas (1982 : 48, 69), Ferras (1990 : 11, 32, 35-36), Roncayolo (1990 : 25, 30)
signification	3	Barthes (1971 : 12), Bertrand (1978 : 165), Chartier (1989 : 1514)
archétype, stéréotype	3	Brunet (1974b : 192, 199, 203), Bureau (1977 : 189), Ferras (1990 : 11, 32, 35-36)
idées	3	Bourdieu (1980 : 25, 28), Ferras (1990 : 11, 32, 35-36), Lacroix (1983 : 498, 504, 509)
abstraction, forme, interprétation, schéma ou schéma, sens, signe, théorie ou théorique, utopie	2	Bailly (1977 : 20), Aymard (1985 : 215-216), Teyssot (1988 : 13), Bourdieu (1980 : 25, 28), Vernant (1965 : 172), Barthes (1957 : 9), Choay (1965 : 16 ; 75), Chartier (1989 : 1514), <i>Espaces vécus et civilisations</i> (1982 : 21, 87), Ferras (1990 : 11, 32, 35-36), Lacroix (1983 : 498, 504, 509), Lévi-Strauss (1983 : 332), Lynch (1960)

B. Termes opposés à « réalité » ou « réel » et utilisés par un seul auteur

termes	références
arbitraire, cadres, communication, cosmogonie, cosmologie, croyance, cultures, désir, espace perçu, esprit, exhibition, description, évocation, figuration, illustration, portrait, tableau, spectacle, comédie, allégorie, emblème, figure, croquis, dessin, schéma, plan, carte, stratégies, intérêts, fausses évidences, fictif, foi, illusion, géographie intérieure, informations, irréel, luttes de classements, magie, mathématiques, message, mots, organisation, parole, pratiques, propagande, Raison historique, subjectivité, système sémiologique, virtuel	Badie (1986 : 148), Caillet (1991 : 30), Kistler (Houdé et alii 1998 : 170), Claval (1981b : 247-248), Lacoste (1993 p.1275), Bourdieu (1982 : 137), Vernant (1965 : 172), Barthes (1957 : 9), Pocock, (1984 : 139), Choay (1965 : 16 ; 75), Brunet (1974b : 192, 199, 203), Brunet (1990b : 18), Brunet et alii (1992 : 247, 248, 387), Chartier (1989 : 1514), Dardel (1952 : 5-7, 51, 80, 124), Dumas (1982 : 48, 69), Ferras (1990 : 11, 32, 35-36), Gade (1977 : 237-238), Lacroix (1983 : 498), Lévi-Strauss (1983 : 332, Lynch (1960), Planhol (1988 : 281), Raffestin (1980 : 3, 52, 130)

Tout se passe comme si les chevauchements sémantiques partiels entre ces dualités permettaient d'opposer à n'importe quel terme d'un côté tous les termes de l'autre. C'est cela qui permettait à Bailly (1977 : 20), citant Horacio Capel, de dire que « l'image est un mélange d'éléments réels et d'idées fausses », sans se demander quel rôle pourraient jouer d'éventuelles idées « vraies ».

Au vu des tableaux, il semble que ce dualisme règne en maître. Il oppose d'une part le « réel » à « l'irréel », c'est-à-dire ce qui est vrai et ce qui est faux, fictif ou illusoire, et, d'autre part, le « réel » à « l'idéal », c'est-à-dire ce qui est chose (« *res* ») matérielle et ce qui ne l'est pas. Ce double dualisme porte en lui ses propres contradictions, car personne ne doute de la réalité de l'idée, ni de la matérialité de certaines illusions. Cela ne pose pas de problèmes tant que les jeux d'opposition sont maintenus dans leur champ de pertinence : nous comprenons que le réel qui s'oppose à l'idéal n'est pas le même que celui qui s'oppose à l'irréel. Le problème naît quand des correspondances sont établies entre des dualités différentes à travers l'emploi du même mot : ainsi, réel devient synonyme d'objectif et de vrai, et idéal de subjectif et de faux. C'est cette chaîne sémantique qui fonde la troisième dualité dans laquelle « réel » apparaît opposé à « imaginaire ». Il en résulte le postulat extrêmement répandu que l'imaginaire est irréel, et « donc » (c'est là qu'opère le transfert d'une dualité à l'autre) qu'une recherche scientifique soucieuse d'objectivité ne devrait pas s'occuper de ce qui relève de la subjectivité, voire du rêve (avec le sous-entendu qu'il faut être rêveur –donc pas sérieux– pour s'occuper des rêves). L'une des conséquences logiques de l'exclusion de la subjectivité semble être l'exclusion du sujet et de la conscience individuelle (ainsi que de l'inconscient, d'ailleurs) par les sciences justement nommées « sociales ».

Le dualisme absolutiste moderne

Ces conceptions correspondent à ce que j'appellerai le dualisme absolutiste, qui fait de la réalité un *en-soi* absolu, dont nous n'aurions qu'une connaissance très partielle et imparfaite, une illusion de connaissance au sein de laquelle nous ne saurions distinguer le vrai du faux car ils seraient toujours mêlés. Pour simplifier caricaturalement, la réalité serait donc absolument vraie et notre connaissance d'elle absolument fausse. C'est la vision de la relation au monde qu'offrent les ombres de la caverne de Platon. R. Brunet est resté très fidèle à cette conception : pour lui, la « perception donne une image, qui est une déformation du réel, imparfaitement 'décodé' » (Brunet 1974b : 192) ; « les décisions s'appliquent au monde réel

avec tous les décalages qu'ont introduits les images » (Brunet 1990b : 18 ; cf. aussi Brunet et *alii* 1992 : 387).

Ce thème du « décalage » ou de la « déformation » semble être sous-jacent à la « théorie des représentations sociales » de Serge Moscovici telle qu'elle apparaît dans l'ouvrage collectif dirigé par Denise Jodelet (1991). Pour Jodelet, cette notion débattue depuis vingt ans « tend à occuper une position centrale dans les sciences humaines » (p.5), mais les références de l'ouvrage renvoient presque exclusivement à la psychosociologie et à la psychologie sociale (bien que l'ouvrage soit publié dans une collection intitulée « Sociologie d'aujourd'hui »). Les représentations y sont opposées au « réel » ou aux « choses » et sont saisies uniquement à travers les « discours » verbaux ; comme le réel est présenté comme ayant une existence autonome, Jodelet (*idem* : 53) conçoit elle aussi qu'on puisse établir les « décalages » des représentations par rapport au réel.

Mais ce décalage, pour Daniel Kayser, est une condition nécessaire pour que la représentation permette d'agir efficacement sur l'objet qu'elle représente :

« La relation entre l'entité représentée E et sa représentation R dépend en général d'éléments extérieurs à R et à E. La seule représentation 'exacte', au sens où toutes les propriétés de E figurent dans R, implique que $R = E$, ce qui contredit l'idée même de représentation. En effet, représenter E n'a d'intérêt que si E lui-même n'est pas disponible, ou est impropre à la tâche envisagée. Il est donc nécessaire que R ne possède pas toutes les caractéristiques de E ; celles qui sont légitimement omises dépendent du besoin que R est censé satisfaire » (*in* : Houdé et *alii* 1988 : 348).

Ainsi, il apparaît que pour des psychologues, le décalage entre l'objet et le sujet est la condition de l'existence du sujet. A l'inverse, chez certains géographes du corpus étudié, le décalage entre le réel et l'image implique une « fausseté » de l'image qui empêche d'agir efficacement sur le réel. Pour ces « absolutistes », qui connaissent pourtant les fantaisies de Lewis Carroll et de Jorge Luis Borges au sujet de la carte à échelle 1 : 1 (la carte inutile qui reproduit intégralement l'espace qu'elle représente ; cf. Brunet et *alii* 1992 : 84), le décalage constaté entre « l'image » et le « réel » est plutôt analysé en termes d'exercice d'une domination, donc plus en termes d'effets sur les individus ou les groupes qu'en termes de transformation du « réel » absolu qui leur est extérieur : il s'agit de « modifier les valeurs et les perceptions en agissant, non pas sur le réel, mais sur son image » (Brunet 1974b : 203 ; il parle aussi de « propagande » dans 1990b : 18). La représentation n'aurait donc plus qu'une fonction : masquer la réalité aux gens et les faire vivre dans un monde illusoire ; à ce titre, les absolutistes prolongent l'analyse marxiste des idéologies comme discours masquant la réalité

des rapports de production (cf. Ledrut 1976 : 135-136) : « l'idéalisation romantique du milieu rural, poussée au maximum par la répulsion de la grande ville, et agissant de concert avec la manipulation consciente de la psychologie des masses, a moulé une certaine représentation mentale de l'état [du Vermont] pour en faire un espace affectif » (Gade 1977 : 237). Pour R. Ferras, les représentations du milieu « sont venues d'ailleurs, renvoyant à des schémas tout prêts, des archétypes [entre autres : symbole, image, valeurs, idéologie, idées, stratégies, intérêts, mythe, etc., p.11 ; 32]. Le comportement découle de tout cela. Avec de moins en moins de libre arbitre, une soumission à des acteurs exogènes qui prennent de plus en plus le pas sur ce qui était authentique » (Ferras 1990 : 35-36).

Cette dernière citation est une parfaite illustration du dualisme absolutiste : d'un côté, des représentations (« venues d'ailleurs » !), de l'autre « ce qui était authentique », chaque côté étant fondé dans un absolu conceptuel. Tirailé lui-même entre absolutisme et relativisme, Ledrut (1976 : 9) se plaignait de ce que « le dualisme est roi ». Il a clairement identifié les conséquences du dualisme qui oppose ainsi la « ville comme matière » traitée par les urbanistes et les architectes à « l'esprit de la cité » pensé par la philosophie politique (*idem*). Il en fait une conséquence du dualisme cartésien « qui oppose 'mythiquement' [...] l'âme et le corps, le sujet et l'objet, [...] le réel et son concept [...], le désir et la raison... » et qu'il reconnaît dans la pensée de Sartre comme dans celle d'Henri Lefebvre (*idem* : 10). Or, d'après Georges Teyssot (1988 : 12), le dualisme cartésien donne un statut particulier à la représentation : la « recodification » par réduction et abstraction d'un « original », n'est légitime que parce qu'elle permet de faire apparaître un modèle « apte à saisir le problème dans toute sa généralité ». Le modèle est donc censé conserver les éléments de l'original qui sont pertinents, d'où la supposition qu'il existe une « vérité » objective de la représentation et que les « décalages » sont des erreurs. Cependant la pertinence en question n'est jamais mesurée dans l'absolu, mais en fonction de l'objectif qu'on se fixe : les représentations peuvent donc être « trompeuses » ou « véridiques » en fonction des résultats qu'elles autorisent (les modélisations « rendent visibles les failles de leurs prémisses », Pumain 1993 : 289), mais elles ne peuvent pas être « irréelles » ou masquer « la » réalité (ce qui ne les empêche pas de masquer bien des choses).

Augustin Berque a montré que le dualisme réalité-imaginaire était un produit historique, propre à la civilisation occidentale, qui « a entrepris à un certain moment, les Temps modernes, de démarquer systématiquement le physique du phénoménal, le réel du symbolique, la nature de la culture ; bref, d'objectifier le monde en lui retirant toute subjectivité », ce qui a abouti à ce qu'il appelle le « Paradigme Occidental Moderne » (Berque

1990a : 123). Celui-ci a rejeté la réalité du côté des faits, des données, du monde physique, et a placé dans l'irréalité et l'illusion la subjectivité, les sensations et les sentiments. Bien sûr, comme le rappelle Berque, « la réalité unifie imperturbablement ce que la raison nous force à disjoindre » (*idem* : 88), et elle n'a jamais cessé de le faire : l'expérience ou la conscience individuelle instituent les sensations et les sentiments comme des réalités opératoires au sein de la réalité globale du monde.

L'absolutisme inverse

Cependant, certains auteurs ont voulu contrer l'absolutisme du paradigme occidental moderne en renversant la hiérarchie du vrai et du faux qui fondait la supériorité de l'objectivité sur la subjectivité et aboutissait à la « déréalisation » du monde de la représentation. En particulier, des spécialistes des mythes et des religions ont voulu les sortir du purgatoire superstructurel dans lequel les avait placés la pensée moderne, pour en faire au contraire des infrastructures de la réalité humaine. Il s'agit d'une sorte d'« absolutisme inverse » par rapport au précédent, puisqu'il s'agit de retourner l'échelle hiérarchique pour placer du côté de la vérité supérieure tout ce que l'absolutisme moderne plaçait du côté du faux : le sujet, le sacré, le mythe, le symbole, l'image, etc. Ainsi, pour Mircea Eliade (1952 : 13, 51), l'importance du sacré dans les sociétés humaines résulte du fait qu'elles le considèrent comme la « véritable réalité », « réalité absolue » qui se manifeste dans les symboles. De son côté, Dardel (1952 : 5) parle d'une « géographie authentique » sous-jacente au « monde irréel » et dont l'authenticité est parfaitement opposée à celle que reconnaîtra Ferras (cf. 1990 : 36 ; cité ci-dessus) : « A la frontière du monde matériel, où s'insère l'activité humaine, et du monde imaginaire, ouvrant sa symbolique à la liberté de l'esprit, nous rencontrons ici une géographie intérieure, primitive » (Dardel 1952 : 6). L'auteur nous conduit « au-delà de la matière » grâce au symbole et à l'image (*idem* : 51) ; au bout du compte, « c'est le mythe qui valide et fonde la réalité » (*idem* : 81).

Sans accepter pour autant l'absolutisme inverse qui ne ferait que reconduire l'idée que l'on peut opposer un vrai et un faux « réel », on peut retenir la reconnaissance que « le réel dont [la géographie] s'occupe ne peut être entièrement objectivé » (*idem* : 124). Les réflexions sur la nature et la fonction du symbole s'inscrivent dans cette perspective, qui considère qu'il existe une autre réalité (plutôt : une autre dimension de la réalité) que celle du monde objectif. Pour Jean Chevalier, « il ne faut jamais séparer les symboles de leur accompagnement existentiel : ils solidarisent les réalités apparemment les plus hétérogènes,

en les rapportant toutes à une même réalité plus profonde » (1969 : xxi). On voit que Chevalier interprète le symbole comme un instrument de hiérarchisation de la réalité dans la lignée d'Eliade et Dardel. Cependant, la notion que les symboles « solidarisent » des réalités hétérogènes permet aussi d'en faire les instruments d'une relation entre les termes opposés : « le symbole remplit [...] une fonction médiatrice ; il jette des ponts, il réunit des éléments séparés, il relie le ciel et la terre, la matière et l'esprit, la nature et la culture, le réel et le rêve, l'inconscient et la conscience » (*idem* : xxii). La proposition de Chevalier rompt avec l'absolutisme en ce qu'elle reconnaît des liens, des continuités entre ce qui est défini ailleurs comme l'opposition de deux absolus, étrangers l'un à l'autre.

Les conceptions relativistes de la réalité

Plutôt que d'opposer la réalité à quelque chose qui ne serait pas la réalité, ou de hiérarchiser ce qui serait plus ou moins réel, certains auteurs préfèrent finalement opposer des réalités entre elles. Il ne s'agit donc plus d'opposer la réalité des objets, des faits ou des événements à l'irréalité des images et de l'imaginaire, ou de faire de l'imaginaire une réalité plus profonde ou plus authentique que celle de la matière. « Au sein même de l'univers scientifique, un malaise provient de l'oscillation sincère de la pensée entre deux ordres du monde, celui de la réalité concrète, mais locale et momentanée, et celui du réel, abstrait et universel, dégagé par la méthode scientifique », disait Dardel (1952 : 132) en regrettant que la géographie académique ait négligé le premier de ces ordres du monde. Cela suggère que l'acte de représentation lui-même –la pensée dans la phrase de Dardel– puisse rendre compte de ces deux réalités en articulant l'expérience et le raisonnement. Une autre dualité de réalités apparaît chez Joël Bonnemaïson, entre ce qu'il appelle la « face cachée de la réalité », la culture, et ce qui serait par opposition la face visible, « l'environnement naturel » et la « conjoncture historique et économique » (1981 : 250), entre lesquelles « la symbiose est totale » (1986 : 161). En ce qui concerne la géographie, il en concluait que l'espace « n'a de réalité qu'en tant que matrice où se forment les lieux » (1989 : 508).

L'opposition entre la réalité « physique » (ou concrète, matérielle, pratique etc.) et la réalité « mentale » (représentation, image, symbole, émotion) est la plus courante (par exemple Pourtier 1989 : 399), mais d'aucuns considèrent que cette séparation commode ne doit pas amener à les étudier « de façon autonome » : pour Bernard Lacroix (1983 : 504), il n'est « pas question de séparer, même s'il faut parfois les désigner sous la forme sous laquelle ils s'opposent, univers pratiques et univers symboliques » (cf. aussi Badie 1986 : 78). Pour ne

pas les séparer comme le ferait une démarche absolutiste, les auteurs cherchent alors quelles sont les relations qui existent entre les différents types de réalité. Éliade explique ainsi que l'une des fonctions des mythologies est précisément de permettre de penser la réalité comme un tout : « la mythologie explique [...] la totalité du réel et justifie ses contradictions » (1981 : 138). C'est à tous les modes de représentation en général que Roger Chartier (1989 : 1514) attribue cette fonction : « la réalité est contradictoirement construite » par ce « travail de classement et de découpage ».

Plusieurs auteurs s'entendent pour faire du langage l'instrument privilégié de l'identification et de la mise en relation des réalités différentes : « la perception même que l'homme a du monde environnant est programmée par la langue qu'il parle » (Hall 1966 : 14). Pour Clara Copeta (1994 : 48), « l'objet est le résultat de l'activité interprétative d'un sujet, activité qui découle de la description de l'objet lui-même », cette description étant fondamentalement langagière, car le langage est « *un élément majeur dans la formation de la pensée* » (souligné par elle). Le sujet lui-même peut alors être considéré également comme le résultat de sa propre activité interprétative (on retrouve le *cogito* cartésien). C'est cela qui permet à Berque (1996 : 196) d'affirmer que « la réalité du monde, c'est ce que nous disons du monde », étant entendu que le monde en question, c'est la réalité du point de vue du sujet.

Mais il semble que la représentation verbale du monde n'épuise pas toute la réalité du monde (la réalité englobante, rappelons-le, est celle qui établit les relations entre les différents types de réalités). La douleur, ou la douceur, n'ont pas besoin d'être « dites » pour être des réalités humaines, et c'est peut-être plutôt l'expérience qui constitue la réalité englobante ou unifiante. Ledrut dit ainsi que « les significations ne sont ni dans les têtes, ni dans les choses, elles sont dans l'expérience » (1973 : 12-13) ; la ville « réelle » est un « champ d'expérience collectif qui est dans sa réalité tout à la fois objet et sujet, inséparables l'un de l'autre » (1976 : 183). L'expérience apparaît comme la réalité de l'interface entre réalité intérieure (la pensée, l'esprit, l'imaginaire) et réalité extérieure (monde environnant, concret, physique) pour Edward Hall (1966 : 14) comme dans la plupart des théories cognitives (Houdé et *alii* 1998 : 303, 345, 351). Cependant, certaines de ces théories manifestent un certain dualisme absolutiste : Max Kistler déclare ainsi que « l'expérience est le lieu de rencontre entre l'esprit et la réalité », comme si l'esprit n'était pas, aussi, une réalité (*idem* : 170).

A la suite d'autres auteurs, j'appellerai donc « relatives » ou « relativistes » les conceptions pour lesquelles la « réalité » n'est pas dans les termes des oppositions, c'est-à-dire, par exemple, soit dans le monde « objectif » soit dans le monde « imaginaire », mais

dans leur relation. Dans cette perspective, la « réalité » c'est la totalité des relations entre objets, sujets, faits, dits, percepts, concepts, matière, esprit, lieux concrets, espace géométrique, etc. Les différentes catégories de réalités ne sont « réelles » que relativement à l'ensemble de la réalité comme totalité, que dans leur relation aux autres réalités : la matière comme les idées cessent d'être des réalités pour devenir irréelles dès lors qu'elles sont abstraites des autres réalités. L'acte d'abstraction lui-même n'existe pas hors du monde : pas plus qu'il n'existe de « purs » esprits (c'est-à-dire des pensées non incarnées dans des réalités physiques), il n'existe de « purs » objets (c'est-à-dire des réalités physiques non catégorisées par la pensée). Bien sûr, la matière a une existence autonome par rapport à la pensée que nous en avons, tout comme les idées ont leur part d'autonomie. C'est d'ailleurs l'autonomie de la matière qui nous oblige à nous adapter (physiquement et mentalement) au monde, de même que l'autonomie de la pensée (grâce à la communication interindividuelle) nous autorise à adapter le monde (physiquement et mentalement) à nous. Les hiérarchies absolutistes produisent des déterminismes à sens unique. Le relativisme identifie des déterminations croisées qui forment les conditions dans lesquelles vont jouer le hasard, la nécessité et la volonté.

Le relativisme fait de la relation la réalité englobante. Pour Ledrut (1976 : 11), « l'espace est ce à travers quoi nous existons, c'est-à-dire nous sommes en relation. Et ainsi les espaces. On peut dire que l'espace est produit dans la mesure où *des relations qui s'établissent créent l'espace* et en déterminent la structure ». Avec l'historien Lepetit (1993 : 133), nous sommes invités à considérer que « la société n'est pas faite de choses mais d'ensembles d'inter-relations changeantes à l'intérieur de configurations qu'elles contribuent en permanence à remodeler ». Pour Di Méo (1994 : 261), s'appuyant sur une expression d'André Vant, la connaissance des « rapports d'une formation sociale localisée à son espace [...] constitue l'objectif profond de la démarche géographique. [...] Les représentations, tant individuelles que sociales [...] pilotent, pour l'essentiel, les rapports spatiaux engendrant l'ordre géographique ».

La relation (ou le rapport), qui fait que les termes des oppositions dualistes sont relatifs l'un à l'autre, peut être analysée, dans la perspective développée jusqu'ici, comme acte d'expérience, de représentation ou de langage. Ces actes sont des actes de présence au monde dont la réalité s'insère mal dans les dualités que nous avons évoquées, ce qui explique l'ambiguïté des conceptions du « vécu », des « pratiques » et des « comportements » que nous avons pu relever. Il semble désormais impossible d'expliquer la réalité des actions humaines au sein de dualités qui rejettent les représentations du sujet dans l'illusion tandis que la vérité

de la réalité se trouverait dans des lois absolutistes de l'espace ou de l'histoire. C'est sans doute parce que le dualisme régnant a souvent abouti à placer l'image du côté du témoignage des sens (subjectif et douteux), et donc à l'extraire de la réalité (puisque celle-ci est considérée comme certaine et objective), que la géographie n'a pas systématiquement entrepris l'étude des actions humaines d'aménagement à toutes les échelles géographiques, de la sphère individuelle à la planète. Du même mouvement, l'exclusion du sujet écarte l'individu des sciences sociales, et institue le collectif comme objectif. Le déterminisme social peut ainsi amener à considérer que l'individu n'a pas de réalité.

La représentation : acte et objet

L'une des plus importantes contradictions auxquelles aboutit le dualisme absolutiste est de placer la représentation elle-même dans des positions antagoniques. 1) Si le réel s'oppose à l'image, la représentation est du côté du non-réel ; mais 2) en opposant objet et sujet, on distingue la représentation-objet de la représentation-action (ou processus) qui lui donne naissance. Il existe donc, dans la logique dualiste absolutiste, des représentations « réelles » (des objets qui sont des images –tableaux, photos–, des textes, etc.), alors que la représentation-action, étant subjective et idéelle, relève de l'« irréel ». Ainsi, nombre de conceptions aboutissent à considérer que quelque chose d'irréel produit du réel. En fait, la plupart des auteurs du corpus ne font pas de la représentation une action, mais bien un objet : une structure établie ayant son inertie, son autonomie, ses limites, sa finalité (un texte, une image). Finalement, alors que la liste des termes opposés à « réel » ou « réalité » fait de la représentation, non un processus, mais un objet, la réalité d'être un objet lui est déniée puisqu'elle est classée dans le « non-réel ». Ce paradoxe explique peut-être que, souvent, les chercheurs ne s'intéressent méthodiquement ni aux représentations concrètes circulant matériellement, ni aux processus qui les produisent (il faudrait alors qu'ils s'intéressent aux sujets, puisque ce sont ceux-ci qui produisent, manipulent, transmettent, s'approprient et usent ces objets), mais préfèrent décrire (ou postuler) la méta-représentation abstraite qui structurerait les représentations et les comportements des sujets.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Le paradoxe auquel nous parvenons est que l'espace considéré comme « réel » peut être étudié de telle sorte qu'il devient le plus abstrait possible (cartographies thématiques, masses statistiques), alors que les réalités les plus concrètes (l'existence matérielle des individus) sont considérées comme relevant de l'imaginaire. Le concret devient subjectif, alors que l'abstrait devient objectif. Pour sortir de ces dualités contradictoires, il faut faire porter l'attention sur les relations, sur les processus qui établissent les relations. Ainsi, puisque les représentations sont représentées (si je puis dire) comme des produits, il faut revenir aux conditions de leur production. Les sciences cognitives et la psychologie de la perception étudient l'ensemble des processus par lesquels le sujet met en relation sa réalité intérieure et la réalité extérieure. Il faut s'en inspirer pour travailler à l'échelle géographique, c'est-à-dire à l'articulation des espaces (ou milieux) individuels et collectifs.

Il semble nécessaire de « penser en boucle » (rétroactive), comme semblent s'y attacher les sciences cognitives avec la boucle représentation-action : pour Jean Decety, « l'action implique donc la notion de plan en fonction d'un but. [...] La notion de représentation est centrale dans les modèles du contrôle de l'action » (*in* : Houdé *et alii* 1998 : 34). Ce type d'interaction est compliqué quand on l'approche avec une échelle géographique. D'abord parce que le sujet individuel ne cesse jamais d'exister (ce que les géographes ont parfois oublié), alors qu'il appartient à un nombre potentiellement infini de sujets collectifs. Les interactions de l'individu ont « lieu » en même temps :

- 1) avec un environnement sensoriel interprété par son individualité ;
- 2) avec un nombre toujours changeant d'autres sujets individuels (qui ont leur propre interaction avec un environnement sensoriel et interprétatif jamais exactement similaire) ; outre les différences physiques et mentales, jamais aucun individu n'est exactement dans le même espace-temps qu'un autre (on vérifie au moins cette loi de la géométrie euclidienne) ;
- 3) entre l'individu et chacune des collectivités auxquelles il appartient ; ces collectivités ayant chacune sa propre interaction avec son milieu, il existe des interactions spécifiques entre l'individu et chaque milieu avec lequel ces collectivités ont des interactions.

Ces interactions sont plus ou moins fortes ou ténues (selon la fréquence temporelle, l'enjeu, l'intensité des phénomènes, etc.) ; il y a donc des hiérarchies, établies en même temps

par les individus et les collectivités, des hiérarchies opérées entre les individus, les collectivités et leurs milieux, des hiérarchisations opérées selon différents critères (certains critères valorisent la continuité spatiale des territoires, d'autres non, etc.). Au bout du compte cela ressemble à la réalité et à la complexité du monde dans lequel nous vivons. Pour aborder cette réalité complexe, je propose d'envisager dans la troisième partie quelques pistes d'exploration de diverses modalités de la relation au monde et aux milieux, en m'appuyant sur l'identification de l'interprétation-aménagement comme « performance » géographique par excellence.

Troisième partie.

LES MODALITES DE LA RELATION AU MONDE

J'ai visité Disneyland, Disneyworld et le Schtroumpfland, plusieurs Futuropolis, le village d'Astérix. J'aime bien tous ces endroits, où il y a du peuple et de la joie, mais enfin, je le remarque et je le dis sans prétention, ma ville est le plus beau *park*, sa vie pleine d'attraction.

Ma ville est le plus beau park, sa vie pleine d'attractions,
ta ville sera ce park, si telle est ton ambition.

Ma ville est le plus beau park, sa vie pleine d'attractions,
ta ville sera ce park, si tu en prends la décision.

Des manèges il n'y a que ça, dans les rues autour de toi, le bus, le train, l'escalator du métro, des mégastores. Des spectacles il y en a plein la vie de tes concitoyens. Il suffit d'un nouveau regard, d'une nouvelle attention, et ta ville devient ce park aux mille et une attractions. [...]

Claude Sicre, *Fabulous Trobadors* : Ma ville est le plus beau park (extrait), 1995
(disque compact n°526-916-2, © Mercury France / Philips)

INTRODUCTION DE LA TROISIEME PARTIE

Cette partie prolonge à la fois l'analyse des notions et théories qui constitue la matière de la deuxième partie, et la présentation de mes propres travaux faite dans la première. Il s'agit donc maintenant de mettre en relation ces deux « bilans » pour expliquer dans quelles directions je souhaite orienter mes propres recherches et promouvoir certaines préoccupations. Les questions que je tente de problématiser ici sont destinées à être discutées, dans la perspective d'une validation conceptuelle d'une part, et de vérifications empiriques d'autre part, grâce à des recherches de terrain.

Dans les pages qui suivent, la réflexion sur l'urbanité comme mode de socialisation/spatialisation spécifique à la ville nous mènera à présenter les implications de la notion de vernaculaire appliquée à l'espace et au savoir géographiques. Cela nous conduira à une interrogation sur l'individu comme échelon géographique, sur la corporéité et la conscience, qui débouchera sur la mobilisation de catégories issues des sciences cognitives. Enfin, le chapitre conclusif présentera quelques éléments d'une théorie de l'interprétation du milieu qui complique le traditionnel questionnement de la géographie (où, pourquoi et comment se localisent des phénomènes ?) avec une question phénoménologique ou existentialiste : comment s'orientent les humains dans un monde où tout est localisé ? L'exigence du dépassement des clivages disciplinaires fondés sur l'habitude et de l'actualisation du champ de pertinence de la discipline explique la proposition finale de redéfinir l'objet de celle-ci en termes relativistes.

J'ai tâché d'illustrer ces propositions avec quelques éléments des recherches que je mène actuellement sur l'urbanité et la centralité à Los Angeles. Pour autant, ces illustrations ne doivent pas être prises comme des résultats, car il ne s'agit que de fragments d'une démonstration qui reste entièrement à construire.

CHAPITRE 7. LA PROBLEMATIQUE DU VERNACULAIRE

Modèles de ville et modes de vie

Dans la première partie, j'ai évoqué les travaux qui m'ont amené à considérer qu'il existe de véritables systèmes de représentation, intégrant toute une variété de représentations-objets au sein de ce qu'on peut appeler un « complexe imaginaire ». Au sein du complexe imaginaire composite régnant à un moment donné (le lieu commun le mieux partagé du moment dans le registre des clichés), peuvent être individualisés des « modèles de villes », c'est-à-dire des discours (verbaux ou iconiques) sur « la ville telle qu'elle devrait être » à ce moment là. Un exemple de modèle de ville est celui de la « ville à échelle humaine » vantée par les publicités des promoteurs autant que par les pétitions des associations de quartier, les discours politiques ou les récits journalistiques. Ce modèle de ville est décrit partiellement par contraste avec un anti-modèle, celui de « la ville telle qu'elle se trouve être », souvent qualifiée d' « inhumaine », voire de « monstruopole ».

J'ai aussi tenté de montrer que ces modèles de ville sont toujours, nécessairement, des modèles de société, car l'espace urbain n'apparaît finalement jamais comme un pur objet, mais comme la matière de la relation entre les humains. En ce sens, il est légitime de dire qu'un modèle de ville propose toujours un mode de vie en société. Dans cette perspective, je fais l'hypothèse que les praticiens de l'aménagement et de l'urbanisme se trouvent généralement pris entre deux tentations antagoniques : la tentation démiurgique et la tentation de l'irresponsabilité. La tentation démiurgique est celle de la responsabilité totale : l'acte créateur de l'architecte, de l'ingénieur, du juriste ou du politicien serait alors censé produire non seulement la forme (le bâtiment, le réseau, la loi et son application), mais aussi la totalité sociale dans laquelle elle s'insère. La tentation de l'irresponsabilité est inverse : elle apparaît lorsque les acteurs qualifiés de l'aménagement prétendent que leur geste, ou leur parole, est sans conséquence hors du champ restreint qu'ils définissent eux-mêmes.

Ces tentations donnent lieu à deux formes caricaturales, paradoxalement à la fois opposées et associées, de la technocratie. L'une s'appuie sur la tentation démiurgique pour faire comme si les usagers ou habitants, actuels ou à venir, n'avaient pas leur mot à dire parce que c'est à eux de s'adapter au projet, et non l'inverse. L'autre s'appuie sur la tentation de

l'irresponsabilité pour affirmer qu'habitants et usagers n'ont pas leur mot à dire parce que cela ne relève pas de leur champ de compétence. D'un côté, une compétence absolue ne laisse place à aucune autre compétence ; de l'autre, la fragmentation de toutes les compétences reconnues ne permet à aucune d'intervenir dans le champ commun. Dans tous les cas, on est dans une logique de compétence exclusive, dont le champ peut être restreint ou large.

Pourtant, il semble relever d'une évidence très largement partagée que c'est toute la société, tous les acteurs ou sujets, qui produisent conjointement le milieu dans lequel ils vivent. La ville, comme tout autre milieu, apparaît comme le produit résultant d'une infinité de boucles rétroactives entre actions et représentations collectives et individuelles. En cela, la « production de l'espace » exige bien de reconnaître la « politique de l'espace », pour reprendre la formule d'Henri Lefebvre (1970). La particularité de l'espace, en tant qu'étendue concrète, est de constituer la matière du lien social et politique : cette matière est à la fois nécessaire à la « réalisation » des relations entre les humains, et le principal obstacle physique à cette réalisation (à cause des murs, des frontières, des distances etc.).

L'espace urbain peut être défini comme le type d'espace le plus intensément affecté, constitué ou produit par cette dialectique de l'espace comme lien et comme frein. La définition des villes a toujours à voir avec de fortes densités de population (ce qui implique beaucoup de liens) et de constructions (beaucoup de freins). Seule une sophistication extrême des régulations juridiques, économiques, politiques et culturelles, permet de reproduire et d'actualiser les conditions de la cohabitation d'un très grand nombre d'individus dans un espace restreint. Cette complexité socio-spatiale semble pouvoir être approchée de façon pertinente à travers la notion d'urbanité.

Les urbanités

Il semble qu'à la différence de la politesse ou de la civilité, l'urbanité n'ait jamais tout à fait perdu son caractère urbain, qu'on souhaite lui redonner fortement aujourd'hui. D'après le *Grand Robert* (1997), le terme latin *urbanitas* né vers 1370 est tiré de *urbanus*, « de la ville, qui a les qualités de l'homme de la ville ». Bien que le premier sens que lui donne le dictionnaire soit celui de « Politesse, manières où entrent beaucoup d'affabilité et d'usage du monde », l'un des exemples immédiatement indiqués est celui de « l'urbanité parisienne ». Le deuxième sens (« Caractère urbain, de ville ») est réputé n'apparaître que vers 1970, avec une citation de Jean Giraudoux qui proclame que « la vie dans l'agglomération urbaine doit elle-

même faire naître chez ses habitants ce respect d'autrui et de soi-même qui s'appelle d'ailleurs, à juste titre, l'urbanité ».

Ce qui paraît intéressant avec cette notion, c'est qu'elle permet de réincorporer une « manière d'être » là où les traditions géographique ou sociologique semblent n'avoir incité à ne considérer que des manières de faire ou d'agir. C'est d'ailleurs en insistant sur l'idée de « relation » que Ledrut a lui-même évoqué l'urbanité (1976 : 162). Il est particulièrement stimulant pour la géographie que cette manière d'être semble avoir partie liée avec le lieu ou le type d'espace dans lequel elle se déploie. L'*homo geographicus* n'est donc peut-être pas tout à fait le même selon qu'il est en train de produire de la ville ou autre chose, selon qu'il est lui-même urbain ou pas. On trouve ici en passant une autre boucle de rétrodétermination, qui a justifié le lancement de notre programme sur les processus d'identification socio-spatiale (PRISMA) : l'idée maîtresse est que l'identification de lieux par les sujets individuels ou collectifs est un des processus par lesquels ils s'identifient eux-mêmes, et réciproquement. Une annonce payante publiée dans le quotidien *Los Angeles Times* du 04 mars 1997 va nous donner un exemple de la complexité de l'élaboration des sujets géographiques. Cette publicité occupe une pleine page du journal. La moitié supérieure est occupée par une image intégrant du texte ; la moitié inférieure est constituée par une liste de noms (**figure ci-jointe**). L'image représente la maquette d'un bâtiment ; elle est encadrée par un texte en très gros caractères : BUILD IT AND THEY WILL COME (Construisez-le et ils viendront), suivi d'un paragraphe disant :

« Alors que la date limite pour le financement de la Salle de Concert Disney approche, les architectes et designers de Los Angeles, et leurs collègues aux États-Unis et ailleurs, souhaitent apporter leur soutien au design visionnaire de Frank Gehry et reconnaître la générosité du don de la famille Disney. Tous ceux d'entre nous qui aiment la musique et les arts et qui se soucient de la place de notre ville dans le prochain millénaire comprennent l'importance centrale de ce bâtiment et le rôle qu'il jouera dans la vie culturelle de notre communauté. »

La liste qui suit comporte 242 noms propres suivis d'un nom de lieu. La grande majorité des noms propres sont des noms de personnes (les autres sont ceux d'institutions).

Quelques éléments de compréhension : le « Disney Concert Hall » est une grande salle destinée à compléter le Music Center (où se trouvent déjà deux salles), situé entre le Musée d'Art Moderne et le « Civic Center » (la cité administrative), dans le quartier de Bunker Hill à Downtown Los Angeles (ce quartier a été complètement rénové au cours des années 1980 et 1990, et abrite désormais le *Central Business District* de la ville). Le projet doit son nom au

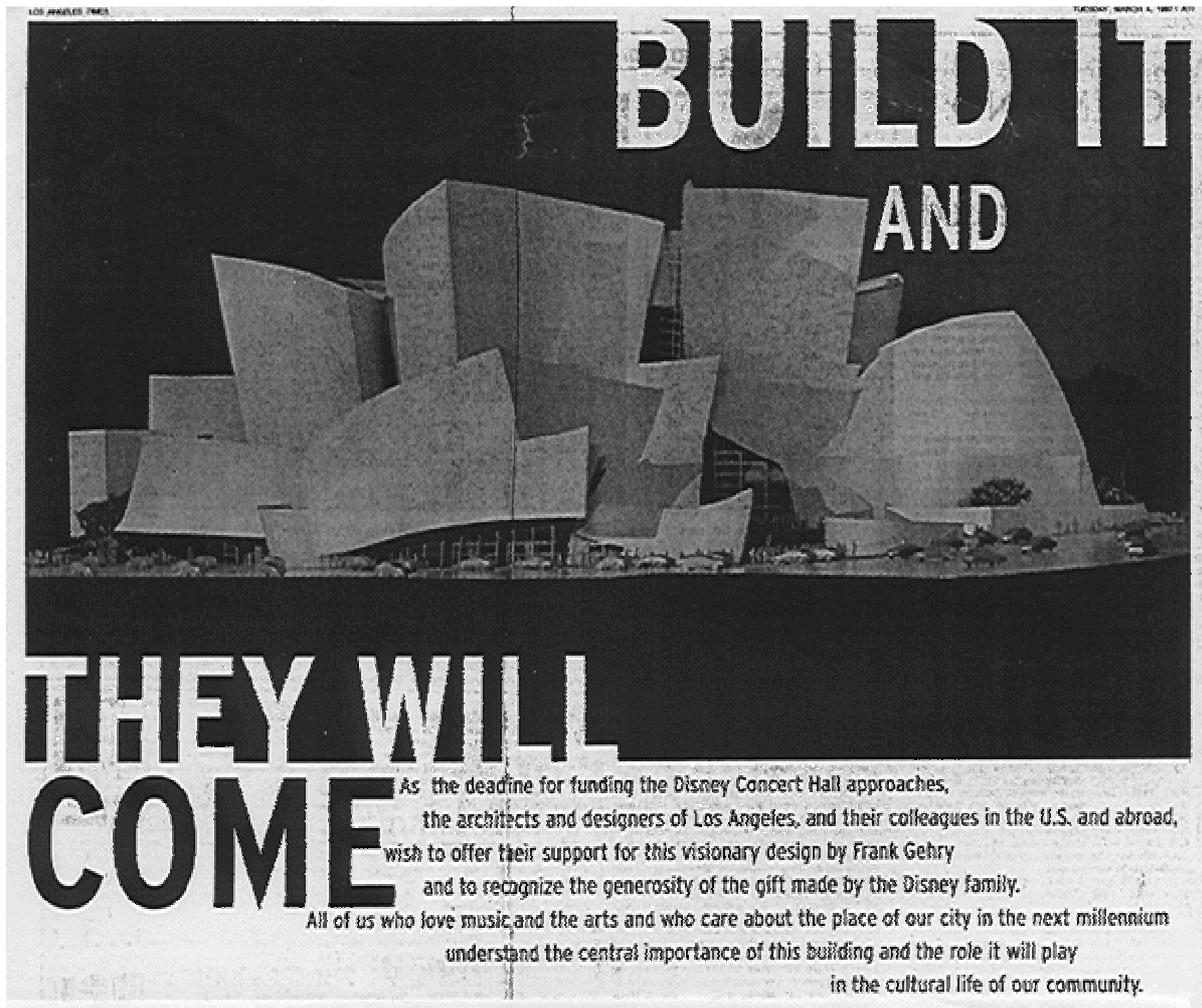


Tableau des signatures :

<i>Toponyme utilisé</i>	<i>nombre de signatures</i>	<i>distribution géographique</i>
Santa Monica	22	beachside, westside
Venice	5	beachside, westside, City of L.A.
Marina del Rey	2	beachside, westside, L.A. County
Playa del Rey	1	beachside, westside, City of L.A.
Pacific Palisades	1	beachside, westside, City of L.A.
El Segundo	1	beachside, south bay
Costa Mesa	2	beachside, south, Orange County
Culver City	3	westside
Beverly Hills	1	westside
Pasadena	2	valleys
Pomona	1	valleys
sous-total	41	34/41 = beachside, 35/41 = westside, 7/41 = City of L.A., pas assumé 0/41 = eastside
Los Angeles	89	
Autres	112	
TOTAL	242	

fait que la veuve et héritière de Walt Disney a apporté la plus importante contribution financière à la structure de financement mise en place pour réunir les fonds et réaliser la construction. La publicité présentée ici est un élément dans une tentative pour remotiver les mécènes, après des années de recherche pour compléter le don Disney et alors que la date limite pour que les pouvoirs publics récupèrent le terrain approche.

Il y a énormément d'autres choses à dire sur ce projet, mais ce qui nous intéressera brièvement ici, ce sont les sujets qui apparaissent dans la page de publicité. Dans le texte qui accompagne l'image, sont identifiées deux entités sociales (les « architectes et designers » d'un côté, « tous ceux qui aiment la musique et les arts » de l'autre) et quatre entités socio-spatiales (Los Angeles, les États-Unis, ailleurs, « notre ville »), auxquelles s'ajoute une entité au statut spatial incertain : « notre communauté ». Les deux entités sociales sont le sujet (l'auteur) commun du texte : cela est assuré par le maintien de la troisième personne du pluriel dans les deux phrases, alors que la formule « tous ceux d'entre nous » permet d'introduire la première personne du pluriel avec « notre » ville et « notre » communauté. Cette structure permet que le premier sujet, les architectes et designers, parlent au nom du second sujet, un « nous » qui a en commun d'aimer l'art en général et « notre » ville en particulier. La communauté finale réunit dans un même nous les gens qui habitent matériellement la même ville et ceux qui ont virtuellement en commun l'art et l'architecture à travers le monde.

A ce premier niveau d'analyse, qui montre déjà plusieurs processus d'identification (de soi et d'autrui) dans le rapport à la ville et à la communauté, on peut en ajouter un autre en détaillant la liste des signataires. En effet, sur 242 signataires, 89 font suivre leur nom du toponyme « Los Angeles » et s'identifient donc à/par cette entité ; s'agit-il de la commune, du comté, de l'agglomération ? Il n'y a pas moyen de le savoir sur la base du document. En revanche, d'autres références géographiques laissent à penser que l'équation *être architecte = aimer Los Angeles = s'impliquer dans la communauté* n'est pas assumée également par tout le monde. Ainsi, 41 autres signatures s'accompagnent du nom d'un lieu que le géographe localise dans l'agglomération de Los Angeles (voir tableau ci-joint) ; 34 renvoient à des noms de municipalités conurbées, et 7 à des noms de quartiers de la municipalité de Los Angeles (Venice, Playa del Rey, Pacific Palisades). On découvre alors que le fait de se soucier de « notre ville » n'empêche pas certains de préférer s'identifier géographiquement à des éléments de la ville et donc contredire le message qui tend à en faire une communauté unie dans l'amour de l'art et le souci de l'avenir. C'est que de nombreuses identifications sont à l'œuvre, en concurrence ou en concomitance les unes des autres : dans le cas de

l'agglomération de Los Angeles, il semble à certains plus important de s'identifier par le « beachside » (les quartiers cosmopolites branchés qui s'alignent le long du littoral urbain jusque dans le comté d'Orange) ou le « westside » (la symbolique moitié occidentale, « blanche » et aisée de Los Angeles).

Cet aperçu nous montre comment, partant de l'étude des représentations, on pourrait aboutir à l'étude de « manières d'être » qui feraient la synthèse des manières de penser et des manières d'agir (des entretiens avec certains des architectes signataires sont prévus). La notion d'urbanité peut être utile pour opérer cette synthèse, car elle porte l'idée qu'« être en ville » correspond indissociablement à une **sociabilité** (l'art de vivre en société, les « bonnes » manières, la politesse, la police et la politique) et à une **spatialité** (la capacité à interpréter les informations provenant du monde extérieur ou objectif, l'art de se situer, de s'orienter, de tirer parti des ressources de l'environnement). Finalement, il s'agit de comprendre comment s'élabore l'art de vivre **ensemble** : cet « ensemble » implique l'espace (il faut être dans un même lieu pour être ensemble) et la société (il faut les autres pour être avec eux). Comme nous venons de le voir, les sujets sont impliqués dans la délimitation sociale et spatiale de cet « ensemble » (par ceux qui sont dedans et/ou par ceux qui sont dehors).

Il apparaît alors que la question de l'urbanité se pose toujours au pluriel : parce qu'il y a une multitude de lieux, et une multitude de personnes. Chacun a sa propre relation aux lieux et aux autres, sa propre urbanité en ville. La spécificité du milieu urbain, c'est de poser aux yeux de chacun la nécessité de la coexistence de toutes les urbanités particulières qui s'y réunissent, c'est-à-dire d'une urbanité minimale commune, à la fois règle de la vie du groupe et espace d'application de ces règles. Entre l'urbanité individuelle (la relation particulière de chacun à l'espace-société urbain) et l'urbanité collective qui identifie les « lieux communs » (partagés par tous ou presque), il y a place pour une foule d'urbanités collectives particulières (identifiables selon les histoires de quartiers, les niveaux économiques, les classes d'âge, les sexes, les systèmes de valeur religieux, politiques ou moraux, etc.).

C'est dans ces perspectives qu'il me semble intéressant, par exemple, de comparer les façons d'instituer, de fréquenter et d'entretenir l'espace public dans différentes sociétés, ce à quoi je m'emploie pour Mexico et Los Angeles. En croisant les informations obtenues par l'observation sur les pratiques de l'espace, les données quantitatives disponibles, les questionnaires appliqués, les entretiens dirigés et l'analyse du corpus de représentations, les grands traits d'une opposition commence à m'apparaître. A Mexico, l'espace public renvoie à la communauté citoyenne et à la politique nationale, s'organise suivant la centralité et

s'actualise par la consommation. A Los Angeles au contraire (en forçant le contraste), la citoyenneté est déconnectée de l'espace public (qui se trouve finalement être le refuge des non-citoyens : immigrés ou marginaux), comme le sont la consommation et la centralité.

Il faudrait également explorer les implications d'une reformulation de la notion de centralité au sein d'un continuum dialectique entre les propriétés « géométriques » (et donc isotropiques et universelles) de l'espace et ses propriétés « anthropologiques » (où l'exotisme culturel le dispute à l'égoïsme corporel). Autre objet, qui a à voir avec l'espace public et la centralité : le commerce ; d'un certain point de vue, celui-ci apparaît comme une nécessité, non seulement économique, mais aussi sociale et culturelle, dans la vie humaine en général et urbaine en particulier. En effet, le commerce crée ou manifeste centralité et lieux communs ; il assure l'introduction de l'intérêt privé dans la sphère publique, et celle du public dans la sphère privée. Jean-Jacques Rousseau, dans le *Discours sur les sciences et les arts* disait que « l'urbanité de mœurs » rend « le commerce si liant et si facile » parmi les « peuples policés » : je tâche de documenter sur mes terrains le fait que la ville puisse être d'un « agréable commerce » à ses habitants grâce à l'activité commerciale et à ses formes. Nous retrouvons là un point déjà évoqué : alors que la « politique de la ville » peine à être autre chose qu'une politique du logement, des transports et de l'« animation socioculturelle », il faut impérativement faire considérer que les politiques de régulation de la présence commerciale, tout comme les politiques de protection du patrimoine, sont des politiques d'urbanité absolument fondamentales pour la reproduction et l'adaptation des sociétés urbaines. Cela pourrait impliquer, au Mexique, de légaliser le commerce ambulant ; aux États-Unis, cela pourrait justifier que les pouvoirs publics interviennent légitimement dans la géographie commerciale aujourd'hui presque entièrement du ressort de l'initiative privée.

Le sujet géographique et son milieu

Les urbanités (les manières d'« être en ville ») sont des modes de territorialisation ou territorialités spécifiques (des manières de produire son territoire), c'est-à-dire, plus généralement, des spatialités (des manières d'« être dans l'espace »). L'espace ou le territoire invoqués doivent être alors considérés comme des réalités sociales produites dans le cadre d'une « médiance », c'est-à-dire de la relation entre le sujet et son milieu (cf. Berque 1990). Suivant ce point de vue, l'espace, le territoire, l'environnement, le paysage etc. doivent être compris comme des termes culturellement élaborés dans la relation d'un sujet (individuel et/ou collectif) à son milieu. Je fais ainsi du **milieu**, à la suite d'Augustin Berque, la catégorie

cognitive qui englobe les dimensions spatiales, environnementales ou paysagères, qu'elles soient considérées dans une perspective « objectiviste » (physique, factuelle) ou dans une perspective « phénoménologique » (du point de vue de l'expérience et des représentations du sujet).

Cela porte notre attention sur une « géographie du sujet », c'est-à-dire sur les façons d'interpréter et d'aménager le monde par le sujet, qu'il s'agisse d'un individu ou d'une collectivité. Ce qui nous intéresse ici, c'est le sujet géographique, le sujet qui « géo-graphie » le monde, pour reprendre l'expression d'Yves Lacoste (1996 : 42). Ce sujet est géographique en ce qu'il géographie son monde, c'est-à-dire qu'il le décrit tout en le produisant et le produit tout en le décrivant : de ce point de vue, le sujet géographique est un acteur, et ce, d'autant plus qu'il est collectif, c'est-à-dire qu'il agit plus massivement sur le monde. Si l'on pose un milieu comme une relation qui ne dépend pas de la conscience pour s'établir, comme une interaction non nécessairement identifiable, un monde, de son côté, apparaît alors comme ce qui est identifié par le sujet (ce qui n'empêche pas la plupart des identifications et des reconnaissances du ou des mondes de rester dans le flou). Le monde est donc un O.S.S.I. (un objet socio-spatial identifiable, cf. C1998a) ; tous les O.S.S.I. sont des mondes à leur échelle.

Qu'est-ce que la géographie vernaculaire ?

Le « sujet », qui invoque la conscience (une certaine souveraineté, donc, même dans l'assujettissement) comme élément présent dans toute action, apparaît ici comme une catégorie essentielle pour notre réflexion. C'est en suivant cette idée que toute action sur le monde est à la fois productrice et produit du savoir du sujet sur le monde qu'il semble important d'étudier les géographies « vernaculaires ». J'appelle ainsi les formes d'organisation de l'espace résultant de la multitude des rétrodéterminations « représentation-action » et les savoirs qui correspondent à une multitude d'urbanités et autres spatialités. Cette géographie vernaculaire est donc à la fois, comme la géographie savante, un savoir et l'objet de ce savoir. Il existe deux sources d'inspiration pour la notion de « vernaculaire ».

L'une renvoie au domaine de la communication, où l'on oppose langue vernaculaire (qui n'est parlée que localement et comprise uniquement par le groupe local) et langue véhiculaire (qui sert à la communication entre groupes et à longue distance). Ce dualisme est typique d'une civilisation dans laquelle on a toujours voulu résoudre la difficulté de communiquer à distance en imposant une langue commune : l'anglais technique et commercial d'aujourd'hui, le français diplomatique du 18^e siècle, le latin antique, médiéval

ou renaissant, etc. Le mythe de la tour de Babel témoigne de l'ancienneté de ce souci. Le tropisme « véhiculaire » en terme de communication s'accompagne volontiers d'un tropisme « aréolaire » en terme d'organisation du territoire, comme on peut le constater à la lecture de Joël Bonnemaïson (1986, 1989). Celui-ci oppose deux modèles d'organisation du territoire : l'un, aréolaire, tend vers un centre unique, des limites nettes, et une aire d'exercice homogène de l'autorité, avec langue dominante et monnaie unique ; l'autre, réticulaire, associe chaque point comme un nœud dans un système en réseau, dans lequel les échanges (langagiers, économiques, matrimoniaux) se font de proche en proche et n'exigent pas une langue ni une unité de compte communes (Laurent Faret –1998– a montré de son côté comment le système migratoire entre Mexique et États-Unis articulait les deux types de territorialité).

L'autre acception de vernaculaire apparaît essentiellement dans la reconnaissance d'une architecture particulière. Cette acception est sensiblement différente de la première, dans la mesure où l'on évoque, non plus l'instrument d'une communication, mais un objet produit par un savoir non codifié académiquement (et donc non communicable en langue savante véhiculaire). Parler d'architecture vernaculaire, comme le font les spécialistes du patrimoine ou les archéologues, relève donc d'une hiérarchisation entre les différentes formes de codification du savoir et leurs productions matérielles. Ainsi, la hutte de branchage, la chaumière construite par les forces familiales, la grange dressée avec l'aide du voisinage, relèvent du vernaculaire parce que les savoirs mis en œuvre n'ont pas fait l'objet d'une codification savante et renvoient à une compétence commune transmise de proche en proche. De façon plus problématique, on range parfois dans la même catégorie les bâtiments plus complexes de production (moulin, usine), voire les immeubles de bureau d'habitation et les pavillons répliqués à des milliers d'exemplaires identiques. Il semble que la dichotomie initiale (qui oppose des savoirs simples et peu codifiés à des compétences spécialisées aux codifications complexes) laisse alors la place à une dichotomie populaire/élitaire selon un gradient de vulgarisation esthétique et technique (les solutions innovantes ou les audaces esthétiques devenant vernaculaires dès lors qu'elles se popularisent).

S'intéresser à la géographie vernaculaire implique de considérer toutes ces acceptions du terme. J'estime que l'on peut assimiler la géographie académique (ma discipline) à un savoir véhiculaire, en ce qu'il est codifié de manière à permettre sa communication entre groupes et à distance (ce qui ne veut pas dire qu'il soit accessible au plus grand nombre ; c'est là sa dimension élitare). Par opposition, j'appelle géographie vernaculaire le savoir de l'espace/sur l'espace développé par tout un chacun, dans des termes qui ne sont que très marginalement communicables. Prenons un exemple : chaque individu possède un savoir

géographique propre des lieux qu'il fréquente ; dans l'espace couvert par la connaissance intime, il/elle peut s'orienter à un niveau subconscient (estimer inconsciemment mais correctement le temps nécessaire pour aller d'un point à un autre, tourner dans la bonne direction, etc.). Quand il s'agit de transmettre à autrui des éléments de cette connaissance de l'espace, cela s'appauvrit considérablement, probablement d'une part parce qu'il faut sélectionner l'information pertinente demandée (le chemin pour se rendre quelque part, par exemple) et d'autre part parce que seule une (très ?) faible partie de l'expérience et de la connaissance de l'espace a été conceptualisée de façon à être communicable. Le savoir géographique vernaculaire s'oppose ainsi à la géographie savante en ce qu'il n'est pas structuré comme celle-ci de façon à devenir véhiculaire.

En outre, tout comme l'objet de la géographie savante est l'organisation de l'espace à un certain niveau d'abstraction (l'espace, la ville, etc. étant ces abstractions), une géographie vernaculaire concrète correspond au savoir vernaculaire : il s'agit de l'espace produit dans le cadre de ces savoirs, l'espace des usages et des images, des pratiques et des représentations multipliées par le nombre d'utilisateurs. Comme nous l'avons vu sous d'autres formes dans la deuxième partie, il y a un enjeu scientifique identifié depuis longtemps à s'occuper de ces savoirs et de ces espaces vernaculaires : tout ce qui n'était pas considéré comme rationnel et dont la géographie savante, à côté d'autres disciplines scientifiques, s'est efforcée de comprendre la rationalité propre (le secteur économique informel, les migrations vers les grandes villes, la violence contre les services publics, etc.). Mais il reste du travail à faire : par exemple, une analyse savante de la géographie vernaculaire de l'insécurité nous aiderait à mieux comprendre la ville, et aiderait certainement les pouvoirs publics à prendre les meilleures mesures pour y remédier. Ainsi, il est possible de faire une géographie de la nuit, des poubelles ou des palmiers (cf. chapitre suivant), autant de recherches qui nous aideraient à comprendre comment les utilisateurs de l'espace qualifient et construisent celui-ci. Un exemple est donné par la représentation raciste des *Latinos* comme étant des gens sales ; cette représentation peut prétendre être validée par une expérience des « quartiers *latinos* », où, effectivement, les poubelles débordent et les trottoirs sont jonchés de débris. Il ne faut pas un grand effort pour vérifier que les espaces publics commerciaux *latinos* sont très intensément fréquentés (beaucoup plus que leurs homologues *anglos* situés à quelques blocs dans Downtown L.A.), alors que le système municipal de vidage des poubelles publiques est appliqué uniformément (un passage au petit matin). Rien d'étonnant alors à ce que, dans les rues commerciales *latinas* les poubelles soient pleines deux heures après l'ouverture des magasins et débordent ensuite ; rien d'étonnant non plus à ce qu'en conséquence des *Anglos*

trouvent les *Latinos* sales, et ne veulent plus fréquenter les mêmes lieux qu'eux (on trouve dans le courrier des lecteurs des journaux des plaintes au sujet des parcs publics qu'on ne peut plus fréquenter parce qu'ils sont trop fréquentés... par les *Latinos*).

L'unité de lieu

Nous pouvons aboutir ici, d'une certaine façon, à un « lieu commun » de la géographie, qui pourrait fonder son intérêt pour les autres sciences sociales et humaines : celui de « l'unité de lieu ». Un point de vue purement subjectiviste pourrait affirmer qu'il existe autant de mondes que d'individus et d'instant. Un point de vue purement objectiviste affirmerait au contraire qu'il n'existe qu'un seul monde, doté de permanence, celui de la réalité concrète et factuelle, le monde de l'étendue physique selon la vulgate euclidienne. Ce qui interdit d'adopter ces points de vue absolutistes, c'est l'unité de lieu dans laquelle doivent jouer les acteurs ou sujets, aussi divers soient-ils. Pour rester dans la métaphore théâtrale, on pourrait dire que chaque acteur a sa propre conception de la scène qui se joue (sa propre interprétation du monde), tout en ayant conscience de l'existence d'autres acteurs et de leurs jeux et conceptions différents, ce qui donne une relative extériorité et autonomie à la scène elle-même et construit chez chacun la conscience de l'unité du lieu de la représentation et de l'action.

Cette dialectique fondamentale (unité de lieu, diversité des acteurs) organise la relation au milieu de chacun et de tous, et qualifie de façon différenciée les milieux, le milieu urbain pouvant apparaître dans cette perspective comme une unité restreinte où la diversité des sujets atteint un paroxysme qui exige la mise en œuvre de modes spécifiques d'organisation sociale et spatiale. Cela rend les villes matériellement identifiables longtemps après qu'elles ont socialement disparu : au Mexique, Teotihuacan (dont on ne sait pas quel nom lui donnaient ses habitants) demeure seulement comme la gigantesque trace minérale d'une société urbaine florissante il y a plus de 1500 ans.

Tout au long de ce chapitre, nous n'avons cessé d'évoquer le sujet géographique en tant qu'individu et en tant que collectivité. L'intérêt pour les urbanités et les géographies vernaculaires oblige à nous arrêter un moment sur le dualisme individualité/collectivité, dans la mesure où toute réalité humaine semble devoir être comprise dans une telle dialectique. Or, nous verrons dans le chapitre suivant que l'individu n'a pas constitué une échelle d'observation ni un échelon d'organisation de l'espace pour la géographie. Pour travailler à

cette échelle, il semble nécessaire d'établir un dialogue avec les disciplines des sciences cognitives.

CHAPITRE 8. COGNITION ET PERFORMANCE GEOGRAPHIQUE

L'échelle humaine

Quand on parle d'échelle humaine, on entend prendre l'être humain comme mesure des choses. Ainsi en va-t-il dans l'expression qui nous a servi à introduire le chapitre précédent : « la ville à échelle humaine » oppose (implicitement ou explicitement) cette dernière à une ville « inhumaine » car gigantesque, hors de proportion par rapport à l'être humain. Mais qu'est-ce qu'on entend par là ? Nul ne veut dire que la ville à échelle « inhumaine » n'est pas une production humaine. D'ailleurs, il est entendu que seule l'humanité peut faire des choses inhumaines, tout le reste étant « naturel », ce qui n'est certes pas le cas de la ville.

Il y a donc clairement deux échelles humaines. L'une est la mesure du monde sur l'échelle de l'humanité : depuis cette perspective, toutes les villes sont par définition à l'échelle humaine. Mais, à l'échelle de l'être humain comme individu, au niveau du regard de la personne sur son milieu de vie, on peut comprendre que les grandes agglomérations, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, aient pu sembler hors de proportion, « inhumaines », au sujet individuel, habitant ou visiteur, qui essayait de les appréhender.

Se pose alors un problème épistémologique pour la géographie. Cette discipline s'est fait une spécialité de réfléchir aux différentes échelles d'observation de l'espace et à leur articulation, ainsi qu'aux échelons ou niveaux d'organisation spatiale. En tant que science sociale excluant l'individualité de son champ d'analyse, elle a fait de l'échelle humaine au premier sens (la mesure de la relation de l'humanité au monde) un outil fondamental d'exercice de ses compétences. Mais, en évitant d'utiliser l'échelle humaine au second sens (la mesure de la relation de l'individu au monde), elle s'est mise dans l'incapacité d'étudier certains niveaux d'organisation de l'espace.

En effet, la géographie s'est employée à définir des échelons d'apparition et d'observation des phénomènes : « une échelle des êtres géographiques montre des systèmes qui peuvent s'appréhender (très approximativement) autour d'ordre de grandeur qui vont par puissances de 10 km^2 , du quartier au pays, à la région (ou province), à l'État moyen, au sous-continent puis au continent » (Brunet & *alii*, 1992 : 163). Du local au mondial, en passant par le régional et le national, la discipline reconnaît un certain nombre de niveaux d'organisation de l'espace, parmi lesquels ne se trouve pas l'échelon individuel.

Les termes supérieurs (les échelons les plus élevés) de l'échelle que nous utilisons sont bien définis. Il semble acquis que la planète constitue le plus grand niveau d'organisation de l'écoumène, depuis que le processus d'humanisation du monde a couvert l'ensemble de l'espace terrestre, processus relayé aujourd'hui par la mondialisation économique et politique. Mais quel est l'échelon inférieur de l'échelle des géographes ? En fait, plus on descend l'échelle, plus le vocabulaire est problématique. Mondial et planétaire ne posent pas de difficultés ; mais celles-ci apparaissent avec le continental (les Amériques sont-elles un ou plusieurs continents ?) et plus encore avec le sous-continental (en quoi le sous-continent indien est-il plus « sous-continental » que le continent européen ?). Cela se complique franchement avec les Etats-nations, dont il apparaît que certains relèvent de l'échelon continental alors que d'autres ne dépassent pas le local (les « micro-états »). Le sens le plus commun de « régional » en français renvoie à la division infra-nationale, mais les géographes (et les économistes) désignent aussi de cette façon toutes les portions d'espace de quelque étendue que ce soit. Le pays est un terme un peu moins compliqué, puisqu'il ne désigne essentiellement que deux échelons : celui, intermédiaire, de l'État-Nation et celui, plus petit, du « vivre et travailler au pays » et des contrats de pays. Au niveau inférieur, on trouve la ville (« Toulouse, moun pais », chante Claude Nougaro) ou le village, puis le quartier ou le hameau.

Poursuivant sur cette lancée vers le bas, il est facile de continuer : on trouve la rue, l'immeuble, la résidence ou le lieu de travail, puis la pièce, et enfin l'échelon du corps humain. Arrêtons là, sans atteindre les vertiges de l'infiniment petit, car, dans notre élan et tout à notre attention à ne pas manquer un barreau de l'échelle, nous avons franchi une limite. C'est sur cette limite que je propose de réfléchir maintenant, afin d'éclairer ce qui la fonde. La limite en question est, bien sûr, celle qui sépare l'échelon « local » en géographie (ville, village, quartier) des échelons « sub-locaux » (l'édifice, la salle, le corps). Dans les perspectives géographiques qui différencient volontiers les phénomènes en niveaux « macro », « méso » et « micro », on ne trouve nulle trace de ce niveau « nano » : pourquoi les thèses, ouvrages et articles, dont les champs géographiques vont du mondial au local, s'arrêtent-ils net sur ce seuil ? Cette question a été posée en d'autres termes par d'autres auteurs, comme Pumain (1993 : 153) qui regrette que l'on n'ait « pas accordé jusqu'ici assez d'importance à bien définir la forme des interactions au niveau individuel » ou comme Di Méo (1994 : 272) qui pense que le « retour à l'individu permettrait de saisir un certain nombre de régularités structurelles dans les représentations de l'espace urbain ».

Cette question me paraît importante, parce qu'elle attire l'attention sur la façon de border le champ de la géographie. « L'espace » interplanétaire et intersidéral n'est pas (encore ?) celui de la géographie, qui se limite à l'espace humanisé, l'écoumène produit par les êtres humains. Mais, alors que la discipline définit facilement la planète entière comme l'échelon supérieur de l'étude géographique, elle ne définit pas avec la même précision ni la même facilité quel est le plus petit niveau d'organisation spatiale qui l'intéresse. Elle ne reconnaît généralement dans l'espace terrestre rien de plus petit que le lieu/le local. Parmi les « quatre niveaux géographiques principaux », au-dessous du monde, de la nation et de la région, R. Ferras définit ainsi le « niveau local » : « C'est l'échelle familière et immédiate qui sous-tend la vie quotidienne de l'individu, qu'il s'agisse de son quartier, de sa commune, de son pays pris au sens de petite région » (*in* : Bailly & alii 1992 : 409). On a vu pourtant qu'il y a bien d'autres échelons possibles au-dessous du quartier, de la commune ou du pays. Ne seraient-ils pas des « niveaux géographiques » ? Qu'est-ce qui ferait du quartier un niveau géographique, et de la maison un niveau non-géographique ?

C'est en s'intéressant aux acteurs que la géographie sociale s'est approchée le plus de l'échelon individuel (Di Méo 1994), mais l'intérêt de la géographie va rarement jusqu'aux territoires individuels, aux propriétés particulières, aux lieux de l'intimité. Un exemple de ceux-ci est donné par les recherches de Jacques Pezeu-Massabuau sur la maison. Ce dernier insère la problématique du dedans et du dehors dans la logique des niveaux emboîtés de l'immensité, de la campagne, de la ville, du logis, de la chambre et pour finir du lit et de la baignoire : ce sont « ces deux enveloppes tièdes et molles de nos corps sans défense, nos draps et l'eau de la baignoire, qui constituent en définitive l'ultime 'intérieur', dedans absolu au-delà desquels il paraît impossible d'entrer plus avant » (1993 : 14). L'œuvre de Pezeu-Massabuau pourrait donc être l'exception qui confirme la règle que la géographie n'étudie pas les niveaux inférieurs d'organisation de l'espace. Il est d'ailleurs révélateur que l'ouvrage cité ne comporte pas de bibliographie, et que Gaston Bachelard soit l'une des rares références (avec des travaux d'architectes) dans le texte. D'un autre côté, un « état des lieux » de la géographie culturelle ne trouve qu'une seule référence sur l'intérieur de la maison (Collignon 1998).

L'intérêt de G. Bachelard pour la maison qui s'exprime dans *La poétique de l'espace* (1957), est resté lui-même marginal dans les travaux de philosophie et de phénoménologie. Il était clairement inspiré par le paradigme psychanalytique de l'inconscient ; or, finalement la psychanalyse et la psychologie ont été les seules disciplines à se focaliser sur les échelles de l'individu et du foyer. Un bon exemple en sont les « coquilles de l'homme » définies par

Abraham Moles dans les années 1970 (et présentées dans : Bailly & alii, 1992 : 177-205). Ce dernier identifie cinq « catégories d'espaces » et huit « coquilles » qui correspondent plus ou moins : le premier niveau est toujours le corps, le dernier le monde, le logement étant toujours central dans ces classements. C'est celui-ci qui incarne le plus parfaitement la dialectique du dedans/dehors qu'on retrouve aux autres niveaux, et c'est lui qui constitue le « lieu » par excellence, celui où l'individu s'enracine (par opposition à l'étendue où l'on erre).

Le seuil qui sépare les niveaux géographiques (dont s'occupe la géographie) des niveaux non-géographiques (dont elle ne s'occupe pas) semble constituer un obstacle épistémologique qui empêche à la fois de traiter certains échelons d'organisation de l'espace et de justifier pourquoi l'étude s'arrête avant. Mon hypothèse est que cet obstacle tient au statut « tabou » de l'individu dans les sciences sociales, alors que la pertinence de l'analyse géographique n'est pas forcément bornée au champ défini par ces sciences.

Le tabou de l'individu

« INDIVIDU : Qui ne se divise pas [...]. Désigne aussi ce que l'on choisit de *ne pas* diviser [...] : un individu statistique est souvent un agrégat. 1. Élément d'une population statistique, quelle qu'elle soit : ce peut être un lieu ; [...] 2. Personne, être humain [...] ; mais le terme est relativement peu employé car il a une vague connotation péjorative : l'individu Untel, un triste individu, drôle d'individu » (Brunet & alii 1992 : 252).

Dans la citation mise en exergue, on notera que l'individu statistique passe avant la personne, et que son humanité est même niée quand l'individu « peut être un lieu ». Il est assez savoureux que la réticence de l'auteur à l'emploi d'« individu » en tant que personne humaine soit justifiée par une « vague connotation péjorative ». Ceci dit, la réticence, bien réelle, de la géographie à parler de la réalité individuelle est symptomatique de l'attitude générale des sciences sociales face à l'individu. Dans le vaste champ des « sciences de l'homme et de la société », il semble que les sciences sociales se soient elles-mêmes individualisées en faisant du sujet individuel un objet tabou. Il apparaît que les géographes ont voulu s'insérer dans le mouvement par lequel l'histoire événementielle a été bannie par les historiens, les structures recherchées par les anthropologues, les agents collectifs identifiés par les économistes, les acteurs sociaux reconnus par les sociologues. Ce faisant, la géographie semble avoir abandonné les champs dans lesquels les architectes d'une part, et les

psychologues d'autre part, ont développé leurs recherches et accordé leur attention au logement et au foyer.

Pour schématiser, disons que dans les sciences dites « sociales », l'individu, en tant qu'individualité, n'a pas droit de cité. Les individualités doivent se dissoudre en un individu statistique afin que soit établie la représentativité de leur comportement (démographique, économique, électoral, migratoire, etc.). La réalité individuelle n'intéresse généralement les sciences sociales que si elle reflète une réalité collective. Les individualités, c'est le chaos, le « bruit », le « résidu » à travers lesquels les scientifiques cherchent à discerner les structures, les principes organisateurs, l'ordre. Ce faisant, nos disciplines ont adopté le principe de « répliquabilité » cher aux sciences « dures » : le résultat d'observation ou d'expérience qui ne pourrait être méthodiquement reproduit ne saurait être reconnu comme valide. Étant donné que chaque être humain a un caractère unique, on comprend que les individus ne soient pas des objets scientifiques valables tant qu'ils n'ont pas été agrégés en un « individu » d'ordre supérieur dont émerge une vérité représentative. Le problème, alors, est qu'il y a tout un pan (par définition incommensurable) de la réalité qui n'est jamais étudié : c'est le cas des niveaux d'organisation de l'espace centré sur l'individu en géographie.

« Les utopies présentent un monde tout de perfection, où les individus sont absents en tant qu'individualités repérables, simples composants d'un grand tout, pions se mouvant – déplacés par un principe organisateur qui les dépassent– sur le parfait échiquier d'une cité vertueuse » (Lussault 1998 : 168). Cette phrase porte sur le « procès urbanistique », mais on ne trahira pas l'auteur en étendant « l'exclusion réelle de l'humanité bruissante » à toutes les « sciences sociales de l'espace » : aménagement, géographie, économie spatiale, logistique, etc. C'est en sacrifiant l'individu que ces disciplines ont pu prétendre devenir des « vraies » sciences, c'est-à-dire des appareils explicatifs qui rendent compte de phénomènes d'ensemble. Dans cette perspective, la science est une utopie d'ordre dans laquelle les individus introduisent le désordre. En devenant « scientifique » (c'est à dire en se préoccupant de la répliquabilité de ses résultats, ce qui lui fait le plus grand bien), la géographie affronte ce problème, qui n'est que très superficiellement traité dans le débat artificiel qui est censé opposer les tenants des lois de l'espace à ceux de l'idiographie monographique. En fait, dans ce débat, semblent s'opposer deux échelles, celles des lois générales d'une part et des particularités locales d'autre part, qui ne font place l'une et l'autre qu'une place extrêmement limitée à la réalité individuelle.

Il résulte du tabou de l'individu en géographie que deux des dimensions fondamentales de la réalité humaine ne sont pas étudiées, alors qu'elles sont pleinement spatialisées. L'une tient à la réalité de l'individu comme corps, l'autre à son existence comme conscience.

Le corps et l'esprit

A travers les siècles, la recherche géographique a fait un chemin paradoxalement similaire à la recherche médicale. La médecine, de « science de l'homme », est devenue science du corps ; la géographie, de « science de la nature », est devenue science de la société. Ce croisement cache une convergence, car dans les deux cas il s'agit du résultat tardif de la distinction moderne entre le corps et l'esprit, représentée par la vulgate cartésienne décrite par Bouvier (1998 : 265-ss.), selon qui Descartes lui-même ne niait pourtant pas l'union de l'âme et du corps.

Selon l'historien des sciences Stephen Toulmin (1990 : 107), « la division cartésienne entre la matière et de l'esprit, entre les causes et des raisons, et entre la nature et l'humanité [...] fut si profonde qu'aux yeux de Descartes, elle justifia de séparer l'esprit et la matière en deux 'substances', et sa fameuse 'dichotomie esprit-corps' entraîna une série de dichotomies conséquentes. Une argumentation qui commença par distinguer la rationalité de la causalité finit alors par séparer le monde de l'expérience humaine (rationnelle) du monde des phénomènes naturels (mécaniques) ». Toulmin explique que cela permit, au 17^e siècle, de fonder les méthodes objectives d'analyse du monde physique grâce à l'objectivation des choses et de l'environnement, tout en justifiant l'absolutisme politique ou religieux et l'esclavagisme grâce à la subjectivation morale de l'ordre humain. Dans un deuxième temps (à partir du 19^e siècle), les phénomènes sociaux ont été objectivés à leur tour, parfois au point d'être naturalisés (le racisme ou racialisme, la physiognomonie, le déterminisme géographique).

C'est dans ce contexte que la recherche médicale semble avoir progressivement perdu son « humanisme » (individualisation de la psychiatrie, puis de la psychologie et de la psychanalyse) pour ne plus considérer les interactions qu'entre l'individu (vu comme un corps isolé) et son environnement (vu sous l'angle biologique). Dans le même temps la géographie a perdu son « naturalisme », au point de ne plus considérer les interactions qu'entre la société (vue comme un ensemble) et son environnement (vu essentiellement sous l'angle économique). Des conceptions systémiques et écologiques jettent aujourd'hui des passerelles par-dessus l'abîme dichotomique sujet/objet, esprit/corps, individu/collectivité. Les recherches

médicales sur les effets « placebo » ou les chimiothérapies psychiatriques, d'une part, et le développement des « sciences cognitives » d'autre part, plaident pour une abolition du dualisme moderne. Du côté des géographes, Berque (1990, 1993) ne fait pas autre chose, en demandant d'adopter le point de vue de la médiance, en attirant l'attention sur la relation (la trajection) entre le sujet et l'objet qui institue et l'un, et l'autre, au sein du milieu. On peut également citer les efforts de modélisateurs et théoriciens pour analyser l'évolution des systèmes urbains « à partir des interactions entre l'échelle microscopique des comportements individuels et l'échelle macroscopique des configurations urbaines » (Lepetit & Pumain 1993 : v).

Aujourd'hui, géographie et médecine (pour ne citer que ces deux là) font face à un défi épistémologique du même ordre : pas plus que la médecine ne peut expliquer la dimension corporelle de la réalité humaine sans prendre en compte la dimension sociale de celle-ci, la géographie ne peut expliquer l'espace social sans tenir compte de l'espace corporel individuel. Il semble que si on se contente d'étudier un bout d'individu (son corps –médecine– ou son comportement –psychologie–) ou un tas d'individus (géographie, sociologie, économie, démographie, science politique), on passe à côté de beaucoup de choses, qui restent comme des « boîtes noires » dans les systèmes explicatifs.

Nous avons vu comment l'attention portée à l'individualité pouvait amener les géographes à considérer l'échelle de la corporéité, qui institue les niveaux « sub-locaux » ou « nano-échelons » dont nous avons parlé. On voit que ce n'est pas pour autant un problème idiographique, dans la mesure où la nature corporelle de l'être est, d'une part, ce qu'il y a de plus universellement humain et, d'autre part, une échelle d'observation de tous les échelons emboîtés de l'organisation de l'espace. Il y a donc matière à travailler à l'échelle de la corporéité tant pour ceux qui voudraient établir des modèles mathématiques de distribution des phénomènes à cette échelle, que pour ceux qui pourraient analyser les systèmes particuliers de relation du corps à l'espace selon les sociétés dans la lignée de la proxémie de Hall (1966). En outre, l'individu, qui ne devrait plus être considéré comme un sujet-esprit distinct du corps-objet comme à l'époque moderne, semble donner une échelle intéressante pour approcher les processus cognitifs. C'est en tout cas ce que m'inspire aujourd'hui la collaboration des sciences humaines et médicales au sein du champ des sciences cognitives en train de se constituer.

Les sciences cognitives articulent, par exemple, la linguistique à l'approche du cerveau, et la biologie à l'étude des comportements. Ainsi, selon Jean-Paul Bronckart, professeur de didactique des langues, la « fonction de représentation » est « une propriété

constitutive de la vie ; aucun animal, aucun végétal ne peut survivre s'il ne s'adapte pas à son milieu, et cette adaptation requiert nécessairement que l'organisme conserve en lui des traces de ses échanges avec l'environnement. [Le] système de pensée étant disponible en chaque humain singulier, les représentations qu'il organise peuvent donc, en première analyse, être qualifiées d'individuelles ». Il poursuit en affirmant que la langue constitue le « réceptacle privilégié » des « représentations collectives, le médium par lequel les connaissances humaines se conservent, se transmettent et se transforment » (Bronckart 1998 : 20).

Mais qu'on ne s'y trompe pas : l'être humain singulier ici évoqué n'a pas d'individualité, il est juste le *quidam* qui sert de référence au discours et représente toute l'espèce. Il faut mettre en évidence ici une double chaîne sémantique qui me semble fondamentale pour comprendre comme le caractère unique de chaque individu est « évacué » de presque toutes les perspectives disciplinaires. En effet, J.P. Bronckart pose l'axiome suivant :

<i>(individuel = biologique = universel à l'espèce) versus (collectif = culturel = particulier à une société)</i>

On a déjà vu comment les méthodes statistiques, à leur manière, constituaient l'individu en espèce. Il semble donc que presque toutes les disciplines qui s'intéressent à l'être humain définissent ensemble un champ polarisé entre le social-culturel d'une part et l'universel-biologique d'autre part, abandonnant aux philosophes et aux psychologues le souci de comprendre comment s'élabore et à quoi mène la conscience.

La conscience géographique

La conscience reste fondamentalement posée comme individuelle, et sur cette conception repose d'ailleurs tout l'édifice moral et politique moderne (par l'institution – sociale – du libre arbitre et de la responsabilité personnelle) : « il n'y a pas de politique sans citoyen [...]. Ennemi des appartenances uniques, automatiques et irréversibles, ami des groupes choisis et de l'action collective délibérée, l'individu constitue un atout maître dans la production du politique » (J. Lévy 1996 : 116). Castoriadis insiste d'ailleurs de son côté sur le fait que la réalisation de la personne comme individualité autonome passe par la reconnaissance des implications de sa propre dimension sociale : « nous naissons [...] comme des monades psychiques, qui se vivent dans la toute-puissance [...] ou ne reconnaissent pas de limites à la satisfaction de leurs désirs [...]. Et nous terminons par être des individus qui acceptent tant bien que mal l'existence des autres [...] et acceptent que le désir des autres ait le

même droit à être satisfait que le leur » (1998 : 23). Ricœur, commentant la pensée d'Hanna Arendt, indique que la nature humaine est justifiée par « sa capacité d'ouvrir, de préserver ou de reconstruire un *espace politique* (1983 : 13 ; c'est lui qui souligne). Or, l'espace politique ou la reconnaissance des autres s'imposent parce que nous avons à partager avec eux le même milieu ou monde, « syntopique » autant que synchronique : le problème est bien, à différentes échelles, d'arriver à être ensemble dans le même lieu au même moment. On peut alors affirmer que tous les aménagements, à chaque niveau, sont des manières d'organiser concrètement cet « être ensemble ».

En simplifiant la géographie comme l'étude de l'organisation de l'espace humanisé, on présente alors une lorgnette à deux bouts égaux. Par un bout, on peut regarder les organisations *résultantes* de l'espace, c'est-à-dire les configurations produites pour pouvoir être ensemble : on a vu que l'intérêt de la géographie s'arrêtait à un certain niveau d'organisation. Par l'autre bout, on peut regarder les organisations *agissantes* sur l'espace, c'est à dire les acteurs qui organisent l'espace : on a dit que l'attention de la géographie se portait sur les acteurs collectifs. Aux deux bouts de la lorgnette, l'individu, son action et son espace, sont aujourd'hui hors-champ. Bien qu'elles ne semblent pas elles-mêmes s'intéresser particulièrement à l'individualité, les sciences cognitives ouvrent maintenant à la réflexion géographique un certain nombre de perspectives, par l'intermédiaire du problème de l'échelle individuelle.

En effet, on peut postuler l'existence d'une conscience géographique personnelle : chacun de nous a une relation individuelle avec le monde par l'intermédiaire de sa conscience ; conscience de soi et conscience du monde vont de pair. Au « je pense donc je suis » cartésien, il semble intéressant d'ajouter « *je* est le centre de *son* monde ». La première formule sous-tendait la modernité absolutiste, avec ses sphères autonomes. La seconde (ré)introduit une conception relativiste de l'être-au-monde, puisqu'elle reconnaît que le sujet n'existe que par l'objet, le centre par la périphérie, l'identité (je) par l'altérité (le monde) : le monde n'est pas tout en moi, je ne suis pas le monde, mais nous n'existons que l'un par l'autre. A partir d'une telle conception d'une conscience géographique primordiale, qui serait commune à tous les êtres humains (donc individuelle-universelle), se développeraient tous les particularismes, du plus personnel au plus collectif, selon un gradient de communicabilité de l'expérience. Chacun garde pour soi ce qui relève de la part unique de son expérience d'être-au-monde, faute de moyen pour l'exprimer, puisque personne n'a exactement la même expérience. En revanche, tout ce qui peut se partager dans l'expérience donne matière à la communication, qui est d'autant plus riche et complexe que l'expérience de l'un est plus

proche de celle de l'autre : cela explique sans doute en partie les liens d'affection qui constituent les groupes et les hiérarchies qui sont établies entre eux (famille, amis, communauté, patrie, etc.)

Une autre dimension de la conscience géographique apparaît si nous nous penchons sur les médiatisations corporelles (sensorielles) de notre rapport au monde. Parmi celles-ci, il semble que les êtres humains accordent « naturellement » (organiquement) la prééminence à la vision (Bagot & *alii* 1998). Depuis longtemps, la géographie a conceptualisé le paysage (l'espace vu) comme une dimension essentielle de l'expérience sociale de l'environnement. De leur côté, les sciences cognitives montrent comment l'individu élabore sa représentation visuelle de l'espace : il semble possible de distinguer, dans le cerveau, deux systèmes de référence dans l'espace (Jacob 1998 : 64). D'une part, un système « égocentrique » (où l'environnement est représenté dans son rapport au sujet) permettrait une « analyse pragmatique » produisant elle-même les « représentations motrices ». D'autre part, un système « allocentrique » (où l'environnement est représenté relativement à lui-même) permettrait une « analyse sémantique » produisant des « représentations perceptuelles conscientes ». La combinaison des deux modes d'analyse et des deux systèmes de référence conditionne l'efficacité de l'action dans l'environnement : c'est une « représentation motrice » correcte qui amène ma main jusqu'à la tasse de thé, c'est une « représentation perceptuelle » erronée qui m'amène à me brûler les doigts si la tasse n'a pas encore assez refroidi.

Perspectives cognitivistes

En tant que géographe, je ne fais que deviner les pistes de recherche que ces questionnements nous ouvrent sur la relation de l'individu aux différents niveaux géographiques. Quelle est la représentation « perceptuelle » de son logis ou sa rue par l'individu ? Que « voit »-il de, et comment voit-il, son quartier, sa ville, son pays ? L'une des hypothèses avec lesquelles je prévois d'analyser les discours tenus par les habitants de Los Angeles ou Mexico sur leur ville est que les représentations catastrophistes des grandes villes (à échelle « inhumaine »), récurrentes depuis l'antiquité, sont le produit collectif d'une incapacité des *individus*, chacun pour soi, à appréhender leur milieu quotidien comme un « monde » unifié par leur conscience géographique. L'enjeu est de repérer comment des objets socio-spatiaux deviennent « identifiables » (et donc deviennent des « O.S.S.I. »), dans un contexte où l'identification par la dénomination ne donne jamais à comprendre la même chose du milieu que l'identification sensorielle (par la vue).

L'échelle individuelle amène aussi à concevoir les types d'espace différemment. La géographie distingue l'étendue (l'espace géométrique euclidien) du territoire (espace – aréolaire ou réticulaire – d'appropriation ou d'exercice d'une compétence) et du lieu (l'espace individualisé, identifié, isolé). Mais ces distinctions sont bonnes pour certaines conceptions sociales, collectives, de l'espace géographique. Pour l'individu, il y a une autre façon de voir, qui tient au fait que toute expérience individuelle de l'espace est en même temps expérience du temps : « c'est par l'espace, c'est dans l'espace que nous trouvons les beaux fossiles de durée concrétisés par de longs séjours » (Bachelard 1957 : 28). Dans cette perspective, le lieu peut être vu comme l'espace de la réalité sensible, ou espace du présent et de ma présence ; le territoire est la représentation de tous mes lieux d'expérience passés (mémoire) ou à venir (anticipation à l'aide du corpus social de représentations géographiques existantes), donc la concrétisation de la durée ; l'infini de l'étendue, ce serait l'inconcevable éternité.

On peut alors évoquer les conséquences pratiques de l'oubli de l'individu par la géographie, l'aménagement et l'urbanisme. Tout comme l'architecture moderniste a conçu des boîtes à habiter parfaitement uniformisées pour un être humain réduit à un « module » asexué, l'urbanisme actuel conçoit la circulation en ville comme un problème automobile. Par exemple, les piétons sont « entrés » dans les modèles de fluidification du trafic comme des gens uniformément patients dans l'attente du signal (c'est faire peu de cas des adolescents en patins et des cadres dynamiques) et non moins uniformément rapides dans leur traversée de la rue (c'est faire peu de cas, maintenant, des personnes âgées et des enfants en bas âge).

Cette conclusion anecdotique me permet de terminer en insistant sur le fait que je ne plaide pas pour l'abandon des catégorisations, loin de là, mais plutôt pour que leur affinement tende à nous rapprocher davantage des individus. Un exemple récent pourrait être *La misère du monde* (Bourdieu 1993) : ici, les individus existent sur la scène des phénomènes sociaux, et leur petite voix personnelle se fait entendre envers et contre tous les processus généraux et les structures d'exclusion que veulent dénoncer les auteurs. En fait, cela fait longtemps que les psychanalystes ont publié les « cas » à partir desquels ils bâtissaient leurs interprétations (Freud le premier). Les anthropologues et les démographes les ont suivis dans cette voie, en accordant aux récits autobiographiques et aux histoires de vie une grande importance. Les historiens retrouvent aujourd'hui le goût de la micro-histoire. De multiples perspectives s'ouvrent aux géographes, dès lors qu'il s'agit de faire une géographie de la vie quotidienne, où le travail d'enquête se porterait sur les différentes modalités de l'« être au monde » ou « être géographique » : modalités individuelles, corporelles, vernaculaires et cognitives qui complètent les modalités géographiques mieux connues.

De palmiers et d'autoroutes : point de vue sur Los Angeles ?

Un exemple de champ d'investigation à ouvrir porte sur le « sens de l'orientation », capacité géographique s'il en est. Ne serait-il pas possible de combiner les résultats de la psychologie de la cognition ou de la perception avec ceux de la proxémique (cf. Hall 1966), de la sémiologie ou sémiotique de l'espace ou encore de l'architecture, pour élaborer une géographie de l'orientation ? Celle-ci aurait à tenir compte à la fois de l'universalité et de la variabilité des capacités organiques des individus, des propriétés quasi-géométriques de l'espace, et des systèmes sociaux d'interprétation et d'aménagement du monde, qui conditionnent l'orientation des individus et des collectivités dans les différents milieux dont ils sont parties prenantes. Mettre en œuvre une étude de ce genre est dans mes projets à Los Angeles, pour interpréter l'abondant corpus d'informations et d'idées sur le paysage et la circulation. D'un côté, cela permettra peut-être d'expliquer l'emphase mise sur les palmiers dans les représentations iconiques de la ville (cartes postales, affiches, télévision, etc.) par la fonction d'horizon mésocosmique qu'ils auraient en offrant aux individus la possibilité d'articuler le microcosme ultrasensible de leur expérience et le macroscosme imperceptible de l'agglomération.

La chose est entendue : cette ville est une non-ville. D'aucuns disent qu'elle n'a pas de centre ; d'autres, qu'elle n'a pas d'âme, ce qui ne revient pas toujours au même ; certains y voient la réalisation d'un rêve anti-urbain, d'un retour à la nature. Si la chose est entendue, la cause ne l'est pas, mais le paysage peut nous aider à l'entendre.

Les palmiers et les autoroutes donneraient son identité visuelle et visible à Los Angeles. Est-il possible d'échapper, sinon aux films hollywoodiens, du moins à leur publicité ? A Toulouse, aujourd'hui 03 novembre 1997, l'arrière des bus, les abribus et quelques autres panneaux d'affichage offrent aux regards des passants des réclames pour le film « Mr. Bean ». On y voit un personnage, que l'on suppose être celui du titre, « situé » dans une rue bordée de palmiers ; la double rangée de ces palmiers crée une perspective qui dirige le regard vers une colline qui porte le bien connu signe « Hollywood ». Si par extraordinaire, vous avez pu être à l'abri de ce type de déferlement publicitaire, vous avez peut-être reçu une carte postale d'un proche, touriste ou immigré à Los Angeles. La présence des palmiers

comme marqueurs « typiques » du paysage angeleño peut y être quantifiée³ : les palmiers sont présents dans plus de 55 % des images, et en constituent même l'un des sujets principaux dans 23,5 % des cas.

En quoi les palmiers, si présents dans les représentations iconographiques de Los Angeles, jouent-ils leur rôle dans la relation paysagère effective à la ville ? Je me demande s'ils n'assument pas la lourde fonction de donner son échelle au paysage urbain. Le niveau microcosmique de l'existence, à Los Angeles, nous trouverons sans originalité que c'est la demeure et la voiture. Le niveau macrocosmique, c'est la mer et la montagne, ces deux horizons sur lesquels s'adosse toute perception de la ville. Et le niveau mésocosmique, qui articule les deux autres niveaux, tel que le fait le jardin autour de la maison japonaise (cf. A. Berque) ? J'ai l'impression que le palmier pourrait jouer ce rôle, comme horizon intermédiaire en fonction duquel le sujet perceptif peut classer le proche (l'en-deçà du palmier) et le lointain (l'au-delà du palmier), le bas (l'en-dessous) et le haut (l'au-dessus). Au-dessous des palmiers, dans l'en-deçà de cet horizon mésocosmique, la maison, la voiture, la rue, le quartier ou communauté de voisinage ; au-dessus des palmiers, dans l'au-delà de « chez moi-chez nous », le travail (le marché d'emploi de l'agglomération) et la politique (la citoyenneté municipale, du comté, etc.). Et rien d'autre : pas de ville, pas de communauté de citoyens, pas d'identification visuelle d'un objet socio-spatial d'un autre ordre. En deçà des palmiers, le pavillon (et presque absolument toutes les formes d'habitat). Au-dessus des palmiers, les tours des quartiers d'affaire, qui apparaissent en paquets isolés comme pour signaler le polycentrisme et la fragmentation de la métropole. Entre l'en-deçà et l'au-dessus, les palmiers cachent tout : les autres quartiers, les autres espaces de centralité et de sociabilité, la ville, donc.

Cette vision est particulièrement frappante depuis l'autoroute. A Los Angeles, les autoroutes ont la particularité d'être le plus souvent suspendues, en viaduc au-dessus du toit des maisons. Seuls dépassent les houppiers des palmiers... et, plus loin, de formidables échangeurs à quatre niveaux et / ou les gratte-ciel des quartiers d'affaire. Rien d'étonnant alors à ce que les autoroutes elles-mêmes et leurs échangeurs se trouvent également représentés dans les cartes postales comme des marqueurs paysagers « typiques » (présents dans plus de 28 % des cartes, et constituant un des sujets principaux dans plus de 15 % des cas). Depuis une autoroute donc, plus de microcosme perceptible, mais seulement les houppiers des arbres qui ensevelissent sous leur horizon mésocosmique les signes de la vie domestique.

Dans ce contexte, dans l'au-delà indifférencié du palmier, dans la mer de verdure des houppiers où se noie l'idée qu'il y a une ville là-dessous avec ses solidarités de fait sinon de

³. Corpus : dans trois sites non touristiques, recueil de toutes les cartes postales avec un nom de lieu au recto ; 65 cartes aux caisses d'un grand magasin du Westside ; 63 cartes dans deux boutiques de cartes de vœux de centres commerciaux du Eastside ; 13 cartes en commun entre les deux côtés de la ville, et 115 cartes différentes.

cœur, l'autoroute joue à son tour un rôle essentiel pour orienter le mésocosme, pour dire les directions et nommer les lieux. Grâce à l'autoroute et à ses panneaux de signalisation, chaque sortie identifie le microcosme particulier que je peux atteindre en descendant la rampe. Chaque intersection me rappelle les points cardinaux et m'indique ce que l'on trouve dans telle ou telle direction. Si je me trouve sur la 405 et croise la 10, l'autoroute me dira que vers l'Est, je trouverai Los Angeles, et vers l'Ouest, Santa Monica. J'ai beau, factuellement, me trouver déjà sur le territoire de la commune de Los Angeles, dans le comté de Los Angeles, dans l'aire métropolitaine de Los Angeles, le panneau ne m'en dira pas moins que si je veux trouver Los Angeles, il va falloir que j'emprunte la 10 vers l'Est. Et, une fois sur cette dernière, les panneaux ne cesseront de m'indiquer la direction de Los Angeles qu'une fois que je serais en vue... des gratte-ciel du quartier d'affaires du centre-ville, qui apparaissent ainsi opportunément pour se substituer à la signalisation routière qui n'indique plus alors que les accès aux microcosmes particuliers qui entourent le *Central Business District* ou bien les directions vers des entités mésocosmiques lointaines (c'est-à-dire invisibles), comme Long Beach, San Bernardino, San Diego ou Sacramento.

D'ailleurs, nos cartes postales reflètent fidèlement l'importance paysagère des gratte-ciel de *Downtown L.A.* En effet, sur 57 images portant la mention « Los Angeles », 53 figurent les susdits gratte-ciel (qui sont un sujet principal voire exclusif dans 50 cartes). Mais alors, pourquoi est-il entendu que Los Angeles n'a pas de centre et est une non-ville ? Serait-ce que certains ne sauraient voir la ville en-deçà des palmiers et des autoroutes, ni le centre au-delà ?

(texte diffusé dans le bulletin de l'association Horizon Paysage : *La lettre du paysage* n°2, 1998, p.22-23)

D'un autre côté, il est question de mettre au point une enquête spécifique, par entretiens et expérimentations, sur les méthodes et techniques individuelles d'orientation utilisées pour se déplacer en voiture dans l'espace urbain.

L'orientation dans l'espace est une parfaite illustration d'une « performance » géographique qui mêle représentation et action, interprétation et aménagement. Ce sont ces termes que nous allons essayer de préciser maintenant.

CHAPITRE 9. POUR UNE THEORIE DE L'INTERPRETATION DU MILIEU

L'espace est la matière des relations. Il constitue la matière de la relation du sujet à l'objet, de soi à autrui, de nous à eux, de l'intérieur à l'extérieur, de la conscience au monde. Que l'espace soit conçu dans une perspective objective, subjective ou trajectrice, il apparaît toujours comme la condition de la relation. Qu'il s'agisse de conscience, de connaissance ou de communication : il faut qu'il y ait différenciation et distance. De façon encore partiellement intuitive, je mets ces axiomes « relativistes » en relation avec diverses propositions aux cohésions théoriques variables :

- celle de la « mésologie » définie comme la « discipline qui s'occupe des milieux humains et de l'écoumène, pour en définir la médiance » et qui relève d'une alliance entre géographie et phénoménologie (Berque 1996 : 188-189) ;
- celle de la « territorialité médiatrice » ou de la « médiation socio-spatiale » qui qualifierait les lieux selon la position qu'ils ont dans le passage de l'identité à l'altérité, du connu à l'inconnu, du familier à l'étranger, de l'échange au silence (Di Méo 1994 : 270-273) ;
- celle d'une « géographie du politique » qui rendrait compte des conditions de la « co-présence » et des « médiations » territorialisées du « vivre-ensemble commun » (J. Lévy 1996 : 26, 29, 71) ;
- celle de la « médiologie » illustrée par Régis Debray et présentée comme « l'écologie des représentations ou des idées efficaces » (Bougnoux 1998 : 40).

Dans ces perspectives, le milieu est le médium, il est la relation entre l'être humain et le monde. Or, l'attention portée à la relation, plus qu'aux termes (concepts, percepts ou choses) qui la supportent et la réalisent (la réifient), demande de considérer dans quelles conditions se produit notre rapport au monde.

Comment s'établit notre relation au monde ? (processus, permanence et sujet)

Il est possible de considérer que les efforts de nombre de ceux qui se sont interrogés sur les moyens de se connaître et de comprendre le monde, depuis Platon et le « mythe de la caverne » ou Confucius et ses « Dits », sont autant de façons différentes de poser la même immense question. Je ne crois pas formuler cette question de façon particulièrement originale,

mais je souhaite insister sur chacun des termes dans lesquels je la pose, parce que ceux-ci structurent la réflexion que je poursuis.

Le processus

En reprenant dans l'ordre grammatical la question « comment s'établit notre relation au monde ? », le premier terme est « comment ». Ce mode interrogatif attire moins l'attention sur la cause (comme avec « pourquoi » ou « qu'est-ce qui ») que sur le *processus*, c'est-à-dire la description des mécanismes qui permettent d'établir cette relation. L'étude de ces mécanismes implique de rechercher les causes, les facteurs et les origines, mais l'emphase sur les processus permet de considérer l'ensemble de la chaîne opératoire d'un phénomène ou d'une réalité. Pour prendre un exemple dans le champ sémantique de la production : en se demandant « comment » un espace se produit, on s'oblige à regarder ce qui se passe entre le producteur et le produit, c'est-à-dire dans le processus de production lui-même. L'hypothèse qui justifie l'attention portée à la production, c'est que le producteur comme le produit sont en grande partie définis ou déterminés par le processus lui-même.

Pratiquement, s'intéresser au processus implique qu'on ne veut saisir un « état » des lieux ou des identités. Dans cette perspective, la ville, qu'il s'agisse en particulier de Mexico, de Los Angeles ou de l'espace urbain en général, ne peut être conçue comme allant de soi. Au contraire, cela donne pour objectif de comprendre comment elle est construite, reconstruite, déconstruite à chaque instant par les pratiques et les représentations que s'en font les habitants. C'est seulement ainsi qu'on comprendra pourquoi Long Beach ou Orange County ne « sont » pas Los Angeles, pourquoi Hollywood n'est pas au centre de la ville, comment East Los Angeles peut n'être qu'un échangeur d'autoroutes. De même, la question n'est plus de comprendre « comment peut-on être Singapourien ? » (Ch. Goldblum, in : *Espaces Temps* 1989), mais comment on peut le devenir ou cesser de l'être (tout comme *Latino, Gabacho, Gringo, Angeleno, Deefeño, Chilango*, etc., pour ne faire état que de quelques identifications possibles à Los Angeles et Mexico).

La permanence

Alors que le processus exige de se saisir d'une chose telle « qu'elle est en train de se faire », le deuxième terme de notre question (comment « s'établit » notre relation au monde ?) postule que cette chose existe dans une autre dimension que celle de son processus de

production, puisqu'on lui reconnaît une stabilité sous une certaine forme. Notre question sous-entend donc que le processus qui nous intéresse produit quelque chose d'une façon non-reversible, c'est-à-dire que la fin du processus ne signifie pas nécessairement la fin de ce qui est produit. Cette dimension est essentielle à la compréhension des phénomènes géographiques qui vont nous intéresser ici, dans la mesure où sont « établies » des réalités qui, de ce fait, possèdent une temporalité propre, distincte de celle des processus qui ont permis cet établissement. C'est l'inertie différentielle des objets (ou formes) et des processus les uns par rapport aux autres que j'appellerai leur *permanence*. Pour reprendre le fil de notre premier exemple, nous dirions donc qu'un système productif ne se déterminerait donc pas uniquement en fonction des processus ou procédures de production, mais aussi par rapport à ce qui a déjà été produit et qui conserve une permanence propre, déterminée en grande partie par sa matérialité.

Ainsi, dans la perspective de substituer la problématique des processus d'identification (des lieux ou des personnes) à celle des identités, il semble intéressant d'établir la permanence des cadres (espaces, groupes) auxquels on s'identifie et en fonction desquels on négocie sa propre situation sociale et spatiale. Quelles permanences aboutissent à la reproduction de centralités et sociabilités aux racines anciennes à Mexico ? Qu'est-ce qui fait perdurer dans les pratiques et dans les discours, le profond clivage entre Eastside et Westside à Los Angeles ? Ces questions font porter l'attention sur les cercles d'identifications allocentrés (structures spatiales, logiques économiques, institutions, solidarités sociales etc.) qui créent ou entretiennent la conscience qu'il existe un monde « extérieur » qui s'impose au sujet.

Le sujet

Le troisième terme de la question (comment s'établit « *notre* » relation au monde ?) introduit le sujet. Je choisis ce terme en connaissance de cause, en sachant : a) qu'il ne s'agit certes pas du sujet grammatical de ma question (c'est, volontairement, la relation au monde) ; et b) que les sciences sociales sont relativement réticentes à l'emploi de ce terme qui, pour elles, renvoie plutôt au sujet individuel (le patient des psychologues), politique (assujetti à l'autorité) ou philosophique (par opposition à objet). C'est bien à ce dernier que je me réfère, non pas pour perpétuer le dualisme sujet-objet (bien au contraire, comme nous l'avons vu), mais parce que la question porte sur l'être, collectif ou individuel, qui est le sujet de la connaissance. Dans le processus de relation au monde naît la conscience de soi : la naissance, à la fois en tant qu'individu unique et en tant que membre de collectivités, est naissance au

monde. « Notre » appelle à s'interroger sur la coexistence de trois processus d'identification du sujet de la connaissance, tous universellement présents en chaque être humain :

- a) l'un identifie le sujet individuel (le fait que je ne me confonde pas avec un autre) ;
- b) un autre identifie les collectivités auxquelles l'individu se rattache et/ou est rattaché par autrui ;
- c) un autre enfin identifie l'espèce humaine (le fait que l'individu en collectivité reconnaisse la même conscience connaissante aux autres humains ; on sait que cela a varié selon les sociétés et dans l'histoire, suivant des clivages sexuels, d'âge, de race, de caste etc. Cf. Todorov 1989).

Dans le cadre de mes recherches, surtout après l'expérience *angelena*, la question du sujet se porte désormais sur les modalités de la construction des acteurs collectifs identifiés par les individus comme « nous », sur des bases ethniques (obsession états-unienne) ou culturelles, mais aussi sexuelles et « géographiques » (au sens d'une interrogation sur les conditions de l'appartenance aux lieux, du patriotisme local et de l'identité régionale, qui sont des questions fort débattues en Californie). La problématique de l'identification du sujet intéresse aussi les processus de personnification d'entités économiques, administratives ou territoriales auxquelles d'autres sujets prêtent une identité. Enfin, cela introduit dans l'enquête une nécessaire requalification de l'individu comme source d'information pertinente sur l'organisation de l'espace.

La relation

Le point précédent nous a ramené aux deux premiers termes de la question : notre relation au monde s'établit partiellement selon les conditions de notre naissance au monde et de celle du monde à notre conscience. La *relation* est cette interaction ou interdépendance entre plusieurs instances ou catégories. S'interroger en terme de relation, c'est chercher les conditions dans lesquelles émergent des phénomènes, se mettent en place des processus et s'établissent des réalités, sans prétendre trouver une origine unique aux choses et sans vouloir mettre en évidence une causalité simple de type facteur-effet ou stimulus-réponse. Cela fait longtemps que l'analyse systémique se fonde théoriquement sur cette idée, avec ses boucles de rétrodétermination où il n'est plus question de savoir qui de la poule ou de l'œuf a produit l'autre le premier. C'est à cela que nous invite la « pensée du contexte et du complexe » (Morin & Kern 1993 : 190), afin d'embrasser les phénomènes dans leurs interrelations ; pour J. Lévy (1996 : 24), pour qui il faut « afficher la complexité », le monde (en tant qu'ensemble

planétaire) est « d'autant plus *explicable* qu'il est *interprété* par ceux qui le font et qui nous disent, à leur manière, ce qu'ils veulent en faire. »

Une pensée que j'appelle *processuelle* ou *relativiste* permet de considérer que la conscience de soi naît de la conscience du monde ; que, du fait qu'il prend conscience du monde, le sujet s'institue lui-même en instituant l'objet ; que, tout comme la cause et l'effet n'existent que l'un par l'autre, le monde et la conscience du monde ne peuvent s'observer qu'en relation l'un avec l'autre. C'est cette relation qui est mon objet, et c'est pourquoi je reconnais les humains d'abord comme des sujets pour déterminer dans quelle mesure ils sont, aussi, des acteurs ou des agents.

C'est dans cette optique que je crois important d'étudier les géographies vernaculaires des citoyens et leurs systèmes d'orientation ou d'information, dans la mesure où la relation entre les sujets géographiques, leurs connaissances et leur action concrète sur le milieu produit l'organisation matérielle de leur monde, par conséquent celle du monde en général.

Le monde

Le monde dont il est question ici garde toutes les dimensions par lesquelles il est connu : il est à la fois la planète, l'univers, l'humanité, l'espace, l'environnement, l'écoumène, le milieu. Dans le sens commun, il est la « réalité extérieure » opposée à la conscience de soi (la « réalité intérieure » ?) dans le continuum qu'est notre relation au monde. La dialectique conscience/monde (ou soi/non-soi) gouverne d'ailleurs la plupart des représentations savantes de la pensée : d'après François Recanati, « l'internalisme cartésien consiste à considérer les pensées comme subjectives et internes, c'est-à-dire indépendantes du monde », tandis qu'à l'inverse les « externalistes radicaux [...] considèrent que le monde extérieur constitue nos pensées d'une manière telle qu'il est impossible d'isoler un ingrédient de la pensée qui serait interne et indépendant du monde » (in : Houdé *et alii* 1998 : 173-175).

Le monde se caractérise par une certaine matérialité, qui lui donne une partie de sa permanence et de sa « réalité » propre. Soulevons à ce sujet quelques contradictions qui semblent nous servir à gérer la complexité de notre rapport au monde. Ainsi, 1) la conscience ou l'idée sont couramment associées à l'abstraction ou à l'imaginaire, qui sont volontiers suspects d'irréalité, voire d'illusion, et opposées au monde concret, qui serait alors le seul dont la réalité ne ferait pas de doute. Mais, 2) nul ne met en doute la « réalité » des sentiments, des émotions ou des pensées : ma peur est bien réelle, même si la cause, elle, est « irréaliste » (s'il n'y a pas de quoi avoir peur). Enfin, 3) on peut transposer la dialectique

conscience/monde dans les termes du sujet (pensant) et de l'objet (pensé), ou de l'esprit (idéal) et du corps (matériel) ; or le sujet n'est pas tout « moi » dans la mesure où mon corps, bien qu'il soit un objet matériel, c'est « moi » aussi. Les sciences cognitives, aujourd'hui, s'attachent à comprendre les mécanismes physiques (c'est-à-dire bien matériels) de la pensée ou de l'esprit.

La dialectique conscience/monde apparaît donc plutôt comme une grille d'interprétation de la présence de soi au monde et du monde en soi, qui varie selon les définitions du « soi » et du « monde ». Pour présenter cette grille de façon simpliste, on pourrait dire que du point de vue de l'individu, le monde, c'est, d'abord, son environnement (ce qui l'entourne), y compris les autres individus ; du point de vue d'une collectivité, le monde, c'est l'univers qu'elle connaît par expérience et par information. A l'heure où l'humanité complète est devenue une collectivité consciente d'elle-même, la planète tout entière comme système intégré a ainsi fini par constituer un monde pour presque tout le monde. J'étends volontiers à tous ces mondes le critère proposé par J. Lévy (1996 : 23) quand il insiste sur le rôle de la synchronisation de divers phénomènes dans l'unification du monde (ou, au contraire, sur la fragmentation qu'implique la « non-contemporanéité »). Je suis tenté d'appeler cela la « syntopisation » (si on peut se permettre ce néologisme construit à partir de la racine « topos » –lieu en grec– et sur le modèle de synchronisation) : à la fois mise en contact de différents phénomènes à l'endroit où ils ont lieu et mise en contact de différents lieux par le même phénomène (cette concordance des lieux faisant pendant à la concordance des temps).

L'un des points auxquels arrive une perspective relativiste, c'est finalement que « le » monde est constitué de bien des mondes articulés par emboîtement ou interconnexion, au sein desquels il est loisible d'identifier des différenciations selon qu'il s'agit des mondes d'un sujet individuel ou d'un autre, ou de ceux d'un sujet collectif, sachant que chaque milieu institué par une relation spécifique représente un certain monde pour un certain sujet. Dans une liste non limitative, on peut faire émerger par exemple :

- « mon » petit monde, le foyer familial, éventuellement mon segment de rue (les adolescents interrogés par questionnaire à Los Angeles citent souvent ce monde en réponse aux questions sur le centre ou le lieu le plus important de la ville) ;
- le monde de mon quartier (Di Méo 1994 rappelle combien le quartier est lacunairement connu et expérimenté) : à Los Angeles, la dimension ethnique en fait clairement une « communauté imaginaire » (Anderson 1983) qui peut ne correspondre à aucune expérience concrète ;

- « ma » ville comme monde semble toujours à la fois très prégnant et très flou, oscillant dans les discours (entretiens, médias, etc.) entre le territoire de la citoyenneté locale et la conscience d'une agglomération matérialisée comme bassin d'emploi ou de consommation.

Dans ce monde de relations et de processus dont j'essaye de rendre compte, il y a place pour de nombreuses contradictions (entre représentations, entre réalités) qui ne sont pas logiquement concevables dans les mondes absolus de l'objectivisme ou du subjectivisme. C'est au contraire la réalité du monde relatif (c'est ce qui le rend réel) que d'être le lieu où coexistent bien des mondes contradictoires (ceux des causes, des raisons, des sentiments, des émotions, des sensations, des intérêts, par exemple). C'est dans ce sens qu'il paraît difficile à une géographie qui voudrait comprendre la réalité du monde comme milieu de l'humanité de ne point se préoccuper des gestes humains (du corps à l'action collective organisée) ou des représentations humaines (du point de vue de l'individu à la conscience ou connaissance la plus universelle).

Parmi tous les mondes qui coexistent dans le monde, il m'intéresse tout particulièrement d'observer la « réalité » de certains : le monde urbain en général, quand il s'agit de comprendre la ville comme un cosmos, une complexité organisée ; les villes de Mexico et Los Angeles, pour montrer quels mondes particuliers elles constituent ; le ou les mondes américains, intersectés avec les précédents et bien d'autres... ; le monde directement expérimenté par l'habitant, enfin, pour saisir dans quelle mesure la variabilité individuelle, l'âge, le sexe etc. contribuent à construire des mondes différents d'une personne à l'autre.

Tous ces mondes sont à la fois clairs et flous. Clairs parce qu'ils ne font pas de doute pour les sujets individuels ou collectifs qui les conçoivent (il n'y a pas de doute sur la réalité de « la France » ou de « Los Angeles ») ; flous parce que la perspective se brouille dès que l'on essaye de leur donner des limites (est-ce que la Guyane c'est la France ? Est-ce que Venice c'est Los Angeles ?). Même le monde de référence, le monde terrestre humain, a des limites mouvantes et incertaines, au gré des variations de la présence humaine aux marges de l'écoumène (déserts glaciaux ou torrides, montagnes ou forêts dites « vierges », océans, espace circumterrestre). Les mondes de l'humanité ne semblent jamais tout à fait finis, dans les représentations comme dans les gestes, à cause de la conscience partagée d'une incertitude de leur permanence par rapport à soi et de leur réalité pour autrui.

Interprétation et aménagement : les deux directions de la relation

Avec les développements qui précèdent, on voit comment les conditions dans lesquelles se constitue la relation au monde (à ce qui n'est pas soi-même, à différentes échelles) créent ce qu'est le monde : un environnement, quand on le considère comme une extériorité, comme l'objet matériel qui enveloppe le sujet ou bien un milieu dans lequel l'être humain est partie prenante. La notion de milieu se prête bien à une perspective processuelle ou relationnelle, car il n'y a pas de milieu dans l'absolu, seulement des milieux *de* quelque chose. L'être humain est au milieu de son milieu, tout en étant lui-même le milieu d'autres choses (de ses propres parasites, par exemple).

Dans la relation ou médiance telle que je la comprends, les deux termes sont d'une part le sujet tel qu'il s'identifie lui-même, d'autre part le monde tel qu'il est identifié par le sujet. Leur relation se fait essentiellement selon deux modalités, qui pourraient être présentées de façon imagée comme les deux « directions » de la relation. Dans la direction sujet-monde, le sujet est une réalité qui agit dans le monde et le transforme effectivement et matériellement. Dans la direction monde-sujet, le monde est une réalité qui doit être conçue et interprétée par le sujet ; cela implique de reconnaître comment le sujet « tient compte » de la réalité du monde, de ce qui s'impose à lui ; cette réalité ne s'impose donc qu'au travers des systèmes mis en place pour en tenir compte. Nous disposons de suffisamment d'exemples pour savoir que d'un individu à l'autre ou d'une société à l'autre, les « contraintes extérieures » s'exercent de façon extrêmement différenciées parce qu'elles sont comprises de multiples façons. Ainsi, les vendeurs ambulants du centre de Mexico, ou la foule de Broadway dans Downtown L.A. sont sécurisants et attractifs pour une partie de la population, mais représentent tout le contraire pour d'autres.

C'est en vertu de cette relation bi-dimensionnelle que j'aboutis à l'identification de deux processus fondamentaux, qui constitue finalement une seule et même « performance » géographique : l'interprétation et l'aménagement. Cette proposition appelle quelques précisions. D'abord, il faut reconnaître la conception et l'interprétation, à l'œuvre dans une direction de la relation, comme des actions à part entière du sujet, qui n'influent *sur* le monde que pour autant que le sujet agisse concrètement *dans* le monde. En d'autres termes, ne considérons pas que l'acte de penser le monde suffit à transformer le monde. Celui-ci, en tant que réalité extérieure, a une permanence propre qui ne peut être affectée que par une action concrète du sujet. Ensuite, la permanence propre du monde (sa réalité objective) agit de deux

façons sur le sujet : d'une part, en tant que l'être humain est lui-même une réalité physique régie par les règles propres au monde physique ; d'autre part, en tant que la conception et l'interprétation ont pour but l'efficacité de l'action du sujet dans/sur le monde. Il existe donc une boucle de détermination réciproque entre le sujet et le monde : une conception correcte et une bonne interprétation de la réalité sont garantes de l'adaptation du sujet à son monde, qui est réussie quand le sujet parvient à adapter efficacement le monde à ses attentes.

Il y a maints exemples de sujets collectifs qui apparaissaient à la fois « être adaptés à » et « avoir adapté » de façon relativement stable leur monde, et qui ont disparu lorsque leur monde a brutalement changé, sous la pression d'événements sur lesquels ils n'ont pas réussi à avoir prise. Ces réflexions m'ont été inspirées par ce que les archéologues ou ethno-historiens ont dit de la radicale étrangeté des sociétés américaines précolombiennes, qui pour la plupart se sont effondrées en tant que sujets collectifs en même temps que leurs mondes étaient profondément perturbés par les nouveautés introduites par les conquérants européens (cf. Bernard & Gruzinski 1991 ; Gruzinski 1988, 1990 ; Todorov 1982, 1989). Il semble possible de dire que la fragilité des sujets individuels, l'effondrement du sujet collectif et l'éclatement de leur monde ont été d'autant plus prononcés que la relation sujet-monde était plus sophistiquée. Sans en faire une règle historique en aucune manière, il peut sembler que les groupes qui ont réussi à se perpétuer le plus longtemps étaient petits et périphériques par rapport aux sociétés dominantes de leur temps (comme les Aztèques ou les Incas) et avaient « incorporé » leur dépendance, leur vulnérabilité ou leur marginalité comme des réalités de leur monde, ce qui les préparait mieux à un nouvel ordre du monde que les peuples qui se plaçaient eux-mêmes au centre d'un monde conçu sans alternative possible.

Socialement, représentation et aménagement apparaissent donc comme intrinsèquement politiques, au sens où ils participent de la relation de chacun aux autres et de la transformation idéale et matérielle d'un milieu partagé en un monde commun. Le monde est la réalisation d'un « vivre-ensemble », l'une des tâches du géographe étant d'identifier les différentes échelles d'organisation spatiale de ce vivre-ensemble, donc les différents « ensembles » auxquels appartient l'individu et qui divisent l'humanité.

La réalisation unifiée du milieu géographique

On a vu que la boucle de rétrodétermination interprétation-aménagement que je propose correspond à la dualité interactive représentation-action identifiée depuis longtemps par de nombreux auteurs, en géographie comme en sociologie et dans les sciences cognitives.

En choisissant les termes d'interprétation et d'aménagement, je souhaite simplement insister sur certains aspects de la relation géographique au monde.

Pratiquement, arrivé au terme provisoire de cette analyse, je propose de remplacer le terme « représentation » par « interprétation » pour deux raisons. La première tient au fait, que j'ai essayé d'établir dans ces pages à l'aide des résultats provenant des recherches d'autrui comme des miennes, que la représentation *est* action sur le monde ; il est donc difficile de différencier cet acte des autres actions, parce qu'il est concomitant à celles-ci : migrer, labourer, bâtir, etc. sont *à la fois* des actes de représentation du monde et de transformation de celui-ci. En cantonnant les représentations dans l'imaginaire, on se priverait alors de comprendre leur pouvoir géographique intrinsèque.

La seconde raison de remplacer le terme est plus particulière à l'histoire scientifique qui a abouti à faire de la « géographie des représentations » un courant qui n'étudie pas vraiment la représentation en tant qu'acte et processus, mais plutôt des représentations-objets (avec leur permanence propre) en tant qu'ils servent de référentiels à une action d'un autre ordre sur le monde. L'interprétation ramène l'attention sur le sujet conscient et connaissant (et donc sur l'acte et l'acteur de la représentation). Elle intègre la dimension cognitive et permet donc de récupérer l'héritage de la géographie de la perception. Elle peut également être mise en conjonction avec l'herméneutique défendue par Lepetit (1993). Une raison annexe tient au fait que le programme apparent de l'expression « géographie des représentations » est trompeur, car à ma connaissance il n'a pas été systématiquement question de *localiser* des représentations ou des systèmes de représentation (et autres images et complexes imaginaires) en faisant l'analyse de leur distribution et de leurs limites.

En substituant interprétation à représentation, je souhaite donc *élargir* l'attention à un ensemble de processus et d'actions qui constituent la relation au monde des individus et des collectifs humains dans leurs milieux respectifs. A l'inverse, parler d'aménagement (et non plus généralement d'action) implique de *réduire* le champ des actions humaines observées par les géographes à celles qui ont pour but ou conséquence d'aménager le milieu de vie (tout en ajoutant l'échelon de l'individu à l'échelle d'observation). D'une certaine façon, ma proposition de faire de la dualité interprétation-aménagement l'essence de la relation au monde aboutit à les confondre comme un seul objet d'étude pour les géographes, puisque étudier le monde des humains, c'est forcément porter autant d'attention aux actions concrètes d'aménagement de celui-là qu'aux raisons, buts et motifs de ceux-ci.

L'aménagement « réalise » une interprétation, et vice-versa. Une théorie de l'interprétation du milieu nous aide à comprendre comment nous interprétons ce que nous

percevons et faisons du monde et comment nous réalisons et communiquons ce que nous interprétons. La métaphore théâtrale de l'interprétation en fait à la fois une création, une variante, une reproduction et une réalisation. Le résultat de l'interprétation, c'est le monde. L'interprétation géographique par excellence, c'est l'aménagement du monde, à toutes les échelles, par tout un chacun.

Bien sûr, nous touchons ici aux frontières disciplinaires : des archéologues, historiens, anthropologues, sociologues, psychologues, philosophes etc. pourraient à bon droit dire aussi qu'ils étudient le(s) milieu(x) humain(s). Il existe pourtant de véritables divergences sur le sens donné à certains termes ; des coutumes profondément ancrées ont constitué des corpus théoriques, méthodologiques et empiriques très différents, dont une vue panoramique, même très partielle comme celle que j'ai proposée ici, donne le vertige. En outre, l'histoire scientifique est faite d'évolutions qui remettent avec plus ou moins de succès en question les définitions disciplinaires, comme cela a été le cas avec l'émergence de la proxémique, de la sémiologie, de l'ergonomie ou des sciences cognitives. Cependant, il me paraît plutôt positif d'aboutir à la conclusion que la relation de l'humain au monde entre dans les perspectives de nombreuses disciplines, car cela reconnaît l'unité de la réalité et identifie un champ dans et sur lequel nous pourrions tous avoir quelque chose nous à dire.

CONCLUSION GENERALE

Le chapitre 9 est une tentative pour faire la synthèse de la synthèse ; en ce sens il est véritablement, mais provisoirement, conclusif ; une conclusion plus définitive ne semble pas encore avoir sa place ici, sinon pour renvoyer à ce qu'il reste de plus tangible, les travaux réunis dans le volume 2, et dont il me semble qu'ils peuvent être passés au crible de la « théorie de l'interprétation du milieu » de façon cohérente. C'est sur tout cet ensemble que je m'appuie aujourd'hui pour proposer de contribuer à l'orientation plus générale de recherches.

Au fil de ce volume, nous sommes allés du plus concret (mon parcours) vers le plus abstrait (une ébauche de théorie) ; du moins incertain vers le plus risqué ; du mieux assuré vers le moins fondé. En adoptant une métaphore architecturale, je dirai que j'ai échafaudé quelque chose d'intrinsèquement fragile, parce que j'ai monté deux piliers inégaux (les bilans sur les recherches empiriques et sur les fondements conceptuels) pour qu'ils soutiennent une voûte dont les éléments ne sont pas encore cimentés. Combien de temps les éléments que j'ai empilés vont-ils tenir assemblés, face aux vérifications empiriques que j'entreprends et face aux (in)validations conceptuelles dont mes interlocuteurs me font bénéficier ?

Des choses d'ordre différent ont été mises en jeu. L'une, bien sûr, concerne la proposition théorique centrée sur l'interprétation et le relativisme, avec laquelle j'essaye de faire l'inventaire d'un certain patrimoine conceptuel. Un autre enjeu est la volonté de théorisation elle-même, dans ses rapports à la recherche de terrain. Un troisième enfin concerne à la fois l'interdisciplinarité, le comparatisme et toutes les stratégies informatives qui permettent de mener un parcours « à cheval ». Les balles sont dans le champ ; à nous de jouer ensemble...

REFERENCES ET INDEX

LISTE DES TRAVAUX ET PUBLICATIONS DE L'AUTEUR

(Norme de référence : ISO 690)

Thèse [T]

- T1992. *La société des lieux communs. Usages et images du centre historique de Mexico*. Thèse de Doctorat de Géographie de l'Université de Paris-4 Sorbonne, 1992 (sous la direction du Professeur Paul Claval).

Ouvrages [O]

- O1995. *Usos e imagenes del Centro Histórico de la ciudad de México*. México D.F. : DDF/CEMCA. 1995. 372 p. (ISBN : 968.6029.34.6)
- O1994. *Le Mexique*. Paris : Nathan. 1994. 192 p. (Géographie d'aujourd'hui. ISBN : 2.09.192.132.2).
- O1993. *La ville et son double. La parabole de Mexico*. Paris : Nathan. 1993. 224 p. (Essais & recherches. ISBN : 2.09.190.417.1)

Direction et coordination de publications collectives [D]

- D1996. *Espace, temps et pouvoir dans le Nouveau Monde*. Paris : Anthropos-Economica, 1996, 460 p. (ISBN 2.7178.3239.4).
- D1994. Dossier thématique « Mexamerica ». *L'Ordinaire latino-américain* n°154, novembre-décembre 1994, 39 p. (Toulouse : IPEALT)
- D1991. Numéro thématique « Espacio(s) y Cultura(s) en México ». *Trace* n°20, décembre 1991, 78 p. (México D.F. : CEMCA)

En préparation [NP]

- NP1998a (sous presse)
MONNET, Jérôme (dir.). *La ville et le pouvoir en Amérique : les formes de l'autorité*. Paris : L'Harmattan (Géographie et cultures).
- NP1998b (en attente de publication)
MONNET, Jérôme (dir.). *La ville et l'ordre du monde : cosmogonies américaines*.
- NP1998c (en préparation)
MONNET, Jérôme & CAPRON, Guénola (dirs.). *L'urbanité dans les Amériques. Les processus d'identification socio-spatiale*.

Matériel pédagogique [M]

- M1987. Les activités des hommes [en collaboration avec Louis MARROU]. *Diapositives pour les classes de seconde*. Paris : Nathan, 1987, 10 pages (matériel pédagogique)

Participation à ouvrages collectifs [P]

- P1998. La ville au crible de la proximité [auteurs principaux : AUBERT, Pierre-Louis, MONNET, Jérôme & SANQUER, Ronan].
In : HURIOT, Jean-Marie (dir.). *La ville ou la proximité organisée*. Paris : Anthropos-Economica, 1998, p.211-222 (Villes).
[C1996b]
- P1996b. Introduction. Le projet d'un monde nouveau : maîtriser l'espace pour contrôler le temps.
In : MONNET, Jérôme (dir.), *Espace, temps et pouvoir dans le Nouveau Monde*. Paris. Anthropos-Economica. 1996. p.1-11.
- P1996a. La ville en Amérique latine.
In : PAQUOT, Thierry (dir.) : *Le Monde des villes*. Bruxelles. Complexe. 1996. p.271-302.
- P1995b. Significati e appropriazioni del Centro Storico di Città del Messico.
In : CATTEDRA, Raffaele & MEMOLI, Maurizio (eds.) : *La Città ineguale*. Milan. Unicopli. 1995. p.107-123.
[C1991c]
- P1995a. Mexcaltitan, territoire de l'identité mexicaine : la création d'un mythe d'origine.
In : CLAVAL, Paul & SINGARAVELOU (eds.) : *Ethnogéographies*. Paris. L'Harmattan. 1995. p.227-244.
[C1990b ; en espagnol : A1991]
- P1993. 1883-1989 : un siglo de comercio en el centro de la ciudad de México. (en collaboration avec Louis MARROU).
In : CHECA SANCHEZ, Adelaida (ed.) : *Las relaciones comerciales iberoamericanas*. Madrid : Universidad Complutense. 1993. p.241-251.
[C1991b]
- P1991. Semiología de los espacios políticos en la ciudad de México.
In : DELGADO, Javier & VILLAREAL, D.R. (eds.) : *Cambios territoriales en México*. México D.F. : UAM-Xochimilco. 1991. p.323-335.
[C1991a]
- P1990b. A Mexico.
In : HUETZ DE LEMPS, Alain & PITTE, Jean-Robert (eds.) : *Les restaurants dans le monde et à travers les âges*. Grenoble : Glénat. 1990. p.337-346.
[C1989a]
- P1990a. La dimensión urbanística de la protección del patrimonio : el caso de la ciudad de México.
In : *IX Symposium Internacional de Conservación del Patrimonio Monumental*. México D.F. : ICOMOS-UAM. 1990. p.19-23.
[C1988]

Articles pour périodiques [A]

- A1998. La symbolique des lieux : pour une géographie des relations entre espace, pouvoir et identité.
CYBERGEO n°56, 1998, 12 pages. (revue électronique : www.cybergegeo.presse.fr)
- A1997. Pitié pour les grandes villes.
CYBERGEO n°16, 1997, 3 pages (revue électronique : www.cybergegeo.presse.fr)
- A1996e. Espacio público, comercio y urbanidad en Francia, México y Estados Unidos.
Alteridades n°11, 1996, p.11-25 (México D.F. : UAM-Iztapalapa)
[C1996a]
- Commerce, espace public et urbanité en France, au Mexique et aux Etats-Unis.
Géographie et cultures n°24, 1997, p.71-90. (Paris)
- A1996d. Urbain, civil et poli. La matrice terminologique de nos réflexions sur la ville.
Les Annales de la Recherche Urbaine n°72, 1996, p.157-160. (Paris)
- A1996c. De la mondialisation et des manières d'aborder le problème.
Géographie et cultures. n°19, 1996, p.120-123. (Paris)
- A1996b. La ville dont le prince est un criminel : une géographie de Los Angeles en Noir et Blanc.
L'Espace Géographique n°2-1996, p.126-128. (Paris)
- A1996a. O alibi do patrimônio : crise da cidade, gestão urbana e nostalgia do pasado.
Revista do Patrimônio n°24, 1996, p.220-228. (revue de l'IPHAN, Brésil)
- A1994c. Mexamerica et les limites de l'Amérique latine.
L'Ordinaire latino-américain n°154, 1994, p.3-26. (Toulouse)
- A1994b. Villes-monstres et obsessions littéraires : Le Caire-Mexico.
Observatoire urbain du Caire contemporain n°38, 1994, p.25-29. (Le Caire)
- El Cairo y México : El monstruo y sus metáforas.
Nexos n°204, 1994, p.34-37. (México D.F.)
- A1994a. Centres historiques et centres des affaires : la centralité urbaine en Amérique latine.
Problèmes d'Amérique latine n°14, 1994, p.83-101. (Paris)
- A1993. Tableaux de la géographie du Mexique : les données du recensement de 1990.
Historiens-Géographes n°341, 1993, p.385-398. (Paris)
- A1991. Mexcaltitan, territorio de la identidad mexicana : la creación de un mito de origen.
Vuelta n°171, 1991, p.25-30. (México D.F.)
[C1990b ; en français : P1995a]
- A1990f. Comercio y centralidad en la ciudad de México.
Trace n°17, 1990, p.33-50. (México D.F. : CEMCA)
- Du bazar au modèle : le commerce à Mexico.
L'Espace Géographique n°3-1992, p.239-252. (Paris/Montpellier)
- A1990e. Une carte rupestre précolombienne ? La modélisation de pétroglyphes mexicains.
[en collaboration avec Véronique DARRAS].
Mappemonde n°2/1990, p.36-40. (Paris/Montpellier)

Articles (suite)

- A1990d. Las sorpresas del censo.
Nexos n°154, 1990, p.11-15. (México D.F.)
- Mexico et les surprises du recensement.
L'Ordinaire Mexique Amérique centrale n°130, 1990, p.7-19. (Toulouse)
- A1990c. ¿Poesia o urbanismo ? Utopias urbanas y crónicas de la ciudad de México (siglos XVI-XX).
Historia Mexicana n°155, 1990, p.726-766 (México D.F.)
- Poésie ou urbanisme ? Les modèles de villes dans les descriptions de Mexico (XVIe-XXe siècles).
Acta geographica n° 81, 1990, p.3-30. (Paris)
- A1990b. Le jeu de la ville et du pouvoir. *Alfil* n° 6, 1990, p.29-35. (México D.F. : IFAL)
- A1990a. Los criterios de protección del patrimonio cultural en una perspectiva urbanística.
PROA n°396, 1990, p.10-11. (Bogotá : revue d'architecture)
[C1989b]
- A1989. Una escenografía monumental : el Centro Histórico de la ciudad de México.
Unomásuno, suplemento cultural *Sábado* n°621, 26 août 1989, p.1-3.
(México D.F. : quotidien d'information générale)
- Mexico face à son patrimoine. Les transformations de l'espace dans le centre historique.
Document de recherche du CREDAL n°76, 1990, 10 pages (Paris : IHEAL)
- A1988. Les musées d'anthropologie et d'histoire au Mexique : organisation spatiale et projet idéologique.
Culture n°VIII-2, 1988, p.95-98. (Montréal : revue de la Société canadienne d'ethnologie)
- Los museos de antropología e historia en México : organización espacial y proyecto ideológico.
Trace n°16, 1989, p.49-52. (México D.F. : CEMCA)

Notes de lecture et commentaires [L]

- L1997. Les défis du développement, de l'aménagement régional et de l'intégration nationale au Brésil (compte-rendu de : H.Théry, *Pouvoir et territoire au Brésil*, Paris : MHS, 1996). *Géographie et cultures* n°24, 1997, p.131-133. (Paris)
- L1996. Places of power and powers of place in the Americas (rapport sur le colloque du GRAL, Université de Toulouse-Le Mirail, septembre 1995). *Current Anthropology* vol.37-n°3, 1996, p.568. (Chicago)
- L1995. Commentary on : Smith (A.) & David (N.), « Production of Space and the House of the Xidi Sukur ». *Current Anthropology* vol.36-n°3, 1995, p.461. (Chicago)
- L1994b. Mexique. La faiblesse de l'opposition. (Commentaire sur l'article d'Homero Aridjis paru dans le numéro précédent du *Monde des débats*) *Le Monde des débats*, septembre 1994, p.12. (Paris)
- L1994a. Compte-rendu de : Rivière d'Arc (H.), coord., *L'Amérique du sud aux XIXe et XXe siècles* (Paris : Armand Colin, 1993, 273 p.). *Historiens-géographes* n°344, 1994. (Paris)
- L1993. Bibliographie sur la géographie du Mexique pour les concours de recrutement de l'enseignement secondaire. *Historiens-géographes* n°341, 1993, p.363-364. (Paris)
- L1992. Compte-rendu de : Rome. *L'espace urbain et ses représentations* (Paris : Université de Paris-Sorbonne, 1992). *Géographie et cultures* n°2, 1992, p.136-138. (Paris)
- L1990. Compte-rendu de : Musset (A.), *Le Mexique* (Paris : Masson, 1990, 255 p.). *Trace* n°17, 1990, p. 65-67. (México D.F.)

Communications pour congrès, colloques, séminaires [C] ; sur invitation [i]

- C1998d. Una retórica progresista para un urbanismo conservador : La protección de los centros históricos en América latina.
[en collaboration avec Guénola CAPRON]
Symposium *Social Justice and Land Market Behavior in Latin America*.
Chicago : 24-25 septembre 1998. Latin American Studies Association Conference.
- C1998c. Du local au global... Quelles territorialités pour les « Latinos » de Los Angeles ?
Table Ronde *Nouvelles territorialités en Amérique latine et au Mexique*.
Paris : 27-28 mai 1998. Institut des hautes études d'Amérique latine
- Ci1998b. Modernism, cosmopolitanism and catastrophism in Los Angeles and Mexico City.
Panel *Los Angeles and Mexico City : Transnational Experiences*. California Studies Conference X.
Los Angeles : 06 février 1998. University of Southern California / Self-Help Graphics.
- C1998a. La ville comme objet socio-spatial identifiable. Les catégories de l'expérience et de la connaissance de l'espace urbain.
Séminaire *Processus d'identification socio-spatiale dans les métropoles des Amériques (PRISMA)*.
Toulouse : 06 janvier 1998. Université de Toulouse-Le Mirail, GRAL / Pôle Ville
- C1997. The Processes of (Un)identification of the City.
Seminar *Understanding our Cities*.
Los Angeles : 09-10 janvier 1997. University of Southern California / Université de Toulouse-Le Mirail.
- C1996b. Rapport de synthèse de l'atelier 2 : la ville au crible de la proximité.
Ecole thématique *Proximités urbaines*.
Aussois : juin 1996. PIR-Ville CNRS.
[publié : P1998.]
- Ci1996a. Comercio, espacio público y urbanidad en Francia, México y Estados Unidos.
Simposium internacional *Lo público y lo privado en ciudades multiculturales*.
México D.F. : mai 1996. UAM-Iztapalapa / The Rockefeller Foundation.
[publié : A1996c]
- C1994. Mexico et la modernité occidentale.
Colloque interdisciplinaire *La ville en représentation : modèles, images, perceptions*,
Toulouse : novembre 1994. Université de Toulouse-2 Le Mirail, UFR d'Histoire.
- C1991c. Le voyage, le paysage et l'image. Les appropriations du centre historique de Mexico.
Colloque international *Grandes métropoles d'Afrique et d'Amérique latine*.
Toulouse : novembre 1991. Université de Toulouse-2 Le Mirail/CNRS, GRAL.
[publié : P1995b]
- C1991b. 1883-1989 : un siglo de comercio en el centro de la ciudad de México
[en collaboration avec Louis MARROU]
Symposium *Las relaciones comerciales iberoamericanas*, 47e Congrès International des Américanistes.
New Orleans : juillet 1991. Tulane University.
[publié : P1993]
- C1991a. Semiología de los espacios políticos en la ciudad de México.
Symposium *Estructuras urbano-territoriales en México*. 47e Congrès International des Américanistes.
New Orleans : juillet 1991. Tulane University.
[publié : P1991]

Communications (suite)

- C1990c. Les enjeux politiques de la protection du patrimoine.
XI Symposium Internacional de Conservación del Patrimonio Monumental.
México D.F. : novembre 1990. ICOMOS México.
- C1990b. Mexcaltitan, territoire de l'identité mexicaine.
Colloque *Les ethnogéographies.*
Bordeaux : octobre 1990. CEGET/ Université de Paris-4.
[publié : A1991 / P1995a]
- C1990a. Urbanisme et modèles de ville à Mexico.
Colloque *Les conditions américaines de l'architecture.* 17e congrès de l'Union Internationale des Architectes.
Montréal : mai 1990. Université de Montréal / McGill University
- Ci1989b. Les fondements de la protection du patrimoine.
Primer Seminario sobre criterios de restauración del patrimonio cultural,
Guatemala : novembre 1989. Ministerio de Cultura.
[publié : A1990a]
- C1989a. Les modes de restauration à Mexico.
Colloque *Les restaurants dans le monde et à travers les âges.*
Paris : octobre 1989. Université de Paris-4.
[publié : P1990b]
- C1988. La dimensión urbanística de la protección del patrimonio : el caso de la ciudad de México.
IX Symposium Internacional de Conservación del Patrimonio Monumental.
Zacatecas (Mexique) : novembre 1988. ICOMOS México.
[publié : P1990a]

Invitations pour conférence, exposé, ou débat [I]

- I1998. L'Utopie, la ville et l'identité nationale.
Séminaire *Utopies urbaines*.
Toulouse : 07 mai 1998. Pôle Ville de l'Université de Toulouse-Le Mirail.
- I1997b. La ville et le pouvoir en Amérique latine.
3 conférences à l'Escola de Serviço Social, Universidade Federal do Rio de Janeiro.
Rio de Janeiro : 27-29 août 1997.
- I1997a. Geografia : Enfoques y temas.
Séminaire de la Chaire Elisée Reclus.
Mexico : 17-29 juin 1997. CEMCA-Instituto Mora-CIESAS.
- I1995c. L'étude des urbanités latino-américaines.
Séminaire du 08 novembre 1995.
Barcelone. Centre de Estudis de América Llatina de Catalunya, Universitat de Barcelona.
- I1995b. La ville et son double : image et identité de ville.
Conférences-débats *Correspondances de ville*.
Lyon : 04 mai 1995. ARAFSUE, CAUE Rhône, Université Lyon-II.
- I1995a. Mexamérique : illusion médiatique ou réalité vécue ?
Cycle de conférences *Le Mexique aujourd'hui*.
Paris : 07 janvier 1995. Maison du Mexique / Université de Paris-I.
- I1994d. L'art et la manière d'écrire la ville : référents du discours et présupposés de l'analyse.
Conférence du 20 décembre 1994.
Le Caire : CEDEJ / Ambassade de France en Egypte.
- I1994c. Urbanité et théâtralité.
Cycle de débats *Repères et métamorphoses : la ville en question(s)*.
Paris : 26 mai 1994. B.P.I., Centre Georges Pompidou.
- I1994b. Entre instantané et longue durée : la monumentalisation du centre historique de Mexico.
Séminaire *Les temporalités urbaines*.
Paris : 20 avril 1994. Centre de recherches historiques, EHESS.
- I1994a. Mexico : la ville et son double.
Cycle de conférences *Le Monde contemporain, débats et enjeux*.
Toulouse : 02 février 1994. Association régionale des professeurs d'Histoire et Géographie.
- I1992. Centre et périphérie : les frontières du pouvoir à Mexico.
Séminaire *Centre-villes et banlieues : problèmes sociaux de la fin du siècle*.
Paris : 02 déc. 1992. Association pour la recherche à l'EHESS.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABELES, Marc. 1987. « Inauguration en gare de Nevers. Pèlerinage à Solutré ». *Les Temps Modernes*, mars 1987, p.75-97.
- AGNEW, John A., MERCER, John & SOPHER, David E. (eds.). 1984. *The City in Cultural Context*. Boston : Allen & Unwin, 1984.
- AGUILA, Yves. 1980. « Sur les prémices d'un sentiment national en Nouvelle-Espagne, 1805-1810 ». In : *Esprit créole et conscience nationale*. Paris : CNRS, 1980, p. 69-96.
- AGUILA, Yves. 1983. « Représentations de la ville de Mexico et évolution de la conscience créole ». In : *Villes et Nations en Amérique latine*, Paris, CNRS, 1983, p.63-81.
- ALLIES, Paul. 1980. *L'invention du territoire*. Grenoble :, Presses universitaires de Grenoble, 1980, 190 p. (Critique du droit).
- ANDERSON, Benedict. 1983. *Imagined communities. Reflections on the origin and spread of nationalism*, London/New York : Verso, 1983, 160 p.
- ANTHEAUME, Benoît, & alii. 1984. « Recherches géographiques dans le Tiers-Monde : libres réflexions sur une pratique de la géographie à l'ORSTOM ». *L'Espace Géographique* n°4/1984, p.353-360. :
- AUGE, Marc. 1986. « Espace fonctionnel, espace symbolique », in : *Ville Forme Symbolique Pouvoir Projets*. Liège : Mardaga / Institut Français d'Architecture, 1986, p.11-14.
- AUGE, Marc. 1990. « Le paganisme aujourd'hui ». In : *Hauts Lieux*. Paris : Autrement, 1990, p. 27-32 (Mutations n°115).
- AYMARD, Maurice. 1985. « Espaces ». In : BRAUDEL, Fernand (dir.). *La Méditerranée : l'espace et l'histoire*, Paris : Flammarion, 1985, p. 191-223 (Champs ; 1^{ère} éd. 1977).
- BACHELARD, Gaston. 1957. *La poétique de l'espace*. Paris : PUF, 1989, 216 p.
- BADIE, Bertrand. 1986 (2ème éd.). *Culture et politique*. Paris : Economica, 1986 (Politique comparée).
- BAGOT, Jean-Didier, & alii. 1998. *L'ABCdaire des cinq sens*. Paris : Flammarion, 1998, 120 p.
- BAILLY, Antoine. 1977. *La perception de l'espace urbain*. Paris : C.R.U., 1977, 264 p.
- BAILLY, Antoine. 1985. « Distances et espaces : vingt ans de géographie des représentations ». *L'Espace géographique*, n°3-1985 p.197-205.
- BAILLY, Antoine, & alii. 1984. *Les concepts de la géographie humaine*. Paris : Masson.
- BAILLY, Antoine, FERRAS, Robert, & PUMAIN, Denise (dir.). 1992. *Encyclopédie de géographie*. Paris : Economica, 1992, 1132 p.
- BAILLY, Antoine & RACINE, Jean-Bernard. 1980. Note de lecture de « Espace et Pouvoir » de Paul Claval. *L'Espace géographique*, n°1-1980, p.13-15
- BAILLY, Antoine & SCARIATI, Renato (éds.). 1990. *L'humanisme en géographie*, Paris-Genève : Anthropos-Economica, 1990, 172 p.
- BARTHES, Roland. 1957. *Mythologies*, Paris : Seuil, 1971, 250 p. (Points).
- BARTHES, Roland. 1970a. *L'empire des signes*. Paris : Flammarion, 1970, 151 p. (Champs / Skira)
- BARTHES, Roland. 1970b. « Sémiologie et urbanisme ». *L'architecture d'aujourd'hui*, n°158, 1970, p.11-13.
- BARTRA, Roger. 1989. "La crisis del nacionalismo en México", *Revista Mexicana de Sociología*, año 51/n°3, 1989, p. 191-220 (Mexico: UNAM-I.I.S.)
- BARTRA, Roger. 1990. "Oficio mexicano: miserias y esplendores de la cultura", *La Jornada Semanal nueva época* n°77, 1990, p.14-22 (Mexico: La Jornada, 2-XII-90).
- BATAILLON, Claude (dir.). 1977. *Etat, pouvoir et espace dans le Tiers-Monde*. Paris, PUF, 1977, 290 p. (IEDES Tiers-Monde).

- BATAILLON, Claude, DELER, Jean-Paul & THERY, Hervé. 1992. *Amérique latine*. In : BRUNET, Roger (dir.). *Géographie Universelle*, Paris : RECLUS/Hachette, 1992, 480 p.
- BERDOULAY, Vincent. 1974. « Remarques sur la géographie de la perception ». *L'espace géographique* n°3-1974, p.187-188 (Paris : Doin).
- BERNAND, Carmen & GRUZINSKI, Serge. 1991. *Histoire du Nouveau Monde : De la Découverte à la Conquête*. Paris : Fayard, 1991, 770 p.
- BERNAND, Carmen & GRUZINSKI, Serge. 1993. *Histoire du Nouveau Monde : Les métissages*. Paris : Fayard, 1993, 792 p.
- BERQUE, Augustin. 1985. « Milieu, trajet de paysage et déterminisme géographique ». *L'Espace géographique*, n°2-1985, p.99-104.
- BERQUE, Augustin. 1990. *Médiance. De milieux en paysages*. Montpellier : Reclus, 1990, 163 p. (Géographiques).
- BERQUE, Augustin. 1993. *Du geste à la cité. Formes urbaines et lien social au Japon*. Paris : Gallimard, 1993, 248 p. (NRF)
- BERQUE, Augustin. 1996. *Être humains sur la terre. Principes d'éthique de l'écoumène*. Paris : Gallimard/Le débat, 1996, 212 p.
- BERQUE, Augustin (dir.). 1987. *La qualité de la ville. Urbanité française, urbanité nipponne*. Tokyo : Maison Franco-Japonaise, 1987, 327 p.
- BERTRAND, Michel-Jean. 1978. *Pratique de la ville*. Paris : Masson, 1978, 212 p.
- BONNEMAISON, Joël. 1981. « Voyage autour du territoire ». *L'Espace Géographique* tome X n°4-1981, p.249-262 (Paris : Doin).
- BONNEMAISON, Joël. 1984. In : DURAND-LASSERVE, Alain & alii. « Géographie tropicale et géographie du Tiers-Monde ». *L'espace géographique* tome XIII n°4-1984, p.338-352 (Paris : Doin).
- BONNEMAISON, Joël. 1985. « De la nature de l'espace à l'espace de la culture ». *L'Espace Géographique* n°1-1985, p.33.
- BONNEMAISON, Joël. 1986. *La dernière île*. Paris : Arléa / Orstom, 1986, 407 p.
- BONNEMAISON, Joël. 1989. « L'espace réticulé. Commentaires sur l'idéologie géographique ». In : *Tropiques, lieux et liens*. Paris : ORSTOM, 1989, p. 500-510 (Didactiques).
- BOUGNOUX, Daniel. 1998. Pourquoi des médiologues... ? *Sciences Humaines*, Hors-série n°21, juin-juillet 1998, p.38-41.
- BOURDIEU, Pierre. 1980. *Le sens pratique*. Paris : Éditions de Minuit, 1980, 475 p. (Le sens commun).
- BOURDIEU, Pierre. 1982. *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*. Paris : Fayard, 1982, 245 p.
- BOURDIEU, Pierre (dir.). 1993. *La misère du monde*. Paris : Seuil, 1998, 1468 p. (Points).
- BOURDIN, Alain. 1984. *Le patrimoine réinventé*. Paris : PUF, 240 p. (Espace et liberté).
- BOUVIER, Alban. 1998. « Processus cognitifs et procédures rhétoriques dans la diffusion des représentations. Saillance et *dispositio* dans la constitution des vulgates ». In : BORZEIX, Anni & alii (coord.). *Sociologie et connaissance. Nouvelles approches cognitives*. Paris : CNRS, 1998, p.247-268 (Sociologie).
- BRONCKART, Jean-Paul. 1998. « Langage et représentations », *Sciences humaines* Hors série n°21, 1998, p.20-23.
- BRUNET, Roger. 1974. « Analyse des paysages et sémiologie. Éléments pour un débat ». *L'Espace Géographique* n°2-1974, p.120-126.
- BRUNET, Roger. 1987. *La carte, mode d'emploi*. Paris : Fayard/Reclus, 1987, 270 p.
- BRUNET, Roger. 1990. « Le déchiffrement du Monde ». In : BRUNET, Roger (dir.). *Géographie Universelle : Mondes Nouveaux*, Paris : Hachette/ Reclus, 1992, p.9-271
- BRUNET, Roger, FERRAS, Robert & Théry, Hervé. 1992. *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*.

- Montpellier/Paris : Reclus / La Documentation Française, 1992, 470 p.
- BUTTNER, Anne & SEAMON, David (eds.). 1980. *The Human Experience of Space and Place*. New York : St. Martins Press, 1980.
- Cahiers de géographie de Québec*. 1977, vol.21, n°53-54. Spécial « Paysages et culture ».
- CAILLET, Laurence. 1991. « Espaces mythiques et territoire national ». *L'Homme* n°117, XXXI (1), 1991, p.10-33 (Paris).
- CAILLOIS, Roger. 1938. *Le mythe et l'homme*. Paris : Gallimard, 1989, 190 p. (Folio).
- CALVINO, Italo. 1968. *Cosmicomics*, Paris : Seuil, 1988 (Points ; traduit de l'italien).
- CALVINO, Italo. 1972. *Les villes invisibles*. Paris : Seuil, 1987, 192 p. (Points roman ; traduit de l'italien).
- CAPRON, Jean-Luc. 1987. « Communication architecturale et structure urbaine ». In : BERQUE, Augustin (dir.). *La qualité de la ville. Urbanité française, urbanité nipponne*. Tokyo : Maison Franco-Japonaise, 1987, p. 35-41.
- CASTORIADIS, Cornelius. 1998. « De l'autonomie en politique : L'individu privatisé ». *Le Monde Diplomatique*, février 1998, p.23-ss. (www.monde-diplomatique.fr/1998/02/CASTORIADIS/)
- CHAMOISEAU, Patrick. *Texaco*. Paris : Gallimard, 1992, 433 p. (NRF).
- CHARTIER, Roger. 1989. « Le monde comme représentation ». *Annales E.S.C.* 44e année n°6, 1989, p.1505-1520 (Paris : Armand Colin).
- CHASTEL, André. 1985. « Le patrimoine », in : *Encyclopaedia Universalis, Symposium « Les enjeux »*. Paris, 1985, p. 267-274.
- CHASTEL, André. 1986. « La notion de patrimoine », in : NORA, Pierre (dir.). *Les lieux de mémoire, II : la Nation*, Paris : Gallimard, vol.2, p.405-450 (Bibliothèque illustrée des histoires)
- CHEVALIER, Jean. 1969. *Dictionnaire des symboles*. Paris : Robert Laffont, 1969.
- CHOAY, Françoise. 1965. *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*. Paris : Le Seuil, 1965, 445 p. (Points).
- CHOAY, Françoise. 1970. « Remarques à propos de sémiologie urbaine ». *L'architecture d'aujourd'hui*, n°158, 1970, p.9-10.
- CHOAY, Françoise. 1984. « A propos de culte et de monuments », in : RIEGL, Alois. *Le culte moderne des monuments*. Paris : Seuil, 1984, p. 7-20.
- CHOAY, Françoise. 1987. « Mémoire de la ville et monumentalité », in : BERQUE, Augustin (dir.). *La qualité de la ville. Urbanité française, urbanité nipponne*. Tokyo : Maison Franco-Japonaise, 1987, p. 121-129.
- CHOAY, Françoise. 1992. *L'allégorie du patrimoine*. Paris : Seuil, 1992, 278 p.
- CHOAY, Françoise & alii. 1972. *Le sens de la ville*. Paris : Seuil, 1972, 186 p.
- CLAVAL, Paul. 1974a. « Géographie et sémiologie ». *L'Espace Géographique* n°2-1974, p.113-119.
- CLAVAL, Paul. 1974b. « La géographie et la perception de l'espace ». *L'Espace Géographique* n°3-1974, p.179-187.
- CLAVAL, Paul. 1978. *Espace et pouvoir*, Paris : PUF, 1978 (Espace et liberté).
- CLAVAL, Paul. 1981. *La logique des villes. Essai d'urbanologie*. Paris : Litec, 1981.
- CLAVAL, Paul. 1995a. *La géographie culturelle*. Paris : Nathan, 1995, 384 p. (Fac. Géographie).
- CLAVAL, Paul. 1995b. *Histoire de la géographie*. Paris : PUF, 1995, 128 p. (Que sais-je ?).
- COLLIGNON, Béatrice. 1998. « La géographie culturelle en France : état des lieux ». 13 p. A paraître dans : *Documents d'Analisi Geografica*, n°34, 1999 (Univ. de Barcelona)
- COPETA, Clara. 1994. « Géographie phénoménologique et sciences cognitives : un parcours ». *Géographie et cultures* n°9, 1994, p.45-55.
- DAMASIO, Antonio & DAMASIO, Hanna. 1997. Le cerveau et le langage. *Pour la Science*, Dossier Hors Série *Les langues du Monde*, octobre 1997, p.8-15 (Paris : édition française de Scientific American)

- DARDEL, Éric. 1952. *L'homme et la terre. Nature de la réalité géographique*. Paris : Comité des travaux historiques et scientifiques, 1990, 133 p.
- DEBARBIEUX, Bernard. 1995. « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique ». *L'Espace géographique*, n°2-1995, p. 97-112.
- DE COSTER, Michel. 1998. Quand l'individu se joue des contraintes. *Sciences Humaines* n°86, août-septembre 1998, p.23-25.
- DI MEO, Guy. 1994. « Epistémologie des approches géographiques et socio-anthropologiques du quartier urbain ». *Annales de géographie* n°577, 1994, p.255-275 (Armand Colin).
- DOWNS, Roger M. & STEA, David (eds). 1973. *Image and Environment. Cognitive Mapping and Spatial Behavior*. Chicago : Aldine, 1973.
- DUMAS, Claude. 1982. « Nation et Identité dans le Mexique du XIXe siècle : essai sur une variation », *Caravelle* n°38, p. 45-69 (Toulouse : Université du Mirail).
- DUVERGER, Christian. 1983. *L'origine des Aztèques*, Paris : Seuil (Recherches anthropologiques).
- ELIADE, Mircea. 1952. *Images et symboles. Essais sur le symbolisme magico-religieux*. Paris : Gallimard, 1980. (TEL).
- ELIADE, Mircea. 1981. « Mythe. Approche d'une définition », in : *Dictionnaire des Mythologies*, Paris : Flammarion, 1981, vol. 2 (K-Z), p.138-140.
- Espaces Temps*, n°42, 1989 (spécial « Racines, derniers temps. Les territoires de l'identité »).
- Espaces vécus et civilisations*. 1982. Paris : CNRS (Mémoires et documents de géographie).
- ETHINGTON, Philip J. 1997. « The Intellectual Construction of « Social Distance » : Toward a Recovery of Georg Simmel's Social Geometry ». *CYBERGEO* n°30, 1997, 17 p. ([http :www.cybergeopresse.fr](http://www.cybergeopresse.fr))
- EVENO, Emmanuel (éd.). 1998. *Utopies urbaines*. Toulouse : Presses universitaires du Mirail, 1998, 356 p. (Villes et territoires).
- EVENO, Claude. 1988. « La stratégie du visible. Impressions de voyage à Montpellier » & « L'art urbain ». *Cahiers du CCI* n°5, p.52-59 & 105 (Paris : Centre Georges Pompidou, C.C.I.).
- FAUQUE, R. 1974. « Perception de la ville et imaginaire urbain ». *Espaces et sociétés* n°1-1974.
- FERRAS, Robert. 1990. *Ville paraître, être à part*, Montpellier : Reclus, 1990, 143 p. (Géographiques).
- FERRIER, Jean-Paul. « Savoir lire les lieux : plaidoyer pour une géographie composante majeure des sciences morales et politiques ». In : BAILLY, Antoine & SCARIATI, Renato (éd.). 1990. *L'humanisme en géographie*, Paris-Genève : Anthropos-Economica, 1990, p. 23-39.
- FLORESCANO, Enrique. 1982. "Le pouvoir et la lutte pour le pouvoir dans l'historiographie moderne et contemporaine au Mexique". In: *Champs de pouvoir et de savoir au Mexique*. Paris: CNRS-GRAL/Institut d'Etudes Mexicaines, p.165-188.
- FLORESCANO, Enrique. 1989. "Fundación del nacionalismo histórico". *Nexos* n°134, p.33-41 (Mexico).
- FLORESCANO, Enrique. 1990a. "Mito e historia en la memoria nahuatl". *Historia Mexicana* (155) vol. XXXIX n°3, p.607-661 (Mexico: El Colegio de México).
- FLORESCANO, Enrique. 1990b. "Hacia una reinterpretación de la historia mesoamericana a través del mito". *Historia Mexicana* (155) vol. XXXIX n°3, p.701-725 (Mexico: El Colegio de México).
- FOHR, Robert. 1985. « Le musée : une institution en question », in : *Encyclopaedia Universalis, Symposium « Les enjeux »*, Paris, 1985, p.170-179.
- FRANCIS, Ray. 1983. « Symbols, images and Social Organization in Urban Sociology ». In : PONS, Valdo, & FRANCIS, Ray (eds.). *Urban Social Research : Problems and Prospects*. London : Routledge & Kegan Paul, 1983, p.115-145 (Sociological Review Monograph 30).
- FREMONT, Armand. 1976. *La région, espace vécu*. Paris, PUF, 1976, 223 p.
- GADE, Daniel W. 1977. « L'image du Vermont : mythologie américaine et réalité géographique ». *Cahiers de Géographie de Québec* vol.21, n°53-54, p.221-242 (Québec : Presses de l'Université Laval).
- GARREAU, Joel. 1981. *The Nine Nations of North America*. New York : Avon, 1981, 427 p.

- GHORRA-GOBIN, Cynthia. 1987. « Les Américains et leur territoire. Mythes et réalités ». *Notes et Etudes Documentaires* n°4828 (1987-3), Paris : La Documentation Française, 112 p.
- Grand Robert. *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*. 1997. Édition sur cédérom Liris Interactive.
- GREIMAS, A.J. 1979. « Pour une sémiotique topologique ». In : *Sémiotique de l'espace*. Paris : Denoël/Gauthier, 1979, p. 11-43 (Médiations).
- GRUZINSKI, Serge. 1988. *La colonisation de l'imaginaire. Société et occidentalisation dans le Mexique espagnol, XVI^e - XVIII^e siècles*. Paris : Gallimard, 1988 (NRF - Bibliothèque des histoires)
- GRUZINSKI, Serge. 1990. *La Guerre des images, de Christophe Colomb à "Blade Runner" (1492-2019)*. Paris : Fayard, 1990, 389 p.
- GRUZINSKI, Serge. 1996. *Histoire de Mexico*. Paris : Fayard, 1996, 454 p.
- GUIHEUX, Alain. 1988. « Entrées sur la scène urbaine ». *Cahiers du CCI* n°5, 1988, p.19-27 (Paris : Centre Georges Pompidou, C.C.I.).
- GUMUCHIAN, Hervé. 1991. *Représentations et aménagement du territoire*. Paris : Anthropos-Economica, 1991.
- HALL, Edward T. 1966. *La dimension cachée*. Paris : Le Seuil, 1996, 256 p. (Points Essais ; éd. originale en anglais).
- HARVEY, David. 1973. *Social Justice and the City*. Baltimore : The John Hopkins University Press, 1973.
- HOUDE, Olivier. 1998. Je pense, donc j'inhibe. *Le Monde de l'éducation* n°255, 1998, p.42-45 (dossier « Intelligence »).
- HOUDE, Olivier & alii. 1998. *Vocabulaire de sciences cognitives. Neurosciences, psychologie, intelligence artificielle, linguistique et philosophie*. Paris : PUF, 1998, 418 p. (Psychologie et science de la pensée).
- JACOB, Pierre. 1998. « Voir » n'est pas toujours « voir ». *La Recherche* n°309, mai 1998, p.62-65.
- JIMENEZ, Manuel. 1997. *La psychologie de la perception*. Paris : Flammarion, 1997, 124 p. (Dominos).
- JODELET, Denise (dir.). 1991. *Les représentations sociales*. Paris : PUF, 1991, 424 p. (Sociologie d'aujourd'hui).
- KOROSEC-SERFATY, Perla. 1986. *La Grand'Place. Fonctions et pratiques quotidiennes de Stortorget à Malmö*. Paris : CNRS, 1986.
- LACOSTE, Yves. 1996. *La légende de la terre*. Paris : Flammarion, 1996, 225 p.
- LACOSTE, Yves (dir.). 1993. *Dictionnaire de Géopolitique*. Paris : Flammarion, 1993, 1680 p.
- LACROIX, Bernard. 1983. « Ordre politique et ordre social : objectivisme, objectivation et analyse politique ». In : GRAWITZ, Madeleine & LECA, Jean (eds.). *Traité de science politique*, Paris : PUF, 1983, tome 1, p.469-565.
- LATOUCHE, Daniel. 1998. « Le retour de l'utopie : cosmopolitisme et urbanité en Amérique du nord. » In : EVENO, Emmanuel (éd.). *Utopies urbaines*. Toulouse : Presses universitaires du Mirail, 1998, p.179-210. (Villes & territoires)
- LEDROUT, Raymond. 1970. L'image de la ville. *Espaces et sociétés* n°1, 1970, p.93-106.
- LEDROUT, Raymond. 1973. Significations, paroles, images. *Les images de la ville*. Paris : Anthropos, 1973, p.11-37.
- LEDROUT, Raymond. 1976. *L'espace en question, ou le nouveau monde urbain*. Paris : Anthropos, 1976, 363 p.
- LEFEBVRE, Henri. 1970. Réflexions sur la politique de l'espace. *Espaces et sociétés* n°1, 1970, p.3-12.
- LEPETIT, Bernard. 1980. « Histoire urbaine et espace ». *L'Espace Géographique* n°1-1980, p.43-54.
- LEPETIT, Bernard. 1993. « Passé, présent et avenir des modèles d'auto-organisation » & « Une herméneutique urbaine est-elle-possible ? ». In : LEPETIT, Bernard & PUMAIN, Denise (coord.). *Temporalités urbaines*. Paris : Anthropos-Economica, 1993, p.113-134 ; 287-299 (Villes).
- LEPETIT, Bernard & PUMAIN, Denise. 1993. « Avant-Propos. Le temps des villes ». In : LEPETIT, Bernard & PUMAIN, Denise (coord.). *Temporalités urbaines*. Paris : Anthropos-Economica, 1993, p.v-x

(Villes).

- L'espace géographique*, n°2-1974. Spécial « Paysage et analyse sémiologique » (Paris : Doin).
- L'espace géographique*, n°3-1974. Spécial « Espace et perception » (Paris : Doin).
- L'espace géographique*, n°4-1981. Spécial « L'approche culturelle en géographie » (Paris : Doin).
- LEVI-STRAUSS, Claude. 1952. *Race et Histoire*, Paris : Gallimard, 1987, 130 p. (Folio/essais).
- LEVI-STRAUSS, Claude. 1955. *Tristes tropiques*. Paris : Plon, 1980 (Terre Humaine).
- LEVI-STRAUSS, Claude (dir.). 1983. *L'identité*. Paris : PUF, 1983, 350 p. (Quadrige).
- LEVY, Jacques (dir.). 1991. *Géographies du politique*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1991, 222 p. (Références).
- LEVY, Jacques. 1996. *Le monde pour Cité*. Paris : Hachette, 1996, 143 p. (Questions de politiques).
- LEVY, Jean-Paul. 1987. *Centres villes en mutation*. Paris : CNRS, 1987, (Centre Régional de Publication de Toulouse).
- LOMNITZ, Larissa. 1982. "Horizontal and vertical relations and the social structure of urban Mexico". *Latin American Research Review* vol.XVI n°2, p.51-74.
- LUSSAULT, Michel. 1993. *Tours : Images de la ville et politique urbaine*. Tours : Maison des sciences de la ville, 1993, 415 p. (Université François-Rabelais).
- LUSSAULT, Michel. 1998. « Un monde parfait : des dimensions utopiques du projet urbain contemporain ». In : EVENO, Emmanuel (éd.). *Utopies urbaines*. Toulouse : Presses universitaires du Mirail, 1998, 356 p. (Villes et territoires).
- LYNCH, Kevin. 1960. *The image of the City*. Cambridge (Mass.) : M.I.T. Press, 1960, 194 p.
- MALMBERG, Torsten. 1980. *Human territoriality. Survey of behavioural territories in man with preliminary analysis and discussion of meaning*. The Hague-Paris-New York : Mouton, 1980.
- MARTÍNEZ, Rubén. 1993. *The Other Side : Notes from the New L.A., Mexico City and Beyond*. New York : Vintage Books, 1993, 170 p.
- MAXIMY, René de. 1985. « L'humaniste et les acteurs de l'urbain : culture savoir et pouvoir dans une métropole du Tiers-Monde, Kinshasa ». *L'Espace Géographique* n°3-1985, p.188-196.
- MOLES, Abraham. 1992. Vers une psycho-géographie. In : BAILLY, Antoine, FERRAS, Robert, & PUMAIN, Denise (dir.). *Encyclopédie de géographie*. Paris : Economica, 1992, p.179-205.
- MONDADA, Lorenza & SÖDERSTRÖM, Ola. 1993. « Du texte à l'interaction : parcours à travers la géographie culturelle contemporaine ». *Géographie et cultures* n°8, 1993, p.71-82.
- MORENO TOSCANO, Alejandra (coord.). 1978. *Ciudad de México : ensayo de construcción de una historia*. Mexico : INAH-D.I.H., 1978.
- MORIN, Edgar & KERN, Anne-Brigitte. 1993. *Terre-Patrie*. Paris : Seuil, 1993, 219 p.
- MORIN, Edgar. 1998. La nature des idées. *Sciences Humaines*, Hors-série n°21, juin-juillet 1998, p.6-10.
- MOSCOVICI, Serge. 1998. Comment voit-on le monde ? Représentations sociales et réalité (entretien). *Sciences Humaines*, Hors-série n°21, juin-juillet 1998, p.11-13.
- MUSSET, Alain. 1990. *Le Mexique*. Paris : Masson, 1990, 256 p. (Géographie).
- NEISSER, Ulric. 1998. « Sommes-nous plus intelligents que nos grands-parents ? ». *La Recherche* n°309, mai 1998, p.46-52.
- ORLEANS, Peter. 1973. « Differential cognition of urban residents : effects of social scale on mapping ». In : DOWNS, Roger M. & STEA, David (eds.). *Image and environment. Cognitive mapping and social behavior*. Chicago : Aldine, 1973, p.115-130.
- PAUL-LEVY, Françoise & SEGAUD, Marion (éds). 1983. *L'anthropologie de l'espace*. Paris : Centre Georges Pompidou / CCI, 1983, 345 p.
- PELLEGRINO, Pierre. 1982. « Espace, représentation de l'espace et négociation narrative des représentations ». In : *Sémiotique de l'architecture. Espace & Représentation*, Paris : Editions de la Villette, 1982, p.255-

- PELLEGRINO, Pierre, & alii. 1982. Identités régionales, représentations et aménagement du territoire. *Espaces et sociétés* n°41, juin-décembre 1982, p.99-112.
- PEREC, Georges. 1974. *Espèces d'espaces*, Paris : Galilée, 1988, 128 p..
- PERRATON, Charles. 1982. « Note pour une sémio-pragmatique des espaces » & « Table ronde ». In : *Sémiotique de l'architecture : Espace & Représentation*. Paris : Editions de la Villette, p. 81-89 (Penser l'espace).
- PERRATON, Charles. 1984. « Espaces et pratiques d'espaces de la Grande Place du complexe Desjardins à Montréal ». In : *Sémiotique de l'architecture. Espace : construction et signification*. Paris : Editions de la Villette, 1984, p.113-128 (Penser l'espace).
- PEZEU-MASSABUAU, Jacques. 1993. *La Maison. Espace réglé, espace rêvé*. Montpellier : Reclus, 1993, 154 p. (Géographiques).
- PINCHEMEL, Philippe & Geneviève. 1988. *La face de la terre. Éléments de géographie*. Paris : Masson, 1988, 520 p.
- PINCHEMEL, Philippe. 1990. Biographie (d'Éric Dardel). In : DARDEL, Éric. *L'homme et la terre. Nature de la réalité géographique*. Paris : Comité des travaux historiques et scientifiques, 1990, p.177-181.
- PIOLLE, Xavier. 1979. *Les citadins et leur ville*. Toulouse : Privat, 1979, 450 p.
- PLANHOL, Xavier de. 1988. *Géographie historique de la France*. Paris : Fayard, 1988.
- POURTIER, Roland. 1989. « Les espaces de l'Etat ». In : *Tropiques, lieux et liens*. Paris : ORSTOM, 1989, p. 394-401 (Didactiques).
- PUMAIN, Denise. 1993. « L'espace, le temps et la matérialité des villes » ; « Poursuivre une démarche scientifique ». In : LEPETIT, Bernard & PUMAIN, Denise (coord.). *Temporalités urbaines*. Paris : Anthropos-Economica, 1993, p.135-157 ; 281-286 (Villes)
- PUMAIN, Denise & SAINT-JULIEN, Thérèse. 1997. *L'analyse spatiale. 1. Localisations dans l'espace*. Paris : Armand Colin, 1997, 168 p. (Cursus Géographie)
- RACINE, Jean-Bernard. 1993. *La ville entre Dieu et les hommes*. Paris : Anthropos-Economica, 1993, 354 p.
- RAFFESTIN, Claude. 1977. « Paysage et territorialité ». *Cahiers de géographie du Québec*, vol.21, n°53-54, 1977, p.123-134.
- RAFFESTIN, Claude. 1980. *Pour une géographie du pouvoir*. Paris : Litec, 1980, 250 p. (Géographie économique et sociale tome XIII).
- RAFFESTIN, Claude & TURCO, Angelo. 1984. « Espace et pouvoir ». In : BAILLY, Antoine (éd.). *Les concepts de la géographie humaine*. Paris : Masson, 1984, p.45-50.
- Relation de Michoacan*. 1548. Paris : Gallimard, 1984, 318 p. (NRF-Tradition ; traduite de l'espagnol par J.M.G. Le Clézio).
- REMY, Jean & VOYE, Liliane. 1981. *Ville, ordre et violence*. Paris : PUF, 1981.
- RICHARDSON, Miles (ed.). 1984. *Place : experience and symbol. Geoscience and Man* (vol.24), Baton Rouge : Louisiana State University, 1984.
- RICŒUR, Paul. 1983. « Préface ». In : ARENDT, Hanna. *La condition de l'homme moderne*. Paris : Calmann-Lévy, 1983, p.5-32 (Pocket Agora).
- RICŒUR, Paul. 1998. « Us et abus de la mémoire », conférence prononcée le 30 avril 1998 à l'Université de Toulouse-Le Mirail (Grandes Leçons de l'Institut d'études doctorales).
- RONCAYOLO, Marcel. 1990. *La ville et ses territoires*. Paris : Gallimard, 1990, 275 p. (Folio Essais).
- SACK, Robert David. 1981. « Territorial bases of power ». In : BURNETT, A.D. & TAYLOR, P.J. (eds.). *Political studies from spatial perspectives*. Chichester (N.Y.) : John Wiley & Sons, 1981, p. 53-71.
- SANSOT, Pierre. 1984. *Poétique de la ville*. Paris : Méridiens Klincksieck, 1984, 422 p.
- Sémiotique de l'architecture. Espace & Représentation*. 1982. Paris : Editions de la Villette, 350 p. (Penser l'espace).

- Sémiotique de l'architecture. Espace : construction et signification.* 1984. Paris : Editions de la Villette, 253 p. (Penser l'espace).
- Sémiotique de l'espace. Architecture, urbanisme, sortir de l'impasse.* 1979. Paris : Denoël/Gauthier, 250 p. (Médiations)
- SICRE, Claude. 1995. Ma ville est le plus beau park. *Fabulous Trobadors*. Disque compact n°526-916-2. © 1995, Mercury (France) / Philips.
- STASZAK, Jean-François. 1997. Dans quel monde vivons-nous ? Géographie, phénoménologie et ethnométhodologie. In : STASZAK, Jean-François (dir.). *Les discours du géographe*. Paris : L'Harmattan, 1997, p.13-38 (Géographie et cultures).
- SÜSKIND, Patrick. 1986. *Le Parfum. Histoire d'un meurtrier*. Paris : Fayard, 1986, 308 p. (Le Livre de Poche ; traduit de l'allemand).
- TAYLOR, Peter J. 1985. « Territory, state and nation ». *Political Geography : World Economy, Nation-State and Locality*, London : Longman, p. 95-140
- TEYSSOT, Georges. 1988. « La métropole mise en représentation ». *Cahiers du CCI* n°5, 1988, p.10-18 (Paris : Centre Georges Pompidou-C.C.I.).
- TODOROV, Tzvetan. 1982. *La Conquête de l'Amérique. La question de l'autre*. Paris : Seuil, 1982, 284 p.
- TODOROV, Tzvetan. 1989. *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine*. Paris : Seuil, 1989, 449 p. (La couleur des idées).
- TOULMIN, Stephen. 1990. *Cosmopolis. The Hidden Agenda of Modernity*. Chicago : The University of Chicago Press, 1990, 228 p.
- TUAN, Yi-Fu. 1977. *Space and Place*. Minneapolis : The University of Minnesota Press, 1977.
- TUAN, Yi-Fu. 1984. « In place, out of place ». In : *Geoscience and Man* (vol.24). *Place : Experience and Symbol*, Baton Rouge : Louisiana State University, 1984, p.3-10.
- TURCO, Angelo. 1997. Aménagement et processus territoriaux : l'enjeu sémiologique. *Espaces et sociétés* n°90-91, 1997, p.231-249.
- VERNANT, Jean-Pierre. 1965. « L'organisation de l'espace », *Mythe et pensée chez les grecs*. Paris : François Maspéro, 1965, p.95-181 (Textes à l'appui).
- ZELINSKY, Wilbur. 1973. *The cultural geography of the United States*, Englewood Cliffs : Prentice-Hall, 1973.

INDEX DES AUTEURS ET DES INSTITUTIONS CITES DANS LE TEXTE

- Abelès, Marc* : 54, 84
Acta Geographica (périodique) : 11, 35
Agnew, John A. & alii : 70
Aguila, Yves : 55
Alfil (périodique) : 28, 35
Alliès, Paul : 83
Amilhat-Szary, Anne-Laure : 25
Annales de la recherche urbaine (périodique) : 34, 35
Anderson, Benedict : 46, 84, 131
Antheaume, Benoît & alii : 59
Arendt, Hanna : 120
Arnauld, Marie-Charlotte : 19
Aubertin, Catherine : 19
Augé, Marc : 54, 87
Aveline, Natacha : 23
Aymard, Maurice : 87
Baby, Virginie : 25, 26
Bachelard, Gaston : 49, 51, 114, 122
Badie, Bertrand : 65, 87, 92
Bagot, Jean-Didier & alii : 14, 121
Bailly, Antoine : 49, 50, 57, 69, 70, 77, 87, 88, 114, 115
Barthes, Roland : 46, 49, 51-53, 56, 58, 59, 62, 69, 78, 81, 82, 87
Bartra, Roger : 46
Bataillon, Claude : 13, 19, 25-28, 31, 83
Baudot, Georges : 19
Bélanger, Marcel : 57, 69
Bennassar, Bartolomé : 19
Benveniste, Émile : 62
Berdoulay, Vincent : 56, 82
Bernand, Carmen : 134
Berque, Augustin : 13, 14, 59, 72, 73, 76, 87, 90, 91, 93, 106, 118, 124, 126
Berthelot, Jean-Michel : 13, 27
Bertrand, Michel-Jean : 68, 69, 78, 87
Blakely, Edward : 23
Bonnemaison, Joël : 71, 84, 87, 92, 108
Borges, Jorge Luis : 89
Boudon, Raymond : 65
Bougnoux, Daniel : 126
Bourdieu, Pierre : 63, 64, 66, 83, 87, 122
Bourdin, Alain : 65, 78
Bouvier, Alban : 14, 65, 81, 117
Braudel, Fernand : 9
Bronckart, Jean-Paul : 118, 119
Brunet, Roger : 40, 52, 59, 60, 69, 72, 76-78, 84, 85, 87-89, 112, 115
Bureau, Luc : 57, 87
Buttimer, Anne : 70, 72
Caillet, Laurence : 87
Caillois, Roger : 49, 50, 55
California Studies Association : 24, 33
Calvino, Italo : 51, 52
Camacho Solis, Manuel : 9
Capel, Horacio : 88
Capron, Guénola : 25, 26
Capron, Jean-Luc : 53
Carringer, Roger : 16
Carrol, Lewis : 89
Castoriadis, Cornélius : 80, 119
CEMCA : Centre français d'études mexicaines et centraméricaines (Mexico) : 9, 10, 16, 28, 30, 34
Centre Japon de l'EHESS (Paris) : 14
Chamoiseau, Patrick : 6
Chartier, Roger : 66, 78, 83, 87, 93
Chastel, André : 66
Chevalier, Jean : 87, 91, 92
Choay, Françoise : 51, 52, 55, 58, 66, 78, 83, 87
CIESAS : Centro de investigaciones y estudios superiores en antropología social (Mexico) : 33
CIEU : Centre interdisciplinaire d'études urbaines (Toulouse) : 13
Citron, Josiah : 24
Claval, Paul : 10, 13, 50, 56, 60, 68, 70-72, 83, 87
CNU : Comité national des universités (France) : 17
Collignon, Béatrice : 48, 57, 68, 114
Confucius : 123
Congrès international des Américanistes : 12, 32
Copeta, Clara : 72, 93
Cox, Alex : 24
Culture (périodique) : 10, 35
CYBERGEO (revue électronique) : 28, 34, 35
Damasio, Antonio & Hanna : 81
Dardel, Éric : 71, 72, 87, 91, 92
DDF : Administration du District fédéral (Mexico) : 9, 13, 30
Debray, Régis : 126
Decety, Jean : 96
Deler, Jean-Paul : 25
Deler, Jean-Yves : 25
Demelas, Marie-Danielle : 19
Descartes, René : 117
Deverell, William : 16
Di Méo, Guy : 48, 87, 94, 113, 114, 126, 131
Disney, Walt : 102-105
Drobnick, Richard : 23
Duby, Georges : 55
Dumas, Claude : 55, 87
Dumézil, Georges : 49, 50
Durkheim, Émile : 49
Duverger, Christian : 55, 87
Eco, Umberto : 51
Éliade, Mircea : 49, 50, 55, 62, 76, 91-93
Espaces Temps (périodique) : 57, 127
Ethington, Philip : 14, 16, 23, 24
Eveno, Claude : 87
Eveno, Emmanuel : 13, 15
Fabulous Trobadors : 98
Faret, Laurent : 25-27, 108
Faucher, Philippe : 19
Fauque, R. : 62
Ferras, Robert : 30, 50, 52, 69, 76, 78, 87, 90, 91, 114
Ferrier, Jean-Paul : 72
Flick, Robbert : 16
Florescano, Enrique : 46
Fohr, Robert : 66
Foucault, Michel : 83
Francis, Ray : 67
Frank, Ken : 24
Frémont, Armand : 30, 51, 58, 61, 77, 82, 87
Freud, Sigmund : 122
Gade, Daniel W. : 77, 87, 90
Gaignard, Romain : 15, 26
García Sánchez, Pedro José : 25

- Garreau, Joel : 39
- Gasparini, Paolo :
- Gehry, Frank : 102
- Géographie et cultures (périodique) : 13, 28, 34, 35, 70
- Getty Research Institute for the History of Art and the Humanities (Los Angeles) : 15, 17, 24
- Ghorra-Gobin, Cynthia : 87
- Giraud, Alain : 24
- Giraudoux, Jean : 101
- Glaudes, Pierre : 27
- Goldblum, Charles : 124
- Gortari, Hira de : 25
- Gouëset, Vincent : 14
- Gournay, Chantal de : 54
- GRAL : Groupe de recherche sur l'Amérique latine (Toulouse) : 13, 18, 19, 25, 33
- Grasland, Claude : 28
- Greimas, A.J. : 53, 81, 82
- Grossetti, Michel : 13, 25
- Gruzinski, Serge : 17, 55, 76, 77, 134
- Guiheux, Alain : 87
- Guzman, Eulogio : 16
- Hall, Edward : 53, 56, 93, 118, 123
- Harvey, David : 70
- Heidegger, Martin : 62, 72
- Heikkila, Eric : 23
- Hérodote (périodique) : 74, 83
- Hirose, Akira : 24
- Historia Mexicana (périodique) : 11, 35
- Hondagneu-Sotelo, Pierrette : 16
- Houdé, Olivier & alii : 14, 81, 87, 89, 93, 96, 130
- Hourcade, Bernard : 14
- Hugo, Victor : 81
- ICOMOS (International Council for Monuments and Sites) : 10, 33
- IED : Institut d'études doctorales (Université de Toulouse-Le Mirail) : 18, 19, 27, 46
- INAH : Institut National d'Anthropologie et d'Histoire (Mexique) : 10
- Institut d'études politiques d'Aix-Marseille : 26-27
- Institut des hautes études sur l'Amérique latine (Paris) : 33
- Institut français d'Amérique latine (Mexico) : 28
- Institut français d'études andines (Lima) : 14
- Institut français de recherches en Iran (Paris) : 14
- IPEALT : Institut pluridisciplinaire d'études sur l'Amérique latine à Toulouse : 18, 34
- IUF : Institut universitaire de France : 15, 17, 18, 24
- Jacob, Pierre : 121
- Jalabert, Guy : 13, 23
- James, David : 16
- Jimenez, Manuel : 14
- Jodelet, Denise & alii : 14, 81, 87, 89
- Jourdenais, Martin : 25
- Kayser, Daniel : 89
- Kern, Brigitte : 126
- Kistler, Max : 87, 93
- Korosec-Serfaty, Perla : 54
- Krueger, G.U. : 23
- L'espace géographique (périodique) : 35, 56, 62, 70
- L'ordinaire latino-américain (périodique) : 13, 28, 34, 35
- Laboratoire Espace et culture : 11, 70
- Lacoste, Yves : 74, 75, 77, 83, 84, 87, 107
- Lacroix, Bernard : 65, 87, 92
- Latin American Studies Association : 32
- Le Clézio, J.M.G. : 6
- Ledrut, Raymond : 13, 46, 56, 61-65, 69, 76, 78, 79, 82, 90, 93, 94, 102
- Lefebvre, Alain : 13
- Lefebvre, Henri : 90, 101
- Lehman, Sonia : 26
- Lepetit, Bernard : 30, 48, 64, 94, 118, 135
- Lévi-Strauss, Claude : 46, 49, 51, 52, 58, 81, 87
- Lévy, Bertrand : 72
- Lévy, Jacques : 84, 119, 126, 129, 131
- Lévy, Jean-Paul : 59, 69, 81
- Lins de Barros, Myriam : 25
- Lomnitz, Larissa : 46
- Lunetta, Raphael : 24
- Lussault, Michel : 52, 76, 78, 79, 81-83, 87, 116
- Lynch, Kevin : 53, 56, 76, 77, 82, 87
- Malmberg, Torsten : 71
- Manzagol, Claude : 19
- Marin, Louis : 80
- Marin, Richard : 19
- Marrou, Louis : 10, 12
- Martínez, Rubén : 24
- Marx, Karl : 63
- Massardier, Gilles : 26
- Maximy, René de : 69
- Mera, Koichi : 23
- Merleau-Ponty, Maurice : 49
- Meyer, Jean : 17
- Michelet, Dominique : 17
- Ministère français des Affaires étrangères : 10, 14, 16
- Moles, Abraham : 55, 115
- Moreno Toscano, Alejandra : 9
- Morin, Edgar : 129
- Morin, Françoise : 14
- Moscovici, Serge : 89
- Musset, Alain : 26, 31
- Nougaro, Claude : 113
- Orleans, Peter : 66
- Paul-Lévy, Françoise : 54, 55, 83
- Pécaut, Daniel : 19
- Pellegrino, Pierre : 54, 55
- Pérec, Georges : 52
- Pérouse, Jean-François : 25
- Perraton, Charles : 53, 87
- Pezeu-Massabuau, Jacques : 114
- Piaget, Jean : 56
- Pinchemel, Philippe : 50, 69, 72, 78
- Piolle, Xavier : 68, 69
- Pitte, Jean-Robert : 11, 13, 31
- Planhol, Xavier de : 59, 87
- Platon : 60, 62, 63, 88, 126
- Pocock, Douglas : 87
- Pôle Ville (Université de Toulouse-Le Mirail) : 13, 19, 23, 25
- Pourtier, Roland : 92
- Pumain, Denise : 50, 74-76, 90, 113, 118
- Racine, Jean-Bernard : 50, 72
- Raffestin, Claude : 57, 72, 82, 83, 87
- Ramirez, Josephine : 16
- Recanatí, François : 130
- Reese, Thomas : 15
- Rémy, Jean : 65
- Richardson, Harry : 23
- Richardson, Miles : 70
- Ricœur, Paul : 46, 80, 120
- Rohmer, E. : 55
- Roncayolo, Marcel : 87
- Ronda, Stéphanie : 26
- Rousseau, Jean-Jacques : 106

Sack, Robert David : 84
Saint-Julien, Thérèse : 74, 75
Sartre, Jean-Paul : 90
Saussure, Bénédicte de : 62
Scariati, Renato : 70
Schockman, Eric : 23
Scott, Allen : 23
Seamon, David : 70
SEDUE : ministère mexicain de l'urbanisme et de
l'environnement : 9
Segaud, Marion : 54, 55, 83
Sicre, Claude : 98
Signolles, Pierre : 14
Siino, Corinne : 13, 15, 19, 23, 25
Soja, Edward : 23
Sperber, Dan : 65
Süskind, Patrick : 43
Taylor, Peter : 84
Teyssot, Georges : 87, 90
Thuillier, Guy : 26
Todorov, Tzvetan : 83, 87, 129, 134
Tolstoy, Paul : 19
Toulmin, Stephen : 14, 117
Trace (périodique) : 28, 34
Tuan, Yi-Fu : 70, 72
UCLA : University of California, Los Angeles : 16
UFRJ : Université fédérale de Rio de Janeiro : 33
UNAM : Université nationale autonome du Mexique
(Mexico) : 11
Université de Paris-10 Nanterre : 9, 26
Université de Paris-4 Sorbonne : 10, 70
Unomásuno (périodique) : 10, 35
URBAMA : Urbanisation dans le monde arabe (Tours) :
14
USC : University of Southern California (Los Angeles) :
15, 16, 23, 24
Vant, André : 94
Vernant, Jean-Pierre : 55, 87
Voyé, Liliane : 65
Watsuji, Tetsurô : 72
Weber, Max : 65
Zelinsky, Wilbur : 70